

حکومت الامم

Le Monde

idées

NORD-SUD

Un monde en développement

par VINCENT COSMAO (*)

A ENTENDRE les déclarations aux pays les plus pauvres, depuis longtemps par les Nations unies (chaque Etat devrait consacrer au développement du tiers-monde 0,7 % de son P.N.B.) ne peuvent être oubliés malgré la crise. Et c'est à l'honneur du nouveau gouvernement de la France de vouloir y parvenir, alors que nous sommes à peu près à la moitié du chemin (en ne comptant pas, comme il se doit, les efforts accomplis par les départements et territoires d'outre-mer). Pour les P.M.A., Paris proposera sans doute un « sous-objectif » qui pourrait être fixé à 0,15 % du P.N.B.

Plus complexe sera la recherche de l'adéquation de l'aide aux besoins concrets des populations. Il fut un temps où des experts jugeaient que les crédits — si disputés — devaient aller vers les pays du tiers-monde qui avaient le plus de chance d'en tirer profit. Raisonnablement cynique et typiquement capitaliste : même dans de telles opérations, le rendement, la rentabilité, ressort de l'économie marchande, aurait dû servir de guide. Là où elle n'était pas évidente, il aurait fallu laisser les populations s'organiser pour mieux employer les capitaux ailleurs. Cette logique est exactement celle qu'il faut combattre, si l'on veut tendre à satisfaire les besoins de base.

Des bouches inutiles ?

(Suite de la première page.)

Sans doute, les objectifs fixés depuis longtemps par les Nations unies (chaque Etat devrait consacrer au développement du tiers-monde 0,7 % de son P.N.B.) ne peuvent être oubliés malgré la crise. Et c'est à l'honneur du nouveau gouvernement de la France de vouloir y parvenir, alors que nous sommes à peu près à la moitié du chemin (en ne comptant pas, comme il se doit, les efforts accomplis par les départements et territoires d'outre-mer). Pour les P.M.A., Paris proposera sans doute un « sous-objectif » qui pourrait être fixé à 0,15 % du P.N.B.

Plus complexe sera la recherche de l'adéquation de l'aide aux besoins concrets des populations. Il fut un temps où des experts jugeaient que les crédits — si disputés — devaient aller vers les pays du tiers-monde qui avaient le plus de chance d'en tirer profit. Raisonnablement cynique et typiquement capitaliste : même dans de telles opérations, le rendement, la rentabilité, ressort de l'économie marchande, aurait dû servir de guide. Là où elle n'était pas évidente, il aurait fallu laisser les populations s'organiser pour mieux employer les capitaux ailleurs. Cette logique est exactement celle qu'il faut combattre, si l'on veut tendre à satisfaire les besoins de base.

La réunion de Paris sera là pour y aider. Pour les P.M.A.,

deux sortes d'aides devraient être favorisées : l'aide d'urgence, mobilisant rapidement les moyens de sauver des vies brusquement menacées par la sécheresse ou les inondations ; l'aide finement appropriée aux circonstances sociologiques, climatiques, économiques, politiques, pour donner le coup de pouce nécessaire au développement endogène du pays pauvre, en attendant qu'il puisse se passer.

Hors les cas de catastrophes, méfions-nous en tout cas de l'aide alimentaire classique. Elle a des effets pervers : fort bien décrits récemment par M. Charles Magaud (2). Il faut voir les réalités en place : l'Occident exporte ses surplus alimentaires, et ces aléas de l'offre ne peuvent permettre une planification sur le terrain. Quant aux « pauvres » qui en bénéficient, ce sont d'abord les militaires et les fonctionnaires, pour des raisons politiques (dans les villes, on se révolte si on a faim, dans les campagnes on meurt tout simplement) et économiques (l'acheminement dans les campagnes pose de redoutables problèmes de fait de la médiocrité des infrastructures de transports). Autre conséquence dommageable de l'aide alimentaire : elle déprime les prix des denrées locales, ruine les paysans qui se déplacent alors vers les bidonvilles. Enfin, les habitudes de consommation se modifiant, les céréales locales tendent à être abandonnées.

En outre, il faudrait persuader absolument les P.M.A., dont la plupart sont beaucoup trop petits pour aborder la « même critique » économique de participer à des ensembles régionaux. Pour les y pousser, les pays donateurs ne pourraient-ils imaginer des « aides conjuguées » respectant — c'est le principal — la dimension culturelle de ces P.M.A. associés ?

Afin de révéler certains Français qui préfèrent aider « la Corée du Sud » que le Zambie, il paraît de bonne stratégie d'établir tous les intérêts que nous avons à soutenir le tiers-monde : politiques (en l'espèce, donnez pays francophones font partie des P.M.A.), économiques (développement de marchés qui seront ensuite acheteurs de nos produits). N'est-ce pas trop solliciter les faits ? Surmontez nos mésestimations : pas trop la capacité de nos concitoyens de se mobiliser pour des causes sans ambiguïté ? Ayons le courage de parler en la circonstance d'« investissements éthiques », comme le faisait notre voisin de colonne le Père Vincent Cosmao (3), d'invoquer un surcroît de la conscience collective. Pour entendre l'appel de la pauvreté absolue, faut-il vraiment que se profilent à l'horizon des compensations annuelles et tributaires ou... les évaliers de l'Apocalypse ?

PIERRE DROUIN.

UN LIVRE D'ALAIN PLANTÉY

La négociation ou l'apocalypse

A LAIN Plantéy était conseiller à l'Elysée quand le général de Gaulle décida, en 1967, de le nommer ambassadeur à Madagascar. Juriste, conseiller d'Etat, il n'avait aucune expérience diplomatique. Vouloir s'instruire de ce que serait sa nouvelle profession, il s'aperçut que si les ouvrages d'histoire et de droit diplomatiques abondent, ceux qui traitent de l'art et de la science de la négociation — l'essence du métier — sont quasi inexistantes. Cette carence l'incita à écrire ce manuel à l'usage des praticiens de la diplomatie (1). Ouvrage de réflexion et de réflexions, il est organisé pour être lu, parcouru ou consulté et même mis sur ordinateur.

La négociation, selon Alain Plantéy, est fondée sur une volonté de refus. Pour obtenir ce qu'il cherche, le négociateur ne doit laisser aucun doute sur sa propre capacité de rompre. « Le général de Gaulle ne négocia pas, il rompit », disait M. Michel Debré, premier ministre, à propos d'une crise internationale. C'est en réalité la même chose, si l'on admet que le résultat ne peut être apprécié au moment où l'on quitte le tapis vert, mais souvent plus tard. L'auteur distingue trois types de négociation :

- 1) La négociation diplomatique est la plus classique. Les Etats souverains traitent entre eux des questions les plus importantes comme les plus réduites, de la guerre comme des protections consulaires ;
- 2) La négociation institutionnelle est plus récente. Les entités territoriales ont proliféré, mais des solidarités occasionnelles ou fondamentales ont imposé des regroupements d'Etats plus ou moins disparates : alliances, conférences, organisations, communautés, etc.,
- 3) La négociation prospective est une invention contemporaine : « Alors que pendant des siècles la diplomatie s'est plu à sauvegarder les positions acquises et les équilibres, même les plus délicats, aujourd'hui l'expansion économique, le progrès technique et la communication des idées ont donné aux situations une mobi-

lité génératrice de terribles incertitudes », écrit Alain Plantéy. La croissance économique est devenue une des données de la paix mondiale.

Les négociations américano-soviétiques pour la limitation des armes stratégiques (SALT) sont un type de négociations fondées sur des hypothèses futures puisqu'elles fixent des plafonds présumés accessibles. Mais aussi la conférence sur le droit de la mer, la négociation Nord-Sud ou le « Kennedy round » et ses suites, sont fondées sur des hypothèses qu'il s'agit d'empêcher ou de favoriser.

Ces négociations prospectives, pour utiles qu'elles soient — et d'ailleurs inévitables, — n'en risquent pas moins d'aggraver le coupure entre le monde développé et le tiers-monde, entre les aristocrates du savoir et la plèbe des ignorants. La prévision scientifique n'est pas à la portée de tous et le sera de moins en moins.

A. Plantéy cite Frédéric II, qui disait : « Le monde sera bien heureux si n'y avait d'autres moyens que celui de la négociation pour maintenir la justice et pour rétablir la paix et la bonne harmonie entre les nations. » Mais sa propre conclusion est plus pessimiste : « La négociation internationale, écrit-il, ne saurait apporter de réponse aux grandes interrogations du temps (...). Attendre d'elle une solution de rigueur doctrinale est un vain espoir (...). Quel chat, conscient des leçons de l'histoire et des données du présent, prendrait le terrible risque d'écarter de sa prévision toute éventualité de graves conflits ouverts ? Comment penser que l'ère des grands conquérants et des grands révolutionnaires est définitivement passée ? Il appartient à la diplomatie de faire face, sans répit, à ces périls chaque année renouvelés (...). »

Il n'est pas besoin d'espérer pour entreprendre, surtout quand il s'agit de conjurer l'apocalypse.

MAURICE DELARUE.

(1) Alain Plantéy : *La Négociation internationale. Principes et méthodes* (1977 pages). Editions du C.N.R.S. Environ 150 francs.
(2) A. Plantéy est aujourd'hui secrétaire général adjoint de l'Union de l'Europe occidentale.

Tel était l'objet du nouvel ordre économique international dont le tiers-monde avait proposé l'instauration négociée, c'est-à-dire contractuelle, ce qui suppose une politique volontariste dont l'acte principal serait la négociation. Les milliers de discours ou de conférences sur cette dynamique ne l'ont pas mise en route, et beaucoup d'observateurs la considèrent déjà comme une tentative avortée, se repliant sur la négociation, nécessaire, avec les nouveaux pays industrialisés et confiant les autres à l'assistance publique internationale. Mais, dans la mesure où le tiers-monde restera un malgré ses contradictions, il faudra bien reprendre le problème au point où on l'a laissé.

Reste une troisième piste qui s'ouvre de plus en plus nettement. Du fait de la « conscientisation » des groupes de base d'Amérique latine, d'Afrique ou d'Asie, c'est-à-dire du fait de l'analyse qu'ils font de leur situation en vue de la changer, des processus de « self-reliance » (s'en sortir par ses propres forces), de « développement endogène », d'« autodéveloppement », ou de « développement autocentré », sont en train de prendre consistance, aux marges du système global : l'autosuffisance alimentaire et la satisfaction quasi autarcique des besoins essentiels demeurent l'objectif prioritaire, l'ouverture au marché étant, autant que possible, contrainte des techniques traditionnelles qui avaient fait leurs preuves sont remises en œuvre, etc., mais surtout les sociétés, retrouvant leur dignité, redevenant les sujets et les acteurs de leur développement, capables de gérer les aides qu'on voudra bien leur accorder. Ces dynamiques se heurtent cependant très vite aux rigidités du système global et l'on est renvoyé à la transformation volontariste des rapports inégaux qui produisent le sous-développement.

Tant qu'on ne clarifiera pas ces différences approches du développement, entre lesquelles l'incompatibilité n'est pas nécessairement insurmontable, on risque fort de laisser dans le désarroi une opinion disposée à s'en remettre à « ceux qui savent », faute d'avoir pris sur une réalité trop complexe. Mais pour conduire une politique, en démocratie, une telle « délégation de pouvoir » est dangereuse et il est urgent de la dépasser en associant les citoyens à une tâche qui doit être collective.

(*) Dominique, Directeur du Centre Le Bret-Pol et développement

Quels besoins prioritaires ?

Alors, quelles voies emprunter ? La aussi, il faut éviter les discussions théoriques qui se sont poursuivies depuis une dizaine d'années sur les « besoins fondamentaux ». Sans doute, les organismes internationaux qu'il s'agit de la Banque mondiale ou du B.I.T. savent depuis longtemps que l'on ne vit pas seulement de pain et que l'accès au savoir, l'emploi, sont aussi essentiels que l'habitat, le vêtement, la nourriture et la santé. Mais, malgré tout, il est capital de laisser les intéressés eux-mêmes définir la hiérarchie de leurs besoins à leur façon. Comme l'écrivit Gérard Berthoud (3) : « La langue des besoins correspond à un mode de communication marchand. » La dignité, le sens de la vie, ne peuvent être coulés dans des catavogues. Ignacy Sachs avait bien vu aussi (4) le risque d'une stra-

tégie des besoins fondamentaux : quelle soit limitée à un ensemble de mesures de justice contre la pauvreté, sans procéder aux transformations structurelles, indispensables, c'est-à-dire à la remise en cause des pouvoirs et à l'établissement d'un nouvel ordre économique international. Ce seront sans doute les points les plus délicats de la session prochaine, car ils sont gorgés d'idéologie. Et ce qui paraît aller de soi — meilleur accès aux ressources pour les P.M.A. (cultures vivrières plus que cultures d'exportation, étude des énergies renouvelables), aux techniques adaptées aux situations locales — implique en fait une mutation considérable : la participation effective des populations et la prise en charge de leurs besoins, de leurs projets et de leur développement.

Coller au terrain

Autre point d'accrochage politique : le degré de participation des Etats-Unis à l'aide aux pays les moins avancés. Ce serait bien le diable qu'une « doctrine » universelle puisse être dérogée lors de la conférence de Paris. Proposant à quel niveau mieux que les pays du tiers-monde sont des victimes du colonialisme et de l'impérialisme, les pays de l'Est ne se sentent pas contraints de « répondre ». L'aide à des motivations essentiellement politiques, voire stratégiques. Depuis l'arrivée de Reagan, les Etats-Unis ont volontiers ce chemin. L'Europe, balayée plus que d'autres pays industrialisés par la crise, devrait faire preuve d'un réel courage pour aller au-delà d'efforts timides. Quant aux progrès d'une plus grande solidarité entre les pays du tiers-monde, la récente conférence de Caracas pour développer le dialogue Sud-Sud a montré leurs limites. Sans doute, les échanges inter-régionaux s'intensifient mais ne peuvent pas vraiment au P.M.A. Ainsi, le commerce entre pays africains depuis 1978 est inférieur

de plus de 30 % à celui des années précédentes (5).

La nécessité de ne pas perdre une moitié des aides pour la survie des peuples des P.M.A., de « coller » plus que partout ailleurs aux situations concrètes qui se présentent, devrait normalement renforcer le rôle des organisations non gouvernementales (O.N.G.) qui s'occupent du tiers-monde. M. Jean-Pierre Cot, ministre de la coopération et du développement, a en raison d'insister sur leur rôle essentiel (6). Ces organisations de tout bord, carli-

(2) Lors d'une réunion organisée récemment par l'Institut de sciences mathématiques et économiques appliquées (I.S.M.E.), M. Magaud est l'auteur d'un rapport au Conseil économique et social sur « Les orientations de la politique française à l'égard des pays les moins avancés » (voir le Monde des 10 et 11 juin 1981).
(3) Dans *Il faut manger pour vivre* (P.U.F. 1980).
(4) Institution à l'économie, Editions Privat, 14, rue des Arts, Toulouse, 1981.
(5) Lire l'article de M. Jean Lempereur sur « Les échanges Sud-Sud » dans la revue *Politique étrangère*, n° 3, 1981, 1982, 6, rue Pavot, 75014 Paris.
(6) Lors d'un séminaire tenu le 26 mai 1981 (5-6 juillet 1981) et dans son entretien avec Philippe Desmoulin (le Monde du 8 juillet 1981).
(7) Adresse de P.A.L.O.P., 13, rue d'Ulm, 75004 Paris ; Palais des Nations, 8, rue de Savoie, 75004 Paris.
(8) Le Monde, du 14 juillet 1981.

LE DIAMANT

grâce au CRÉDIT MP
avec 10 % comptant

Exemple :

Solitaire blanc extra
0,75 carat,
18.370 F

Exemple :

Alliance
diamants
11.550 F

vous l'emportez avec 1.837 F, vous l'emportez avec 1.155 F
le solde jusqu'à 24 mois dont de 3 à 6 mois de crédit gratuit
après acceptation de votre dossier

MP

4, place de la Madeleine - Tél. : 260.31.44
86, rue de Rivoli - 1^{er} Châtelet-Hôtel de Ville
138, rue Lafayette - 1^{er} Gare du Nord
Catalogue couleur gratuit sur demande

Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

SELON UN PORTE-PAROLE LIBYEN

Tripoli pourrait permettre l'installation de bases soviétiques en Libye

Le chef de l'Etat libyen, le colonel Kadhafi, a relancé, mardi 26 août à Damas, le projet d'union de son pays avec la Syrie, demandant la mise en application de mesures susceptibles de traduire sur le plan pratique l'accord conclu il y a près d'un an entre Tripoli et Damas. Le colonel Kadhafi avait proposé l'union entre les deux pays dans un discours prononcé le 17 septembre dernier. Un accord de principe avait été conclu peu après, lors d'une visite en Libye du président Assad, mais aucune mesure concrète n'avait été prise dans ce sens depuis.

Le colonel Kadhafi a rencontré dans la soirée M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'O.L.P. L'entretien s'est élargi par la suite à une délégation du mouvement national libanais au président du conseil national palestinien, M. Khaled El Fohum, et à certains membres du comité exécutif de l'O.L.P. Les participants sont « convaincus de poursuivre leurs entretiens, ultérieurement », indique l'agence palestinienne Wafa, sans préciser cependant la teneur des conversations.

A Rome, M. Ali Attiki, l'un des porte-parole du gouvernement libyen pour les relations avec l'étranger, a déclaré mardi au cours d'une conférence de presse que la Libye pourrait permettre l'installation de bases du pacte de Varsovie sur le territoire libyen pour faire contrepoids à l'agression américaine en Méditerranée. « Le rôle de l'U.R.S.S. en Méditerranée », a-t-il dit, est de résister à l'agression que la puissance donne aux Etats-Unis, et nous devons nous unir à elle pour faire contrepoids à cette agression. Nous sommes libres de nous défendre comme nous le jugeons bon, et nous sommes libres de nous défendre comme nous le jugeons bon, et nous sommes libres de nous défendre comme nous le jugeons bon.

A Washington, la C.I.A. a démenti les informations de presse selon lesquelles elle avait mis au point plusieurs plans pour assassiner le colonel Kadhafi. Selon M. Jack Anderson, qui a plusieurs fois commenté les activités de la C.I.A., l'un des scénarios mis au point par les espions américains était d'introduire un mercenaire dans l'entourage du chef de la

L'incident dans le golfe de Syrte

Le gouvernement américain a, pour sa part, annoncé son intention de ne pas rendre publiques les enregistrements des conversations entre les pilotes libyens et ceux des appareils ont été abattus la semaine dernière par des chasseurs américains dans le golfe de Syrte — et leur base. Le Pentagone avait auparavant affirmé que ces enregistrements, qui, selon Washington, révélaient que l'un des deux pilotes libyens avait l'intention de tirer sur les deux F-14 américains, seraient révélés pour qu'il n'y ait aucun doute sur la responsabilité de la Libye. M. Henry Cabot, porte-parole du Pentagone, a indiqué mardi : « L'affaire a été étudiée, et nous avons pris la décision de ne pas faire de commentaires. Nous ne voulons pas compromettre nos sources d'information ».

A Alger, El Moudjahid a affirmé mardi qu'il était difficile de ne pas songer à la préméditation, à propos du récent incident de l'aviation libyenne. El Moudjahid affirme tenir de « source sûre » que l'Algérie, « une semaine auparavant, avait déjà exprimé ses plus vives réserves auprès du gouvernement américain à l'annonce des manœuvres de la VI^e flotte en Méditerranée ».

A Mogadiscio, la Somalie a rompu mardi ses relations diplomatiques avec la Libye et a demandé aux membres de l'Organisation des Etats arabes, le pays de la Libye, de quitter le territoire somalien. L'agence officielle somalienne indique que cette décision a été rendue nécessaire par les « conspirations du colonel Kadhafi contre le peuple de Somalie et son soutien au régime éthiopien ». (Reuter, A.F.P.)

Un test pour la politique étrangère de M. Reagan

Une majorité paraît se dégager au Congrès contre la vente d'AWACS à l'Arabie Saoudite

De notre correspondante

New-York. — L'important projet de vente d'armes à l'Arabie Saoudite mis au point par l'administration Reagan a officiellement été notifié le lundi 24 août au Congrès. Celui-ci en connaîtra dès sa rentrée, le 9 septembre, il aura vingt jours pour en discuter officiellement et trente autres jours pour en débattre officiellement. A l'issue de cette période, le projet sera rejeté s'il se heurte au veto des deux Chambres.

Les pointages semblent indiquer, pour l'instant, qu'une majorité, claire au Sénat et plus incertaine à la Chambre des représentants, serait hostile à la vente d'équipements sophistiqués aux Saoudiens, en particulier des cinq avions-radar AWACS, dont la mention avait déjà provoqué, au printemps dernier, de vigoureuses réactions du lobby israélien de Washington.

UN CONTRAT DE 8,5 MILLIARDS DE DOLLARS

Washington (A.F.P.). — Les équipements militaires demandés par l'Arabie Saoudite aux Etats-Unis coûteraient 8,5 milliards de dollars, soit près de 4 milliards de plus que les estimations fournies par les autorités américaines aux membres du Congrès, le printemps dernier, selon des responsables américains cités par le New York Times.

Cette hausse provient essentiellement de la construction de stations au sol supplémentaires (dix à vingt) demandées par les Saoudiens. La moitié de ces stations pourraient servir d'intermédiaire entre les cinq avions-radar AWACS et les avions de combat F-15. Les autres stations seraient plus simplement des stations-radar.

L'augmentation des coûts proviendrait aussi de la quantité de matériel de rechange commandé par l'Arabie Saoudite. Ryad souhaiterait, en effet, acheter des pièces détachées pour des sommes atteignant 50 % du coût des appareils eux-mêmes, et non plus de 20 %, comme c'est généralement le cas.

NICOLE BERNHEIM.

LE SOMMET D'ALEXANDRIE

M. Begin presse le président Sadate de reprendre les négociations sur l'autonomie des territoires occupés

Peu avant l'arrivée de M. Begin à Alexandrie, les autorités égyptiennes ont saisi, mardi matin 26 août — avant sa mise en vente — le principal organe de l'opposition, l'Ehbedmaïra « Al Chaab ». « Al Chaab » titrait en manchette : « Begin, tu n'es pas le bienvenu ». Publié depuis mai 1979 par le Parti du travail socialiste (douze députés sur près de quatre cents au Parlement), « Al Chaab » critique sans relâche, dans ses colonnes, les accords de Camp David et s'oppose vigoureusement à la normalisation des relations avec Israël.

De notre envoyé spécial

Alexandrie. — Les réunions entre MM. Sadate et Begin se suivent et se ressemblent. Le sommet d'Alexandrie n'aura pas échappé à une certaine routine, qui tend à prouver que le processus de paix entre israéliens et égyptiens suit — lentement — son cours, mais qu'il ne peut diminuer les craintes réciproques et toujours renouvelées d'une remise en cause grave.

Comme à l'ordinaire, M. Begin s'est montré très enjoué, saluant familièrement les journalistes à son arrivée. Le président Sadate, pour sa part, n'a pas manqué de gratifier le premier ministre israélien de plusieurs « cher ami » appuyés. Mais les deux hommes, durant toute la première des deux journées d'entretiens, n'ont fait aucune déclaration. Il faudra attendre la conférence de presse que MM. Begin et Sadate donneront début d'après-midi. On savait seulement que la délégation israélienne avait insisté sur le besoin d'une relance des relations entre l'Egypte et Israël, que le gouvernement du Caire est accusé de « traîner », et sur la nécessité de reprendre les pourparlers sur l'autonomie des territoires occupés.

Alors qu'il ne reste plus que huit mois avant le retrait d'Israël du Sinaï, les dirigeants israéliens ont semblé vouloir confirmer qu'ils voulaient profiter du fait que le président Sadate reste fortement « motivé » par l'objectif de la récupération complète des territoires égyptiens occupés par Israël. Ils ont fait savoir

FRANCIS CORNU.

Iran

Téhéran réclame officiellement l'extradition des auteurs de l'arraisonnement de la vedette « Tabarzin »

Téhéran (A.F.P.). — Le ministre iranien des affaires étrangères a, mardi 26 août, à l'ambassade de France à Téhéran, une note en trois points invoquant des arguments juridiques à l'appui de sa demande d'extradition du commando qui avait détourné la vedette iranienne « Tabarzin », le 13 août au large de Gibraltar.

La note, que j'ai intégrée par Radio-Téhéran, demande que « les coupables » soient remis à l'Iran, mais elle souligne plus particulièrement deux cas pour lesquels l'extradition, selon le ministre iranien, s'impose.

D'abord, le ministre affirme que, d'après « des enquêtes », « un certain nombre de terroristes armés qui ont volé la vedette étaient des gens auxquels la France avait accordé auparavant l'asile politique ».

Selon les lois françaises, poursuit la note, « le ministre de l'Intérieur a le droit de commettre ce type d'action illégale », qui les exclut à partir de maintenant de la catégorie des réfugiés politiques. Ils entrent donc dans le cadre de la convention d'extradition signée entre les deux pays le 24 juin 1964, affirme la note iranienne.

Dans le second point, le ministre iranien estime que les quatre membres d'équipage de la « Tabarzin » qui se sont ralliés au commando « ont facilité son action en utilisant la force et en transgressant le règlement ».

« De ce point de vue, ajoute le ministre, ils entrent dans le cadre des articles 4 et 8 de la loi (française) sur la piraterie maritime ». Leur action étant aussi considérée par la loi iranienne comme un acte de « trahison et d'insoumission », ces quatre personnes sont, elles aussi, visées par la convention d'extradition, juge le ministre iranien.

Le dernier point de la note souligne que « ce vol a été commis après un plan et des préparatifs faits sur le territoire français ». Le ministre ajoute que « les facilités accordées actuellement par le gouvernement français aux terroristes attestent la position hostile de la France à l'égard de la République islamique d'Iran et du peuple iranien ».

En conclusion, vu « l'évidence du crime commis et le fait que la communauté internationale condamne la piraterie », les auto-

Attentats et exécutions

Les autorités iraniennes ont annoncé d'autre part, mardi, l'arrestation de plus de deux cent soixante-seize opposants et l'exécution de trente-quatre autres dans l'ensemble du pays. Mais, malgré cette accusation de la « répression », une série d'attentats ont été signalés mardi par les journaux faisant six morts, dont quatre gardiens de la révolution. La majorité d'entre eux se sont produits à Téhéran. Dans la plupart des cas, les agresseurs se sont enfuis.

A Téhéran également, deux organes de presse ont subi des attaques : une annexe du quotidien Ettelaat a été gravement endommagée, selon le journal lui-même, par un incendie déclenché par des cocktails Molotov. Une grenade, pour la troisième fois en moins de deux mois, a été jetée contre la façade de l'agence officielle Pars, sans faire de dégâts.

Après la lutte contre la « contre-révolution », la dénonciation des « complots sionistes », et particulièrement des accusations d'achat d'armes à Israël portées contre Téhéran, est devenue la seconde préoccupation du régime iranien. L'imam Khomeiny lui-même avait jugé utile lundi de démentir ces accusations. Mardi, Radio-Téhéran a voulu voir dans cette « guerre psychologique » une « preuve de la justesse de la grande révolution islamique ».

De leur côté, les autorités mènent une autre action pour tenter de convaincre les iraniens de dénoncer les « suspects », fusent-ils leurs voisins ou leurs enfants.

L'imam Khomeiny, selon la radio, a reparté mardi une « lettre islamique » que les téléscripteurs iraniens avaient vu se réjouir de l'exécution de son fils membre du Peykar (marxiste-léniniste).

L'EMIR DU QATAR REÇU A L'ÉLYSÉE

Le plus francophile des souverains du Golfe

Correspondance

Manama. — L'emir du Qatar Cheikh Khalifa Ben Ahmed Al Thani, qui Mitterrand reçoit ce 26 août à déjeuner, est sans doute le plus francophile des souverains du Golfe. Mais c'est aussi celui qui a le plus mal accueilli les changements politiques intervenus en France depuis le 10 mai, et notamment la nomination de quatre ministres communistes.

Sous l'impulsion de son conseiller égyptien, M. Hassan Kamal, l'emir s'est en effet résolu à tourner vers la France au cours des dernières années. Alors que toute l'histoire du Qatar jusqu'à l'indépendance en 1971 le prédisposait à s'adresser à l'ancien protecteur britannique, à l'instar de Bahrein, d'Oman ou des Emirats arabes unis.

Mais la France demeure, après le Japon, le principal acheteur de pétrole de l'emirat. C.D.F. Chimie détient 18 % de la Qatar General Petroleum Company possédée 40 % du capital de Copenor, une vaporisateur situé à Doha, par lequel et contrôlé à 60 % par C.D.F. Chimie. Ce dernier, ainsi que Technip, a joué un rôle prépondérant dans la mise en œuvre du complexe pétrochimique d'Oman Salal, inauguré en février dernier en présence de M. André Grand, alors ministre de l'Industrie. Les énormes perspectives ouvertes par le gisement de gaz naturel découvert en 1972 au nord-ouest de la péninsule (1) continuent d'attirer les compagnies françaises telles que Technip.

De son côté, l'armée qatarie est équipée de deux hélicoptères Gazelle ainsi que de six Alpha Jet qui ont été livrés l'année dernière. Plus récemment, quatre Mirage-F1 ont été com-

mandés, et une dizaine de véhicules blindés ont été livrés. Les véhicules industriels, ont été livrés.

Mais si les possibilités sont grandes pour les exportateurs français, une certaine froideur s'est récemment manifestée de la part de leurs partenaires. Outre la question des ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe. A cet égard, on s'attendait que la délégation qatarie demande des explications détaillées à ses interlocuteurs français. Après l'élection d'importants rattachés bancaires d'importance, les ministres communistes, le Qatar refuse d'admettre que les sociétés françaises ne se soumettent pas aux conditions du boycott arabe

La direction de Solidarité cherche à contenir les conflits locaux avant l'ouverture de son premier congrès national

AFRIQUE

Le chef d'État angolais demande à l'O.N.U. de «mettre fin aux actes d'agression de Pretoria»

PATRICE 'CLAUDE

AMÉRIQUES

plusieurs années. Trois prote-
coles lient la France au Mexi-
que en ce domaine, portant
sur les protéines animales, les
machines agricoles et les
investissements alimentaires.
Un quatrième texte signé par
Mme Cresson, devrait norma-
lement permettre à Paris de
vendre de la poudre de lait
son partenaire latino-améri-
cain. — (Corresp.)

هكذا من الأصل

La Mongolie, tampon ou trait d'union ?

I. — Un développement sous tutelle

De notre envoyé spécial DANIEL VERNET

Darkhan. — Il y a vingt ans, il n'y avait ici que quelques journaux au bord du chemin de fer Moscou-Oulan-Bator. Maintenant, la ville, située à 300 kilomètres de la capitale, compte 60 000 habitants, dont 15 000 étrangers, et ses perspectives de développement sont prometteuses. Deuxième centre industriel de la République populaire de Mongolie, Darkhan, encore appelée « ville de l'amitié », est une création de l'U.R.S.S. Avec ses immeubles aux formes géométriques sans grâce, ses larges avenues taillées dans la steppe, son centre « commercial » de béton, elle ressemble à beaucoup d'agglomérations de l'Extrême-Orient soviétique.

Sans la coopération du « grand frère » du Nord et des autres pays de la communauté socialiste, la Mongolie n'aurait guère pu créer cette société agro-industrielle que le programme officiel du parti révolutionnaire du peuple mongol (P.R.P.M.) se fixe comme objectif et encore moins envoyer un commandant dans l'espace, comme elle l'a fait en mars. Le site même de Darkhan, choisi en coopération avec les Soviétiques, n'est pas loin de la frontière avec l'U.R.S.S.

Ces liens que l'on nomme selon les circonstances « aide fraternelle désintéressée » ou « mutuellement avantageuse » existent dans tous les secteurs d'activité. La Mongolie a un sous-sol extrê-

meusement riche : elle dispose de presque tous les métaux (cuivre, nickel, zinc, étain, fluor, dont elle produit 300 000 tonnes par an, entièrement exportés vers l'U.R.S.S.) ; elle possède du charbon et de la lignite et certainement des réserves importantes de pétrole, à en juger par le nombre de gisements desséchés sur les cartes du musée historique d'Oulan-Bator, dont aucun n'est encore exploité. La raison officielle est que l'exploitation des ressources n'est pas encore terminée et que leur mise en valeur exige de gros investissements : toutefois, les Soviétiques, sans lesquels rien n'est possible, ne paraissent pas pressés d'exploiter ces gisements. Ils préfèrent assurer à la Mongolie la plus grande partie de ses besoins énergétiques.

En revanche, la R.P.M. manque de main-d'œuvre. La population active ne représente que 370 000 personnes, y compris 130 000 berges, sur un total de 1,6 million d'habitants, pour un pays trois fois plus grand que la France. Les moins de quinze ans forment 44 % de la population. L'État encourage les naissances, interdit strictement la contraception.

Si le salaire moyen n'est pas très satisfaisant : 500 tougriks ou 750 F par mois (1), l'augmentation du nombre des voitures privées à Oulan-Bator (+ 33 % de 1972 à 1977), et des maisons individuelles, le développement du téléphone, témoignent d'une transformation du mode de vie, au moins pour les citadins.

Dans les campagnes, la création des coopératives a commencé à la fin des années 70 avec le mouvement de décollectivisation dirigé contre les monastères lamaïques. Ils ont été abolis, les terres, possédées par les moines, ont été redistribuées à des ex-cloîtres tels que le dirigeant mongol d'aujourd'hui, Choibalsan, fut baptisé plus tard le « stalin mongol ». En signe de protestation, plusieurs millions de têtes de bétail ont été abattues et le cheptel a à peine retrouvé aujourd'hui son niveau d'avant-guerre. Le système des coopératives a été généralisé en 1959. Il y en a maintenant 2 850 dans toute la Mongolie.

Dans ce pays, où l'élevage reste la principale activité malgré le « choc » de l'industrialisation, le cheptel stagne : 24 millions de bêtes dont 5 millions appartiennent privativement à 208 000 familles. Pour 1,6 million d'habitants, c'est une belle proportion : 16 bêtes pour un homme, avec deux chevaux pour un habitant. Le problème essentiel est de surmonter l'hiver, de limiter les pertes de bétail pendant la saison froide.

Des mesures sont prises pour améliorer la formation des éleveurs et encourager l'élevation. Ainsi, un berger qui, pendant cinq ans, a eu un agneau par brebis, a droit gratuitement à une vache, cent têtes de fœtus sous lesquelles vivent encore la plupart des Mongols. L'élevage, qui assure les trois quarts de la production agricole, n'est pas seulement indispensable à l'approvisionnement du pays : c'est un élément important du commerce extérieur, grâce à l'exportation des laines, articles de fourrure, peaux, etc.

Dans ce secteur aussi, l'aide de l'Union soviétique est considérable tant pour la construction des fermes d'élevage que pour le matériel agricole ou la formation des techniciens.

Point de rencontre de deux mondes, agricole et industriel, de deux modes de vie, des mentalités du nomade de la steppe et du prolétaire, la Mongolie est indéniablement entrée dans l'ère industrielle. Elle l'a fait avec l'aide et le soutien du camp socialiste, sous la direction d'une Union soviétique omnipotente. La moitié de la production industrielle vient d'usines installées par les Soviétiques (la proportion atteint

80 %, voire 100 % dans l'industrie extractive et énergétique). La Mongolie fournit les matières premières et dans une certaine mesure la main-d'œuvre, l'U.R.S.S. la technologie, les équipements, l'encadrement.

Plusieurs ministères soviétiques ont des « représentants plénipotentiaires » dans l'administration locale, où ils participent à la mise au point des plans de développement. Une « consultation spatiale » donne aux Soviétiques un large droit de regard sur la politique économique mongole, leur permet de refuser les projets qui ne leur conviennent pas et de développer ceux qui peuvent leur être profitables.

Mais la médaille a son revers. Choibalsan, entre la Chine, avec laquelle elle a de mauvaises relations, et l'U.R.S.S., la R.P.M. fait dépendre entièrement du Comecon, non seulement pour son approvisionnement en produits fabriqués, mais même pour sa survie, puisqu'elle importe beaucoup de produits alimentaires, 92 % des échanges extérieurs se font avec les membres de cette organisation et 80 % avec la seule U.R.S.S., qui détient ainsi un monopole de fait sur le commerce mongol.

La structure de la balance commerciale mongole est typique des

pays sous-développés : les biens d'équipement et les produits manufacturés représentent chacun 9 % seulement des exportations, essentiellement constituées par des matières premières et des produits agricoles. Ces exportations se font souvent au détriment du marché intérieur, dont les besoins sont loin d'être couverts.

Malgré tout, le déficit de la balance commerciale mongole s'accroît, et avec lui l'endettement auprès de l'U.R.S.S. et d'autres pays du Comecon. Même s'ils en avaient l'intention, les Mongols ne seraient guère en mesure de mener une politique économique indépendante.

L'exemple du combinat de cuivre et de molybdène mis en service au début de 1979 à Erdenet est assez significatif à cet égard. Le combinat, qui se trouve

sur le plus grand gisement de cuivre et de molybdène d'Asie et qui est un des dix plus grands centres miniers du monde, représente un investissement d'un milliard de roubles. La construction a duré cinq ans. Des représentants de 170 villes soviétiques y ont participé : 414 autres soviétiques ont envoyé des équipes de 13 000 habitants et possèdent 30 000 hectares et possèdent deux écoles, l'une mongole, l'autre soviétique. 13 000 ouvriers soviétiques et 3 000 Mongols ont participé à la construction du combinat de la ville et des infrastructures. Dans l'usine même travaillent 2 628 personnes dont 1 880 viennent d'U.R.S.S. L'extraction de minerais s'élève actuellement à 8 millions de tonnes par an. Ce chiffre sera multiplié par deux au cours du plan quinquennal, et la production d'Erdenet, équivalente alors à la moitié de toute la production industrielle de la Mongolie en 1975. L'entreprise est un projet soviéto-mongol à 50/50. Son exemple d'aide fraternelle.

Le monopole soviétique

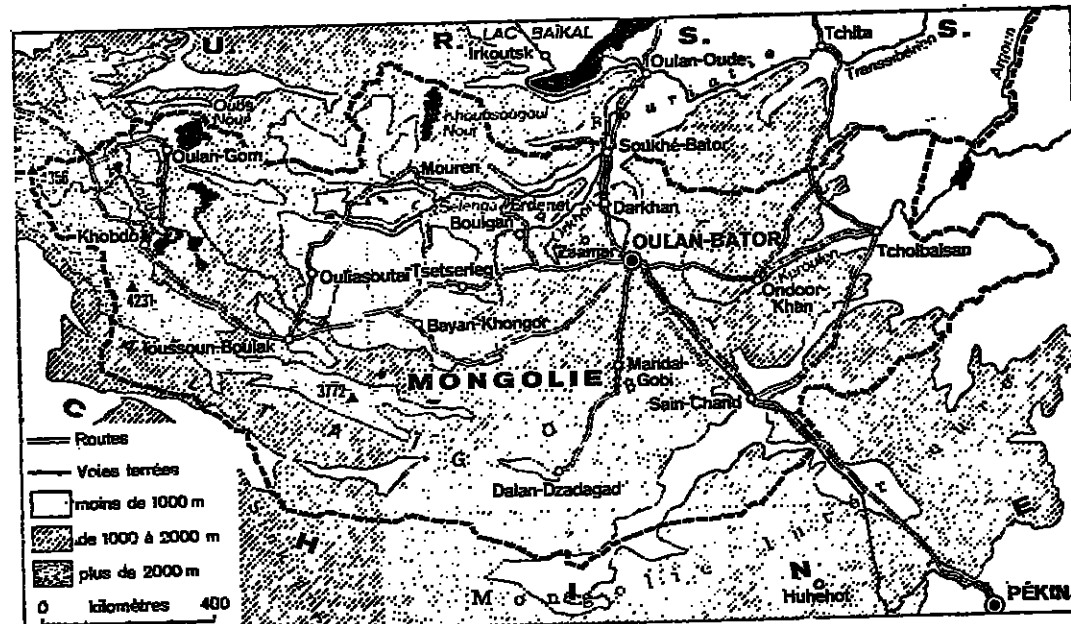
Pourtant, comme le disent ouvertement les Soviétiques, Erdenet permettra d'augmenter les capacités d'exportations de la Mongolie. Pour rembourser leur part dans le combinat, les Mongols vont en effet exporter toute leur production. On ne sait pas exactement pendant combien de temps. Mais le délai importe peu puisque, de toute manière, le nœud de la possibilité de traiter les minerais sur place et qu'ils seront donc toujours obligés de les vendre à l'U.R.S.S. Dernier détail : le charbon est gardé par l'armée soviétique.

L'orientation exclusive du commerce mongol vers le Comecon ne laisse pas beaucoup de place aux autres pays. Sans doute la situation géographique de la Mongolie ne facilite-t-elle pas les échanges avec le reste du monde, mais les Soviétiques, qui ne tiennent pas à voir entamer leur monopole, s'efforcent d'éloigner les concurrents éventuels.

En d'autres termes et sous d'autres noms, de tels rapports économiques entre une grande puissance et un petit pays porteraient un nom. Néanmoins, la comparaison avec la période coloniale de l'Occident n'est pas totalement pertinente. L'U.R.S.S. n'a pas seulement transformé la Mongolie en fournisseur des matières premières dont elle a besoin, et détruit la structure économique traditionnelle. Le développement de la R.P.M. même sous tutelle, est réel et la main-d'œuvre du pays se répartit sur le niveau de vie de la population.

Prochain article :

LES LIMITES
DE LA « SOVIÉTISATION »



Ancienne province chinoise de Mongolie Extérieure, la Mongolie est devenue indépendante en 1921 avant de se proclamer République populaire en 1924. Sa superficie est de 1 565 000 kilomètres carrés et sa population de 1 685 400 habitants, dont plus de 400 000 à Oulan-Bator, sa capitale. La principale activité économique est l'élevage (chevaux, bovins, moutons, chèvres, chameaux, au total 24,2 millions de têtes), auquel est liée une industrie alimentaire et textile (laine, cuir). L'agriculture produit des céréales, des pommes de terre, des légumes. Le sous-sol offre du charbon, du cuivre, de la fluorine, du tungstène, de l'étain, de l'or, du plomb.

La Mongolie a 2 730 kilomètres de frontières communes avec l'U.R.S.S. et 4 200 kilomètres avec la Chine ; pour 80 %, son commerce extérieur se fait avec l'U.R.S.S. et le reste avec les autres pays communistes. M. Yumjagin Tsedenbal est chef du parti unique depuis 1958 et chef de l'Etat depuis 1974. (Source : « Europa Year Book », 1981.)

Chine

M. CARTER
A ÉTÉ REÇU
PAR M. ZHAO ZIYANG

L'ancien président américain, M. Jimmy Carter, qui effectuait une visite de six jours en Chine, a été reçu mardi 25 août par le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, qui a ensuite offert un banquet en son honneur. M. Zhao a déclaré à cette occasion que « le développement sain des relations sino-américaines n'est pas seulement dans l'intérêt de nos deux peuples mais rend également une importante contribution pour le maintien de la paix mondiale et l'opposition à l'hégémonie soviétique. Il a émis l'espoir que Pékin et Washington feraient des efforts concertés pour élargir les secteurs dans lesquels ils partagent d'intérêts et de défis de points de vue communs », tout en restant dans le cadre des principes « fixés » par l'accord de normalisation de 1978. Cette remarque s'adressait en fait à l'administration Reagan, à laquelle Pékin reproche ses relations avec Taiwan.

M. Carter a aussi parlé de l'importance stratégique des relations sino-américaines et s'est félicité de leur développement à la suite de la normalisation, « un point culminant d'un effort bipartite, établi sur les principes du communiqué de Shanghai » signé par M. Nixon en 1972. — (A.F.P., Reuter, U.P.I.)

Afghanistan

LES ÉTATS-UNIS ET LE PAKISTAN NE VOIENT GUÈRE D'ÉLÉMENTS NOUVEAUX DANS LA DERNIÈRE PROPOSITION DE KABOUL.

Les nouvelles propositions afghanes pour une solution de la crise ouverte après l'intervention militaire soviétique (le Monde, 24 août) ont été qualifiées de « version réchauffée » du plan du 14 mai 1978 par le porte-parole du département d'État, qui a « regretté que Kaboul continue d'ignorer les résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies qui appellent un retrait immédiat des troupes soviétiques ». Les États-Unis, a-t-il ajouté, « ne pensent pas que la région de M. Babrak Karmal représente le peuple afghan ».

Au Pakistan, où se trouve actuellement le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Firouzbine, le ministre des affaires étrangères, a déclaré : « Nous examinons ce texte qui ne nous a pas été officiellement communiqué ; mais, à première vue, il ne diffère que par des détails des propositions du 14 mai ». Le chef de la diplomatie pakistanaise, M. Agha Shahi, a pour sa part, affirmé au cours d'un banquet offert en l'honneur de M. Firouzbine que son pays retirait son opposition à toute attitude à la souvraineté des États.

Répondant à M. Shahi, M. Firouzbine a affirmé que les conditions étaient réunies pour l'établissement d'une coopération fructueuse entre le Pakistan et l'U.R.S.S. et souhaité qu'« Islamabad ait des relations amicales avec ses voisins (sous-entendu l'Afghanistan). Moscou a d'ailleurs soutenu « les éléments nouveaux » contenus dans le dernier plan afghan, que l'Agence Tass considère comme une « base solide » pour entamer un processus de paix. — (A.F.P., Reuter, U.P.I.)

MODELAGE SUR BOIS - MAQUETTES
MENUISERIE SUR MESURE

le bois
universel

6, rue Bouin - 92 700 Colombes
Téléphone : 782-40-69

Célibataires
aimeriez-vous
changer votre vie ?

Sachez qu'il existe maintenant un moyen sérieux de rencontrer, en toute liberté, des personnes répondant réellement à votre attente et à votre personnalité définie par une véritable étude psychologique.

A l'efficacité, ce moyen ajoute un charme neuf : le plaisir classique de la rencontre avivée par l'attente curieuse de contacts imprévus hors des cadres traditionnels.

Ion International
Institut de Psychologie fondé en 1950

Sur un échantillon de 5 000 personnes ayant déclaré s'être connues ainsi, on a relevé 6 fois plus de mariages réussis que dans la vie courante (1).
Un livre, préfacé par Louis Armand, de l'Académie française (2), des communications aux grands congrès internationaux de psychologie (3), des centaines d'articles, d'émissions (radio et T.V.) ont déjà informé public et spécialistes de ces résultats étonnants.

(1) 57 fois moins de divorces (étude statistique envoyée sur demande)
(2) "Vers une civilisation du couple"
(3) Congrès de l'Ass. Inter. de Psy. Appl. (Lyon, Montréal, Munich).

BON GRATUIT

Veuillez m'envoyer sans engagement, sous pli fermé et cacheté, le livret d'information en couleurs "Pour un couple nouveau".
M. Mlle
Prénoms
Adresse
ION FRANCE (M 74) 94, rue Saint-Jacques - 75014 PARIS - Tél. 528.70.85 +
ION MIDI-PYRÉNÉES (M 74) 243, allées Diderot - 31000 TOULOUSE - Tél. 53.25.95
ION RHÔNE-ALPES (M 74) 35, avenue Rockefeller - 69003 LYON - Tél. 854.35.44
ION BELGIQUE (M 74) du Marché aux Herbes 105 BP 21 - 1000 BRUXELLES - Tél. 571.74.30
ION SUISSE (M 74) 10, r. Petitot, C.P. 253 1211 GENÈVE 11 - Tél. (022) 21.75.01



سكنا من الاصل

DE VRAIES
BIBLIOTHEQUES
POUR
TOUS VOS LIVRES

La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris • Amsterdam • Bruxelles • Genève • Rome • Vienne

CATALOGUE GÉNÉRAL
GRATUIT
Standard, Rustique,
Ligne Or, etc.,
sur demande

DU MEUBLE INDIVIDUEL... AU GRAND ENSEMBLE...



STANDARD
150 MODÈLES
VITRÉS OU NON
Juxtaposables Superposables Démontables...

Description générale Vitrés ou non. 12 hauteurs - 4 profondeurs - 4 largeurs.
Étagères en multi. côtés en aggloméré bois (panneaux de particules).
Placage acajou traité ébénisterie, vernis cellulosique satiné, teinte acajou s'harmonisant avec tous les styles.
Fonds contre-plaqué. Vitres coulissantes avec onglets, bords doux.
12 hauteurs de 64 à 224 cm, modèles de 2 à 8 rayons pour formats différents.
4 profondeurs : 20 cm, 25 cm, 30 cm, 38 cm, nombreuses combinaisons par superposition.
4 largeurs : 64 cm, 78 cm, 94 cm, 128 cm, extension par juxtaposition, utilisation des angles.
Nombreux bois en option.

Ensemble standard constitué par : la juxtaposition de 2 modèles 494/2 encadrés par 2 N° 478/2 équipés de portes pleines coulissantes au rayon du bas (sur option) et de 2 1/4 de ronds 2 rayons en 38 cm de profondeur à chaque extrémité, et - la superposition de 2 N° 2594/6 (dont 1 équipé d'une niche télévision) encadrés par 2 N° 2578/6 et de 1/4 de ronds 6 rayons en 25 cm de profondeur à chaque extrémité. Hauteur de l'ensemble : 2,54 m, largeurs : N° 478/2 - 78 cm - N° 494/2 - 94 cm, 1/4 de ronds - 38 cm soit la largeur totale de l'ensemble : 4,20 m. Profondeur utile : bas 34 cm, haut : 21 cm, contenance totale : environ 700 volumes club + 160 gros volumes. Le même ensemble peut être réalisé en plusieurs hauteurs, largeurs et profondeurs.
Sur option, ces modèles peuvent être livrés non vitrés.

Installez-vous, vous-même, ultra rapidement et facilement A DES PRIX IMBATTABLES

Pour ranger et protéger tous vos livres... incorporer votre télévision... votre chaîne Hi-Fi... décorer votre intérieur. Quels que soient la place dont vous disposez, en hauteur, en largeur, en profondeur... le format de vos livres et le style de votre intérieur, La Maison des Bibliothèques répond à tous vos problèmes. D'innombrables combinaisons d'assemblage par juxtaposition et superposition à partir de plus de 250 modèles ainsi que les nombreux accessoires et options possibles, permettent de réaliser la bibliothèque de votre goût exactement adaptée à vos problèmes.
Avec le catalogue gratuit de la MAISON DES BIBLIOTHEQUES (68 pages en couleurs), vous recevrez le tarif qui vous permettra de chiffrer votre installation et nos spécialistes pourront, en plus, vous conseiller utilement dans tous nos magasins.



Nos modèles
vous permettent de
constituer et d'agrandir votre biblio-
thèque au fur et à mesure de vos
besoins.

Paris : 61, rue Froidevaux, Paris 14^e.

Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h, et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption.
Métro : Denfert-Rochereau - Gâté - Edgar-Quinet. Autobus : 28 - 38 - 58 - 68.

BORDEAUX, 10, r. Bouffard, (56) 44.39.42
CLERMONT-FERRAND,
22, r. G.-Clemenceau, (73) 93.97.06
GRENOBLE, 59, r. St-Laurent, (76) 42.55.75
LILLE, 88, r. Esquemoise, (20) 55.69.39
LIMOGES, 57, r. Jules-Noriot, (55) 79.15.42
LYON, 9, r. de la République, (78) 28.38.51
MARSEILLE, 109, r. Paradis, (91) 37.60.54
MONTPELLIER, 8, r. Sérane, (67) 58.19.32

NANTES, 16, r. Gambetta, (40) 74.59.35
NICE, 8, r. de la Boucherie (Vieille-Ville), (93) 80.14.89
RENNES, 18, quai E.-Zola (pr. du Musée), (99) 30.26.77
ROUEN, Front de Seine 2000, 43, r. des Charrettes,
(35) 71.96.22
STRASBOURG, 11, av. du Gal-de-Gaulle (Esplanade),
(88) 61.08.24
TOULOUSE, 1, r. des Trois Renards, (61) 22.92.40
TOURS, 5, r. H.-Barbasse (près des Halles), (47) 61.03.28

Ouverts du mardi au samedi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h.

REPRISE EN CAS DE NON CONVENANCE EXPÉDITION RAPIDE ET FRANCO - DES MILLIERS DE RÉFÉRENCES

BON POUR UN CATALOGUE GRATUIT EN COULEURS

à retourner à :
LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES, 75680 PARIS CEDEX 14
Veuillez m'envoyer sans engagement, votre catalogue en couleurs contenant
tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, bois et matériaux, teintes,
contenances, prix, etc.) sur vos meubles : STANDARDS, RUSTIQUES,
STYLES et CONTEMPORAINS, LIGNE OR, LIGNE NOIRE.

M. _____

à _____

Code Postal _____ Ville _____

MOTI CATALOGUE PAR TELEPHONE **320.73.33** 24 H SUR 24 H

مكتبة من الاصل

L'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT

Soixante et un condamnés ont été exécutés en France entre 1950 et 1977

De notre correspondant

Les deux cent cinquante délégués d'Amnesty International, venus de quarante-cinq pays ont également abordé le problème de l'accès militaire ou policier aux données des gouvernements qui ont été « utilisés matériellement ou techniquement enseignés pour torturer des prisonniers politiques et pour les exécuter ». En mal d'argent, le secrétaire général de l'organisation, M. Thomas Hammarberg, a même admis que les États américains, comme l'Espagne, le Chili ou Mal, pour attirer son attention sur l'utilisation que le Salvador faisait de l'acte accordé précédemment à Washington. Deux nouvelles interventions de ce genre ont été faites, l'une prochainement à l'égard d'autres pays.

ROBERT CERLES.

De notre correspondant

La conférence d'Alx s'était ouverte vendredi sous la présidence du docteur Hammer, président de la Fondation internationale pour les droits de l'homme. Cinq mille participants ont été débattus :

- 1) La procédure d'*amicus curiae*, possibilité d'intervention devant les juridictions internationales, des Etats, des organisations régionales et mondiales pour la défense des droits de l'homme ;
- 2) La constitution de « caques bleus » des droits de l'homme, des principes généraux des règles judiciaires proposition qui sera transmise à la prochaine assemblée générale des Nations unies ;
- 3) La création d'un centre permanent de l'homme de l'homme, sous l'impression d'un comité où se retrouveront M. Roland Dumas, député de la Dordogne, et le directeur de l'Institut international des droits de l'homme, M. Edgar Faure, qui est aussi président de l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg.

M. Edgar Faure, qui est aussi président de l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg, a demandé quelle pouvait être l'efficacité de ce genre de conférences, a fait valoir qu'elle n'est pas une réponse aux problèmes mais qu'elle se plaçait strictement au point de vue des règles générales et des principes des droits de l'homme. Il a insisté sur l'effort de l'homme de ces droits et il peut être utile de faire progresser les idées dans ce domaine.

PAUL CHEVOLON.

Paul Nobel de la pair
 Prix Nobel et Mose
 (s), plusieurs ministres
 émentaires, plusieurs juges
 Cour internationale de justice
 de l'humanité, de la
 de l'homme, des magistrats
 ses avocats, de hauts fonction
 naires, etc.
 M. Edgar Faure, qui est aussi
 Président de l'Institut interna
 des droits de l'homme de
 Strasbourg, qui pour sa part
 l'importance de ce genre de confé
 rence, a fait valoir qu'elle n'in
 venait pas au peuple des États
 qui ne plaident que l'écro
 lement au point de vue des
 mentales et des principes des
 de l'homme : « C'est un
 en faveur de ces droits
 l'un peut être utile de faire
 opposer les idées dans ce
 maître »

PAUL CHOYOLON.

Vers la fin du mois de juillet à la suite des premiers travaux du groupe présidé par le professeur Jacques Roux, chargé de mission auprès du 3^e J.N. pour les milieux médicaux, le 3^e J.N. a décidé que la réduction de 10 % ne serait pas reconduite pour l'année 1987-1988. A la suite de ces informations, la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) a estimé que, selon la loi, « la formule optimisée des médecins à former ne devait pas être et que ce nombre de médecins déjà formés étant actuellement en chômage ou en sous-emploi dans des conditions inférieures à une rémunération suffisante, en SMIC, la poursuite professionnelle de la formation des jeunes professionnels n'était pas viable ».

gnani, qui avait été arrêté au
Corse le 20 août et transféré à
Marseille. Mme Liannens-Guérin
a notifié officiellement une
imputation de non-dénonciation
de crime. Toutefois, le parquet s'
refuse à préciser les charges qui
pèsent contre M. Ghustignani.

en 1977 à Carbone-Blanc, une commune du nord de la banlieue

d'un bateau battant pavillon liba- Tarbes. — (Corresp.)

هكذا من الأصل

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Le temps des vacances s'amenuise, plus vite encore que la durée du jour. Les voyageurs sont allés vers l'Ouest, c'était le rush cette année vers le Nouveau Monde. Ils reviennent avec des paysages pleins de la tête, des souvenirs de rencontres.

Jacques Michel a donc rencontré I.M. Pei, architecte sino-américain très en vogue, qui se situe à la charnière des modernes et du post-modernisme. Au festival Mozart de New-York, Mathilde La Bardonnie a sympathisé avec une contrebassiste présumée June... Un « personnage », comme on dit. Catherine Humbiot demeure imprégnée de musiques, elle poursuit son voyage aux îles, dans les rythmes vivaces du festival de La Barbade.

Entretien avec l'architecte I. M. Pei

L'espace du passé

L'cas de I.M. Pei est singulier. De tous les hommes de l'art venus de l'étranger, il est sans doute celui qui a le mieux réussi son insertion dans le milieu architectural américain. Né à Pékin en 1917, il arrive aux États-Unis à l'âge de dix-huit ans, étudie puis enseigne à Harvard, avant d'entreprendre une carrière qui fera de lui l'un des architectes les plus respectés d'Amérique, celui auquel on confie les programmes prestigieux. La nouvelle aile de la National Gallery à Washington, c'est lui. Encore lui, le nouveau Convention Hall de New-York. Et c'est toujours à lui que l'on a demandé de retravailler le fond en comble de la Vivian Beaumont Theatre du Lincoln Center, théâtre qui, dans les années 50, passait pour un chef-d'œuvre d'avant-garde de Saarinen. Enfin, I.M. Pei remodelera le complexe hospitalier de « Mount Sinai », sur la Cinquième avenue, et construira la nouvelle salle de concert de Dallas.

« Comment un architecte réussit-il à New-York ? »

— Pour une bonne part, grâce à la chance. C'est l'un des facteurs, aussi la capacité de s'adapter aux conditions américaines. C'est facile quand on est jeune, et je l'étais. Plus difficile lorsqu'on est un homme formé. C'est vrai, ni Mies, ni Gropius, ni Breuer n'ont vraiment « réussi » en Amérique. Heureusement, ils ont enseigné. Et puis, je me suis lancé sur le marché du travail à un moment où la construction sortait de la crise des années 40, que mes aînés avaient connue. De l'immensité, j'ai été jeté dans le monde de la promotion architecturale. Et c'est un monde différent. Si j'avais été un homme mûr, comme Mies ou Breuer, je l'aurais rejeté. Mais je n'étais ni Mies ni Breuer, et j'ai permis au contraire de l'absorber.

— Ce monde a ses règles : l'usage veut que les projets soient étudiés d'abord, et seulement ensuite que le financement soit cherché.

— C'est l'affaire du promoteur. J'ai eu — encore — la chance de me lier avec l'un des plus imaginatifs d'entre eux, Zeckendorf. Nous nous complé-

tions : il était l'homme d'action et d'exécution, j'étais l'homme de l'art et de la conception. Professionnellement, cela m'a permis de considérer l'architecture comme le produit de certaines conditions économiques, sociales, bref de la vie. Grâce à l'enseignement de Zeckendorf, lorsque j'étais en présence d'un arpent de terre dans la ville, d'instinct, je sentais ce qu'on pouvait en faire, en tenant compte de toutes les forces qui y jouent : la circulation, l'économie, les aspects sociaux et politiques qui rendent si complexes la conception architecturale. Dans l'argot professionnel, on dit « avoir le feeling », c'est devenu une seconde nature chez moi. Le contexte de la ville est tout. L'architecture ne saurait être conçue comme un objet isolé, elle est partie intégrante du mécanisme urbain. Et c'est l'accomplissement de cette intégration qui commande le critère de réussite.

La tour du Dragon

Par la suite, la continuité a repris le dessus, une continuité qui tend naturellement à retrouver les racines de toute architecture. Et ces racines remontent au-delà de l'expression industrielle. Ce fut l'accomplissement de la seconde génération, la mienne. Celle d'aujourd'hui, c'est dans la nature des choses, veut elle aussi donner son coup de pouce. Une des raisons d'être des post-modernistes est, comme leur nom l'indique, le dépassement du concept moderne. En réalité, leurs directions sont diverses, réelles abusivement sous une même dénomination.

La réalité est qu'on trouve aujourd'hui beaucoup d'architectes parmi les jeunes. Ils savent seulement qu'il faut changer, et de fait, le changement est dans l'air. Je pense que la plupart de ces petits courants disparaîtront, il y a une mode post-moderniste. Mais le mouvement laissera quelque chose qui servira le futur. Car son ouverture sur une plus grande liberté d'expression est fondamentale, alors que le dogme « moderne » ne laissait

Aujourd'hui, une jeune génération, que l'on dit post-moderne, veut rompre avec l'esthétique du style international, retrouver les voies perdues d'une architecture liée aux cultures locales, vernaculaires.

Changer et poursuivre les traditions sont les données permanentes du jeu. Pour ce qui me concerne, j'approuve le changement et la continuité. L'architecture moderne a connu une évolution significative aux premières décennies de ce siècle, évolution soutenue par de tels paroxysmes : « les formes suivent la fonction », les machines à habiter — le décor est un crime », etc. Ces slogans ont efficacement imposé la nécessité d'une architecture de l'ère industrielle. Mais ils ont été érigés en dogmes simplistes, qui venaient jalousement sur l'observation du style international le plus orthodoxe.

pas beaucoup de jeu. C'est donc une bonne chose.

En définitive, cette nouvelle situation d'enfance de l'architecture m'a aidé à voir plus clair : à savoir ce que je veux. Elle est, pour moi, un art qui doit être le support de fonctions données. On ne construit pas de « folies », mais des formes qui ont un sens social, culturel, religieux. Il faut se relier plus profondément à l'histoire.

Vous avez été récemment confronté à cet aspect de la question à Pékin où vous avez été appelé comme conseiller.

Pékin, c'est naturellement important. Faut-il construire moderne et comment ? La Chine a vécu dans l'isolement que vous savez depuis trente ans. Alors, au moment où le pays s'ouvre sur le monde industriel, la question est : quelle direction prendre. Les temples et de palais qui ne correspondent pas, bien sûr, à la société contemporaine. Eux-mêmes ne veulent pas aller dans cette direction, qui consisterait

à transposer le monumentalisme d'hier sur le modernisme d'aujourd'hui. Les jeunes ont soif d'apprendre ce qui vient de l'Occident. C'est pourquoi ils m'ont appelé. Ils espèrent que je leur dise comment faire.

Ce n'est pas facile. Copier le monde occidental, je ne crois pas que ce soit la bonne voie. Il y a sûrement autre chose. Pour l'instant je n'ai pas de réponse, j'en suis seulement à me poser des questions. Il faut chercher. C'est ce que j'ai dit aux jeunes architectes au cours des conférences que j'ai amené à donner dans les universités. Je leur ai dit qu'à mon avis la Renaissance, mais l'architecture géorgienne anglaise du dix-septième siècle. Elle présente un cas-type, qui, me semble-t-il, permet de construire des maisons humbles et des palais. Elle a un langage riche, qui après tout dure depuis trois cents ans, et je leur ai conseillé de chercher quelque chose d'équivalent, c'est-à-dire qui leur permette de construire des villages et des villes, des petites maisons et des bâtiments publics.

Je n'ai pas le sentiment d'avoir été bien compris. Théoriquement je sais que j'ai raison. Mais pratiquement, comment opérer ? Alors j'ai pensé qu'il valait mieux ne plus en parler et se mettre au travail.

Vous cherchez donc une architecture vernaculaire qui conviendrait à la Chine ?

Je cherche, cela ne veut pas dire que je trouve. On m'avait proposé un grand projet dans le centre ville de Pékin, près de la Cité interdite (le Monde du 23 juillet). J'ai refusé, parce que, pour dire la vérité, je ne savais pas ce qu'il fallait y faire. Mais j'ai accepté de construire le complexe hôtelier dans la banlieue de la capitale, à la place d'un vieux hôtel des années 20 qui a été détruit. J'ai eu, dans ce projet en cours d'achèvement, la chance d'expérimenter une architecture si l'on peut dire vernaculaire, à la fois moderne et rattachée à l'histoire. J'ai regardé du côté des racines, des matériaux uti-

lisés depuis toujours, de la manière de bâtir, de faire des jardins. J'ai utilisé des éléments simples de la tradition pour faire quelque chose d'aujourd'hui. Toujours lier le présent au passé.

Que pensez-vous de l'architecture chinoise contemporaine ?

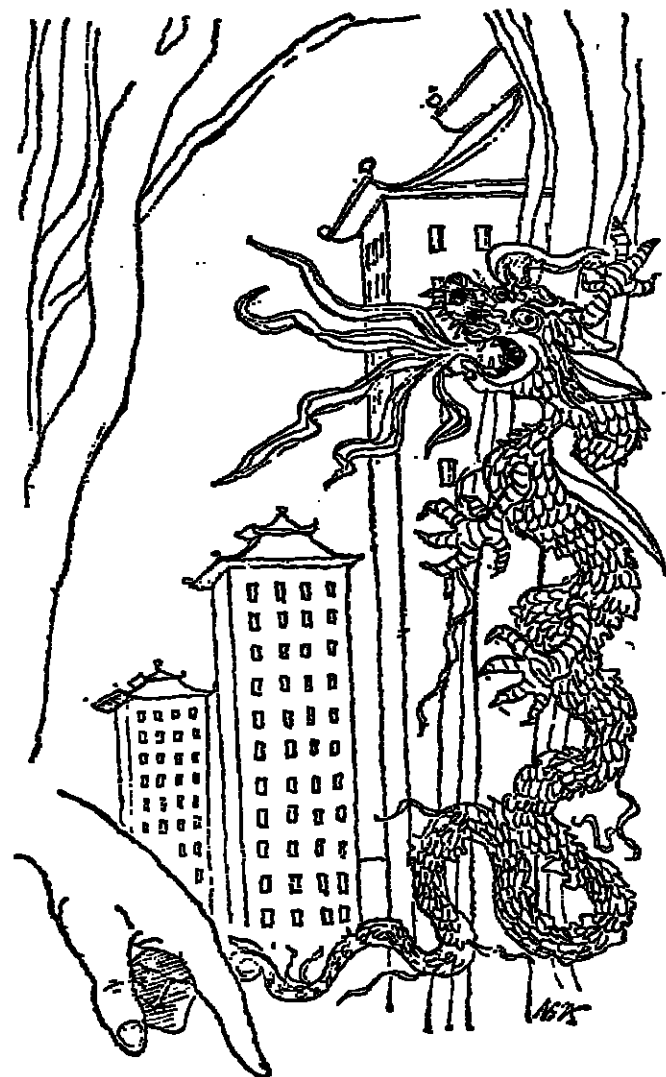
Elle n'est ni chinoise ni contemporaine. Rien d'authentique, hélas ! Je suis très critique à son sujet. Elle a un modèle formidable, la Cité interdite, mais les architectes chinois ne peuvent plus construire comme ça : les raffinements traditionnels sont devenus obsolètes, économiquement et idéologiquement, car ils sont l'expression du pouvoir impérial. Les architectes ne peuvent s'en inspirer et

en sont conscients. Alors qu'ont-ils fait ? Ils ont pris des modèles sans lien avec la réalité et les ont simplifiés en effaçant tout le décor. Naturellement, il ne reste plus grand-chose. C'est cela l'état de l'architecture contemporaine en Chine.

Ils ne savent pas quoi faire ?

Je pense qu'ils ne savent pas comment faire. C'est le problème. Les architectes chinois doivent sortir, regarder, comprendre les systèmes, mais se garder de les copier, tirer plutôt les leçons de l'histoire, celle de l'architecture occidentale et celle de leur pays.

Propos recueillis par JACQUES MICHEL.



LE « MOSTLY MOZART » FESTIVAL

Portrait de June

JUNE n'a pas d'âge. Elle n'a pas d'âge parce qu'elle sera toujours jeune. Le nom de June est Rothenberg. Cependant, si dans le milieu musical de New-York vous dites June, tous savent tout de suite de qui il s'agit. Le mari de June fut chanteur au Metropolitan Opera, où il était basse. Il est son troisième mari, et n'a besoin lui aussi d'un prénom. Sam. Sam a côté de June, et l'air presque frêle. Car tout est relatif, et il faut dire que June est très « importante ». Et pourtant la place que tient son corps n'a pas d'importance, justement. Une question de générosité. Pas un hasard, n'est-ce pas, si l'on dit « une nature abondante ». Ces « natures » ont bien souvent un visage remarquable. Le sien entre dans la catégorie des magnifiques. A cause du regard et du sourire. Aucune ride visible. Une peau de rare texture que l'on imagine toujours très légèrement poudrée et parfumée.

Une figure exemplaire de la moindre petitesse. Une « figure » tout court. Les romanciers, imaginant un tempérament parisien, parlaient d'un « personnage ». C'est plutôt « héroïne » le mot qui conviendrait. On laissera de côté son enfance, pour arriver tout de suite au début des années 50, où June, qui a toujours été contrebassiste, s'est rendue en Europe pour jouer avec

Pablo Casals, lors des trois premiers festivals de Prades.

Ce devait être beau à voir, deux étoiles de cette trempe-là, faire de la musique ensemble. Elle a joué aussi dans l'ensemble de musique de chambre d'Adolf Busch. On la retrouve un peu plus tard dans l'Orchestra symphonique de Saint-Louis (Missouri). On la retrouvera, contrebassiste de jazz, aux côtés de Duke Ellington, d'Art Tatum, de Maryann McPartland, ou de Mary Lou Williams. June décrit joliment quels voyages professionnels elle fit alors à Paris, où, passant du Vieux-Colombier aux caves de Saint-Germain, elle « s'amusa ». Elle raconte avec bonheur. Elle raconte très bien même ses mésères au temps du macarthisme, années où, sans raison, tout travail lui fut refusé.

L'humour est son fort. Elle en transfigure le moindre événement, ainsi, par exemple, ce concert donné au début de juillet à la Maison Blanche, en présence du président Reagan et ses invités, sélectionnés, puis le dîner sur l'herbe qui suivit, où elle n'avait pas le sentiment d'avoir grand-chose à faire. Elle était de service. La solennelle soirée marquait, en effet, l'ouverture du festival « Mostly Mozart ». June est parmi les quarante musiciens qui — entre le 13 juillet, où

ils sont revenus du Kennedy Center de Washington, et le 29 août, où Pincus Zuckerman les dirigera dans des œuvres de Mozart, Boccherini et Vivaldi — n'auront pas donné moins d'une trentaine de concerts. « Mostly Mozart », parce

Le sceau du maître sur fond d'assiette

La manifestation en est à sa quinzième édition. Une façon, chaque été, de ne point fermer les portes de l'Avery Fisher Hall, une salle de deux mille sept cent trente-huit places qui, pour n'être pas du tout jolie, n'en est pas moins d'excellente qualité acoustique. « Mostly Mozart » est une institution, et les représentations ont presque toutes lieu à bureau fermé : les New-Yorkais s'abonnent et viennent, parer les chefs d'orchestre invités, qui changent presque à chaque concert. En l'honneur du « Mostly Mozart », la piazza du Lincoln Center devient, le temps de sept semaines, un endroit où l'on peut déjeuner ou dîner, ou boire, en plein air, près de la fontaine où ont été installés des sucreries : l'« Adagio café » et l'« Allegro buffet » ne désemplissent pas. Et leurs clients désempressés, dans le hall de l'auditorium, s'arrachent T-shirts, tasses à café, sacs de

toile, papier à lettres, cartes à jouer, signets de livres, tabliers de cuisine, papiers à musique, jeux d'échecs et autres brimborions marqués au sceau du « Mostly Mozart », où le portrait du maître de Salzbourg en perruque blanche se retrouve à envelopper des pastilles en chocolat. On doit même pouvoir acheter des cigares bagués à son effigie. Cela rappelle le folklore orchestré à Anvers, il y a cinq ans, lors de la grande exposition Rubens. Tout était marqué Rubens, de la bière aux chaussures de tennis. Ce sont les lois du commerce. Ne pas en conclure que « Mostly Mozart » doive son succès à ces gadgets. C'est plutôt l'inverse qui se projette. Le haut niveau des concerts fait vendre...

Nous avons entendu plusieurs concerts, et chaque fois, au moins le temps d'un morose, et parfois d'un bout à l'autre, ce fut un bonheur. On oubliera la baguette de Leonard Slatkin, à qui est revenu de diriger pour la première

fois cette Symphonie n° 19 que Mozart écrivit à l'âge de neuf ans, pour se souvenir seulement du jeu de la pianiste, Alicia de Larrocha, lors de cette même soirée. On dira et on répètera quelques merveilles Jessie Norman a offertes en chantant « Bernice che fai », scène pour soprano et piano qu'Haydn composa en 1795 à Londres pour la cantatrice Brigida Giorgi Santi. C'était simplement « sublime », et l'auditoire entier retenait son souffle. Et chacun se défendait d'une larme à l'œil quand, après l'entracte, la chanteuse noire venue du plus profond de la Georgie a réinterprété son empire, son emprise, en interprétant Beethoven. La réinterprétation de « Ah ! perfido » n'ont peut-être jamais été « montrés » par une telle voix. Jessie Norman, sculpturale, « fait voir » en effet ce qui arrive derrière les notes. Elle devient le son. Et l'orchestre entier n'était plus qu'à sa disposition, en son pouvoir, respirant au rythme de cette divinité. Subjugué, transcendant. Peut-être que Maria Callas savait aussi accomplir ce miracle-là.

Un autre prodige d'extrême union s'est joué le 27 juillet où Christoph Eschenbach était le chef d'orchestre. Invité à conduire notamment la symphonie Jupiter

(dont il a donné une version très « ralentie ») mais aussi à jouer. Et ce qui s'est passé entre lui et Justus Frantz, l'autre soliste — ce pianiste avec qui il a déjà enregistré de nombreux disques, — ce qu'est devenu le Concerto pour mineur (K 385) pourrait être tout simplement par les poètes de la caresse, ou encore par ceux qui savent décrire la virulence d'une course de taureaux exceptionnelle, la sensualité du tango dans un lieu magique de Buenos Aires. Il n'était plus uniquement question de Mozart. Deux artistes jouaient en connivence absolue. On n'avait plus en les écoutant qu'à se rappeler ces grandes marques qui notent la plage avant le printemps.

June après le concert en était complètement ramolue. Elle aurait embrassé tout l'orchestre. Elle aurait voulu dire aux pianistes... mais ils devaient le savoir eux-mêmes. Et puis, Sam l'attendait pour rentrer. Ce soir-là comme toujours il portait la contre-basse de June, le long des rues de New-York, près de Broadway à la 65^e avenue. En marchant, tous les deux souriaient. Parce que June était au dixième ciel.

MATHILDE LA BARDONNIE.

سكنا من الاصل

FESTIVALS DANS LES CARAIBES

Des îles séparées par l'histoire,

Le bus file à toute allure dans la nuit, frôlant au passage cette foule continue que l'on voit marcher à pied le long des routes dans tous les pays de la Caraïbe. Les phares éclairent brièvement les petites maisons créoles vertes et bleues, violettes et roses (comme on en voit également dans toutes les îles) et les innombrables églises baptistes, protestantes, qui témoignent au contraire des traces laissées par les Anglais seulement.

« Get up! Stand up! Stand up for your rights! » Ça swingue dans le petit bus qui emmène les stagiaires du Sernac (1) à Codrington College — château très sombre au milieu d'un parc très à l'anglaise où les Martiniquais vont danser ce soir. « Get up! Stand up! »... Assis, debout, le groupe danse et tangué dans les virages, hurlant en chœur le refrain que déverse la radio, elle-même trébuchante.

Bob Marley n'est pas mort. Il est présent partout dans les Antilles. Dans les bus et sur les transistors que l'on écoute en marchant (ou adossé à un mur). Sur les bonnets de laine vert, jaune et rouge (combat, foi et culture). Dans la démarche élastique de ceux qui ont repris leur dignité originelle, affirmée même non plus leur droit mais leur fierté d'être Noirs. Dans les petites commodes dans les grandes communautés Rastafari, qui se multiplient dans les îles. Jah, Rastafari, Roots (Dieu, Vérité, Racines), le message est là même s'il est crant — lui et l'herbe, la ganja — par les pouvoirs. Par la Dominique, qui commence d'exercer une répression sévère sur les Rastas. Par le gouvernement maintenant conservateur de la Jamaïque, qui n'a pas jugé utile d'annuler cette année au Festival.

Il y a des saucisses. La ren-contre — en musique — de deux délégations dans un bus. Une bande de jeunes qui passent silencieusement à patins à roulettes dans une rue de Bridgetown. Les extraordinaires conférences de presse de Farley-Hill, inaudibles sous la symphonie des quarante « steel band » qui répètent, en même temps que les tambours des danseurs de Trinidad. Images encore : des femmes tressent leurs cheveux à l'ombre d'un arbre. Un groupe masqué s'avance : musique ! Il est 2 heures du matin dans la cour d'une école, des Haïtiens dansent et entrent en transe. Epuisée, une « volontaire » somnole dans l'entrée...

La cérémonie d'ouverture, à elle seule, a été un « moment ». Des milliers de gens n'ont pu entrer. Le stade national était bourré à craquer. Dix mille personnes saluant par ovations les délégations, au tur et à mesure qu'elles passaient devant la « tribune officielle » — tribune où se tenaient une vingtaine de personnes, le président de la République et le gouverneur (la Barbade a pris son indépendance en 1966 dans le cadre du Commonwealth) et quelques-unes des figures (remnantes parfois) de la Caraïbe, George Lamming (écrivain barbadien), Edna Manley (sculptrice jamaïcaine), Mighty Sparrow (le roi du calypso, de Trinidad).

Un défilé immense, un peu désordonné, avec des « moments » surprenants. La délégation guadeloupéenne, très africaine dans sa manière (pagne et tambour gro'n), celle du Suriname avec toutes ses ethnies (africaine, hindoue, chinoise) et familles d'esprit (étudiants et rasta), celles de la Barbade qui avait tout sorti : les boy-scouts et les girl-guides, les brigades des filles de l'Eglise et l'énorme congrégation baptiste (de l'évêque Grandville Williams), une quarantaine d'évêques en robes blanches avec des turbans de couleurs, roses, mauves, qui laissaient poindre à un détail (à la manière de la nœud, par exemple) les différents traits culturels afro-caribéens. Un dernier spectacle, à l'humour caustique, non défini, avait été la cérémonie. Un prêtre (un vrai ?) une mallette de la Croix-Rouge à la main, entraînant sur un air de fête aigu une foule d'enfants déguisés en « marines ». Visage d'intellectuel encadré par une abondante chevelure blanche, George Lamming a prononcé un discours fleuve qui a suscité par la suite des réactions très vives dans les milieux conservateurs barbadien (« un discours trop long », « qui n'avait pas sa place », « c'est un communiste », etc.). George Lamming a rendu hommage aux grands noms de la Caraïbe, Aimé Césaire, poète martiniquais, et Nô-

les Guillen, poète cubain (ce dernier avait fait scandale en 1934, a-t-il rappelé, avec un poème où il affirmait que le sang fondamental de Cuba venait du continent noir, africain), à Edna Manley (cette femme sculpteur qui refit la beauté noire aux yeux des Noirs), à Beryl McBurnie qui a joué le même rôle avec la danse, à Mighty Sparrow et à Bob Marley.

Chant Frenx Fanon et Marx, Lamming a parlé de Cuba (« le plus beau poème écrit à ce jour dans les Caraïbes »), du mot Noir et de ce qu'il signifie (« une expérience profonde et historiquement unique », celle de ce groupe particulier d'hommes et de femmes...), il a parlé de la spécificité de ce peuple et de sa destinée commune. Un discours enflammé, qui a duré peut-être une heure, peut-être plus, coupé par des applaudissements, des rires. Lamming a parlé enfin du rôle des artistes. « Tandis que les soldats maintiennent la stabilité avec leurs fusils, les travailleurs culturels doivent interroger le contenu de cette stabilité, repenser et même redéfinir les termes de ce qu'on veut lui faire signifier. »

On comprend qu'il y ait eu des réactions. Cette définition de l'art et des artistes n'est pas celle pré-établie qui domine à Carifesta, au contraire. En dehors du théâtre (qui, lui, est engagé), domine —

La symphonie des steel-band

Carifesta. C'est l'un des premiers, des gros problèmes de cette manifestation monumentale dans tous ses aspects. Ce sont les gouvernements (ou des organismes très officiels) qui sélectionnent les artistes à envoyer. C'est d'autant plus grave quand il s'agit de régimes comme Haïti, qui haïllonnent ou exaspient tous les artistes de l'opposition. C'est un autre problème pour la Guadeloupe et la Martinique, départements français. De délicates questions de représentation (et de drapeaux) s'y sont posées. Qui devait choisir ? La France (par l'intermédiaire de ses organismes) ou les Guadeloupéens et les Martiniquais (comment et par quelles structures) ?

Il est évident que ce système élimine — quasi absolument — les artistes qui contestent les régimes, font bouger les idéologies dominantes et favorisent les troupes nationales et toute cette vision folklorique de l'art, que l'on voit jusqu'à satiété, à Carifesta.

Par où commencer, donc ? Par des chiffres. Carifesta, plus de trente pays représentés, toute une poussière d'îles, d'États et de micro-États : Cuba, Haïti, Anguilla, la

Jamaïque, la Dominique, Saint-Martin, Sainte-Lucie, Guadeloupe, Martinique, Saint-Kitts et Nevis, Grenade, Antigua... près de quatre mille artistes, musiciens, danseurs, comédiens, écrivains, peintres, logés pendant trois semaines dans une dizaine d'universités et d'écoles (représentées à neuf pour l'occasion), strictement répartis (male à un étage, female à un autre) dans des classes transformées en immenses dortoirs. Carifesta, treize à dix-sept spectacles par soir à la même heure, soit plus de trois cents en trois semaines, sans compter les expositions permanentes (art plastique, livres, artisanat), les débats et les symposiums, les marchés (culinaires), les journées spéciales (carnavals, etc.). Comment raconter une manifestation pareille, une telle forêt de sons, de couleurs, cette profusion de costumes, d'instruments.

Comment décrire ? Il fallait saisir des images un peu, partout comme un photographe. Un jeune Rasta, allant à sa douche le matin. Trois Martiniquaises en collant de danse dans la cantine, où des paysans de Saint-Kitts et des Vénézuéliennes en costume mangeant des corn-



14-JUILLET-BEAUGRENELLE (v.o.)

PALME D'OR
FESTIVAL DE CANNES 77
PADRE PADRONE
UN FILM DE PAOLO ET VITTORIO TAVIANI

COLISÉE II (v.o.) - IMPÉRIAL (v.o.) - CLUNY-PALACE (v.o.)
7 PARNASSIENS (v.o.) - GAUMONT-LES HALLES (v.o.)
(Dans toutes ces salles en stéréo Dolby.)
PLM SAINT-JACQUES (v.o.) - CHAMPIGNY (v.o.)

SELECTION OFFICIELLE
FESTIVAL DE CANNES 1981
Le génie qui il a écrit et interprété.
Les ruses étonnantes films inédits.
Sa vie privée, ses triomphes publics.
Ses souvenirs et ses pensées intimes.
THIS IS ELVIS
Producteur: GARY BARBER
Réalisateur: JERRY BRUCKHEIMER
Scénario: JERRY BRUCKHEIMER
Musique: JERRY BRUCKHEIMER
Costumes: JERRY BRUCKHEIMER
Montage: JERRY BRUCKHEIMER
Distributeur: JERRY BRUCKHEIMER

MARIGNAN PATHE VO • HAUTEFEUILLE PATHE VO • MAYFAIR PATHE VO • GAUMONT HALLES VF • FRANÇAIS PATHE VF
RICHELIEU VF • MONT-PARNASSE 83 VF • GAUMONT SUD VF • FAUVETTE VF • GAMBETTA VF • WEPLER VF
PERPHERE VF • GAUMONT OUEST • LA DEFENSE • ULIS Orsay • AVIATIC Le Bourget • ENRIEN • MULTICINE Champigny • BELLE ÉPINE Thiais
CYRANO Versailles • PARINOR Aubray • CERGY Pontoise • CCL Saint-Germain • TRICYCLE Asnières • ARGENTEUIL

JACK NICHOLSON JESSICA LANGE
DANS UN FILM DE BOB FAFSON
Le Facteur Sonne Toujours Deux Fois
LE DESTIN TRAGIQUE DE DEUX ÊTRES VICTIMES DE LEURS OBSESSIONS SEXUELLES
Jack Nicholson - Jessica Lange
"LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS"
JOHN COLICOS - DAVID MAIET
JAMES M. CAIN - MICHAEL SMALL - SVEN NYKVIST - GEORGE JENKINS
ANDREW BRAUNSBURG - CHARLES MULVEHILL - BOB RAPELSON - BOB RAPELSON

هكذا من الأصل

A Paris

PROVENCE-CÔTE D'AZUR

ANTHÈS
Festival mondial
de la chanson française
(23-26-27)
Moto, Carré, 10 h. 30 : M. : Sapho,
Fork, Alcazar, Salignes, Est. Pénée,
le 3, 20 h. 30 : les Elsingrøt, F. Mé-
taylor, Ph. Lacoste, A. Alail, Char-
lotte.

MEMENTO
XXXIII Festival de musique
(27-30-31)
Parc Saint-Michel, le 27, 21 h. 30 :
Trio Lartingues-Lacel, Leclerc, Robinson
(Crestedon), le 28, 20 h. 30 :
21 h. 30 : English Chamber Orchestra,
M. André, dir. ; Sir A. Gibson
(Clapham).

LA BOQUE D'ANTHERON
Le Festival International de Fimmo
Théâtre de verdure, le 27, 20 h. 30 :
K. Zimmermann (Antillon).

SILVANCES
(27-31-32)
Abbaye, le 28, 21 h. 30 : Quatuor des
Graviers (Schubert, Brahms, Mozart).

RHONE-ALPES
GEZOUX-LES-BAINS
Festival de musique
(29-30-31)
Château des Tempeliers, le 28,
20 h. 30 : Y. Bouzou.

Centre Georges-Pompidou

POULICOUX André Chavé - Mises des *Augustines* (23-11-87). Jusqu'au octobre.

VANNES, Les estampes du musée de Vannes - Palais des arts, place de Bretagne (47-67-80). Ess.

VASCOEUIL Carole - Centre d'art et de culture, maison Michelet jusqu'au 1^{er} novembre.

VASSY - Joseph Bernard (1956-1981). Sculptures - Musée des beaux-arts et d'archéologie (68-50-50). Jusqu'au 13 septembre.

VILLENNUEVE - SUR - LOT. Huit peintres du trompe-l'œil - Musée Batain, 1, boulevard Voltaire (70-61-13). Jusqu'au octobre.

NOTRE-DAME, 17 h. 45 : A. Brande (Udin), Choudskovitch, Slonimsky).

LUNDI 31 AOUT

SAINT-E - Joseph Bernard 13 septembre, 15 h. 30 et 21 h. (voir le 30).

MARDI 1^{er} SEPTEMBRE

LUCCRENAIRE, 19 h. 45 : S. Boulina, M. Horvat (de Vité, Drouin).

Jazz, pop, rock, folk

CAYEUX de LA EUCHESTE (328-25-50), 21 h. : R. Franck.

CAVEAU DE LA MONTAGNE (354-33-59), 21 h. 30 : A. Jeannmaria, A. Conduant, M. Gaudry.

CHATELAIN DES LOMBARDS (397-34-34), 20 h. 30 : Mojo Elem Blues Band; 23 h. : Asquiqua.

LE CONNÉTABLE (277-41-40) (D. L. Mac.), 21 h. : Janning the Beatles.

DERIERE (239-48-54), 21 h. 30 : Sony Sista (dern. le 30). A partir du 3.

A. Davis.

L'ECUENE (543-71-16) (D.), le 1^{er} septembre, V. S. D., 21 h. : les Baladins, Woynez et Gold steel.

GIEUX (700-78-54), les 28 et 29.

LUCCRENAIRE (544-67-54), 22 h. 30

Lourel Borg (dern. le 30).

NET (322-41-41), 21 h. 30 : Lester Bowie Ensemble. A partir du 29 : Barry Altimus Trio.

FETTE OPOFFORTON (238-01-58) 22 h. : M. de Villers Quatré (dern. le 30). A partir du 1^{er} : Bouleux Jerve.

SLOW CLUB (233-24-30), à partir du 1^{er}, 21 h. 30 : S. Guersault Quatré.

La danse

COUR DE LA MAIRIE DU IV^e (278-27-50), V. S. D., 21 h. : les Ballets historiques du Marais.

ements concernant
ammes ou des salles

TIONS SPECTACLES -
(suppées)

à 21 heures,
et à jours fériés)

ebey's
se de ventes

EMBRE 1981.
ORIENT

de somme des tapis
reconnaitre notre spécialiste,
recevra ses rendez-vous
1^{er} septembre

ebey Fabrice Bernet
telle - 6856866 : (1) 256 40 60

MUSIQUE

Concerts

MERcredi 25 AOÛT
EGLISE DE LA MAIRIE ANNEXE
DU 1^{er} 12 h. : R. Gagnier (Oco-
don-Sotella, Roquín).

LUCERNAIRE, 12 h. 45 : J.-L. Tup-
pin, M. Chénut (Vivaldi) ; Co-
cun, Bours : 21 h. : C. Bronniet,
C. Sorraun (Hönniger, Strauss,
Bartók).

ERMIOTIQUE SUFFON, 17 h. :
C. de Roschani (mau-
que médiévale).

PIAZZA REAUBOURG, 21 h. : A.
Krenkel (Raval, Debussy, Scria-
bine).

JEUDI 7 AOÛT
EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAU-
VERE, 20 h. : Ensemble de chambre
de Paris, dir. A. Bouzouir (Vivaldi,
Mozart, Haydn).

LUCERNAIRE, 21 h. : voir le 26.
CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA
SALPÊTRIÈRE, 20 h. 30 : M.
Guyard, orgue.

SAINTE-CHAPELLE, 18 h. 30 et
21 h. : Les Antiques (musique
médiévale).

VERDREDI 8 AOÛT
EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAU-
VERE, 20 h. : voir le 27.
LUCERNAIRE, 21 h. : voir le 26.
SAINTS-CHAPELLE, 18 h. 30 et
21 h. : voir le 26.

SAMEDI 9 AOÛT
LUCERNAIRE, 21 h. : voir le 26.
EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAU-
VERE, 20 h. : voir le 27.

DIMANCHE 30 AOÛT
CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA
SALPÊTRIÈRE, 16 h. 30 : J.-M.

NOTE-DAME, 17 h. 45 : A. Brau-
de (Ddin, Chostakovitch, Glonitsky).

LUNDI 31 AOÛT
SAINTS-CHAPELLE, 18 h. 30 et
21 h. : voir le 27.

MARDI 1^{er} SEPTEMBRE
LUCERNAIRE, 18 h. 45 : S. Boulin,
M. Horvat (de Viesla, Deboul).

Jazz, pop, rock, folk

CAYEAU DE LA ROCHETTE (328-
82-29), 21 h. : R. Truc.

CAYEAU DE LA MONTAGNE (354-
82-39), 21 h. 30 : A. Jeannin, A.
Condant, M. Gaudry.

CHAPELLE DES LOUVEARDS (307-
26-34), 21 h. 30 : Mojo Blum Blum
Band : 21 h. : Asquitta.

LES CONSTATABLES (277-41-40) (D.
L. Marx), 21 h. : Jassing the
Dreeds.

(323-48-44), 21 h. 30 : Son-
stitt (dém. 30) : A partir du 31
A. Davis.

Y-MOORE (542-71-16) (D.), le 1^{er},
21 h. : Baldom, Worned as Gold,
stein.

CHOUILLON (700-76-88), les 28 et 29
août : Poutre.

LUCERNAIRE (544-07-34), 21 h. 30
le 28 : Lester Boyce Ensemble, A.
partir du 29 : Barry Albin Lutz.

NEW-MORNING (522-51-41), 21 h.
le 28 : Lester Boyce Ensemble, A.
partir du 29 : Barry Albin Lutz.

ROBERT CROFTON (226-01-38)
23 h. : M. de Wilkes Quartet (dém.
le 30), A partir du 1^{er} : Boulou-
ze.

SLOW LOU (233-94-30), A partir du
1^{er}, A 21 h. 30 : S. Gueudet Quin-
tet.

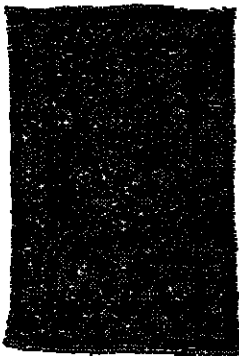
La danse

COUR DE LA MAIRIE DU 1^{er} (278-
50-50), V. 21 h. : 30 : M. de Wil-
kes Quartet, du Maris.

 Sotheby's

GENEVE NOVEMBRE 1981

TAPIS D'ORIENT



*tapis Kashan Mohammar, 207 x 131 cm.
Vente Genève 8.5.81 : 21.000 francs Suisse*

Les personnes désirant se soumettre des tapis
en vue de cette vente pourront rencontrer notre spécialiste,
M. Alidad Mahlondji qui recevra sur rendez-vous
à Paris le mardi 1^{er} septembre

veuillez contacter **Sotheby Parke Bernet**
5 rue de Miromesnil - 75008 Paris - téléphone : (1) 266 40 60

هكذا من الأصل

par la langue...

dans la danse, dans la musique — une vision folklorisante et asseptisée, une vision à la fois exotique et touristique — appelée *doudouisme* — combattue depuis quelques années par des artistes qui justement ne sont pas invités à Carifesta.

On a donc vu beaucoup de chorales à Carifesta. Anglophones, francophones, créolophones, parfois très bonnes, elles perpétuent l'image de la douce vie des îles. On y raconte et on y mime des situations de la vie quotidienne, les menus faits, le linge qu'on lave, le bébé qu'on berce, les fâcheries entre époux. Il y a visiblement un engouement des Antillais pour les chorales comme il y en a pour les ballets en costumes folkloriques. Là aussi on peut voir d'excellents danseurs. Mais quelle vision de la danse ? Quelle vision de la culture ? Et quelle espèce de « détournement » ?

C'était un matin, à Farley Hill. Les danseurs trinitariens du *Worine Diabla* folk performance Company (une troupe professionnelle qui vit moitié à New-York, moitié à Trinidad) répétaient sous la direction de Romie Saint-André. Les gens étaient collés par grappes aux fenêtres pour les regarder. En collants simples, accompagnés par les batteurs, ils dansaient les rythmes yoruba — dont une partie

des Trinidiens sont originaires — dans leur pulsance et leur pureté rituelle. Danseurs et batteurs prodigieux. Un ethnologue ne cessait plus de prendre des notes. Mais le soir — on s'était précipité comme d'autres pour les revoir, — là, sur la scène, dans des costumes somptueux, clinquants, chargés, il ne restait plus qu'un spectacle très professionnel, parfaitement commercial, une sorte de revue du Lido. Restait l'énergie, bien sûr, mais sans l'esprit. Une technique éblouissante anéantie par la tentation (et la dérive) du show-business.

Il s'est passé un peu la même chose, dans une moindre mesure, avec les Haïtiens, dont l'énergie n'arrivait pas à être entièrement détournée par l'autre danger qui guette le spectacle de danse traditionnelle : l'orientation touristique. Trop de vie ! Les Haïtiens, qui sont peut-être les seuls dans les Caraïbes à ne pas savoir ce qu'est le problème d'identité (ils ont pris leur indépendance au dix-neuvième siècle et créé la première République noire du monde), restent toujours Haïtiens. Ils ne savent être « récupérés » par l'argent. Ils ne sont pas « acculturés » par l'Occident.

Les Cubains non plus d'ailleurs, pour de toutes autres raisons — la révolution. Les Cubains en sont au

stade où l'Occident ne représente plus un danger (il n'est plus alléant puisqu'il n'est plus dominant), ils peuvent même se permettre de « récupérer » la culture européenne en restant eux-mêmes. C'est le cas d'Irakere, ce fameux groupe de jazz qui avait fait une apparition éblouissante en 1978 au Festival de Newport et que l'on verra — enfin pour la première fois en France — le dimanche 13 septembre à la fête de l'humanité.

Le concert d'Irakere était peut-être l'un des moments les plus attendus de Carifesta. Leur musique torride a une sorte de netteté au couteau, ils empruntent au folklore

africain, latino-américain, afro-caribéen, cubain, européen, à tout ce qu'ils aiment en y ajoutant leur marque très personnelle. Leur humour. Les cuivres triomphants, les percussions africaines, les duos stridents à la trompette, revêtant le piano, la guitare, le samba, le che-ba, la salsa, et même Beethoven. Une musique éblouissante et carrée, sans une concession, sans une note de trop. Si une, l'hommage peu réussi à Bob Marley. L'élasticité étirée du reggae ne s'accorde pas avec la rapidité nerveuse des Cubains. Un grand concert cependant, trop court, fini presque aussitôt que commencé.

Le même swing insensé

On a entendu d'autres musiciens, Alfred Gordon, un Trinitarien, qui joue avec une concentration et une ultra-sensibilité bouleversante sur un steel band, en solo. Pato el Afrokam, le Cubain fou qui a créé le rythme mozambique et joue parfois avec cent batteurs.

Les plus intéressants en réalité à Carifesta ne sont pas d'ailleurs les grands « noms », ce sont plutôt tous ces groupes de musiciens traditionnels qui jouent un folklore (mais vivant, attention, pas édulcoré), des musiciens qui sont aussi chauffeurs, paysans, ouvriers, des gens du peuple, ceux de Saint-Vincent par exemple. Avec leurs instruments d'origine mélangés (cha cha, flûte, guitare, flûtes), ces musiciens, qui ont une allure pas possible, des dents qui manquent, vraiment paysans, jouent des valses d'une tristesse à briser les nerfs d'une salle, ou bien ils vous mettent, au contraire, debout, dansant sans se fatiguer. Ces musiciens presque anonymes, qu'on retrouve d'une île à l'autre, ont chacun leur spécificité (un instrument, un rythme) et pourtant ils se ressemblent. Ceux de Saint-Kitts font penser aux groupes « rara » d'Haïti, ceux de Sainte-Lucie aux Cajuns de Louisiane. Le même swing insensé, le même feeling.

Et c'est peut-être ce qu'il y a de plus étonnant dans l'histoire de ces îles qui ont subi toutes les tentatives de détournement, d'acra-

sement culturel en même temps que la déportation, l'esclavage et la colonisation, c'est qu'elles aient réussi à garder une culture justement, la « racine africaine », et qu'elles aient continué, envers et contre tout — même si la colonisation a laissé plus que des traces — de créer.

La rumba, le bayon, le mambo, la guaracha, la salsa à Cuba, le calypso à Trinidad, la meringue, la cadence à Haïti, le gro'ka en Guadeloupe, le reggae en Jamaïque, etc.

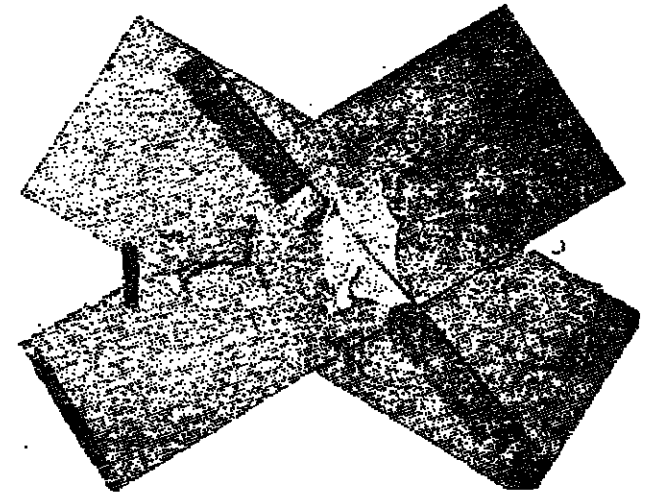
Il y a une sorte d'identité commune qui se dégage entre ces îles si proches, et qui ne se connaissent pas, séparées par l'histoire des colonialismes et des régimes, par les langues. « On se sent en famille », nous dit le Cubain Chuchito Valdes (Irakere), qui venait pour la première fois à la Barbade, on se sent chez soi. C'est vrai. Le même goût des couleurs, la même manière d'orienter les femmes de marcher, de se tenir adossé à un mur, les enfants partout, mille détails, l'architecture, le désordre vivant, le mouvement. La ressemblance, l'unité fondamentale, Carifesta permet de la saisir comme une évidence, une illumination. Malgré toutes les confusions.

CATHERINE HUMBLLOT.

(1) et (2) Pour la première fois, le *Semmar*, organisme culturel créé par le poste, député et maire de Port-de-France, Alain Corneau, pour lutter contre l'« aliénation » et la « décolonisation » imposées par la domination française, était en même temps que le CMAC, structure française.

Une sélection

Antoni Tapiès au château de Jan



Antoni Tapiès, à la Fondation du château de Jan, à 10 kilomètres de Perpignan, dans un vaste espace, presque vierge, pour l'exposition de ses œuvres les plus récentes de 1960 à aujourd'hui, de ces œuvres aux couleurs lourdes et brisées du pays, qui portent dans leur violence organisée et brisée d'hommes, graffiti et accroc, plus de tissus collés, au sable, à la terre. Des surfaces lisses, tendues, cartonnées, scarifiées, à regarder attentivement, une invitation à penser.

Et aussi...

CINEMA : le *Choix des armes*, d'Alain Corneau (polar-tragédie. Mise en scène de comportements et réalisme noir uniques dans le cinéma français). *L'Homme de fer*, d'Andrézej Wajda (le Pologne, palme d'or au Festival de Cannes 1980).

THEATRE : *1929 ou le rêve américain*, au Théâtre Présent (par le Théâtre de la Jeune Lune, jeune et talentueux). *Exercices de style*, au Montparnasse (revival des années 50, toujours drôles). *Faisons un rêve*, à l'Athénée (un rêve de Belle Époque).

MUSIQUE : *La Vie parisienne*, au T.M.P./Châtelet (reprise avec un french cancan heureusement réorchestré).

EXPOSITIONS : Jean-Pierre Pincemin et Bernard Venet à la chapelle de la Charité à Arles. Toul Grand, au cloître Sainte-Trophime, Toulon. Au musée Réattu, Giacometti, au musée de Saint-Étienne. La sculpture de 1900 à 1945, à la fondation Maeght, à Saint-Paul-de-Vence. *Expressionnisme allemand*, au musée de l'Antiquité-Douane de Strasbourg. *Faïence*, au musée Cantini à Marseille.



THÉÂTRE DE L'ATELIER. LOCATION : 606-49-24

à 20 h 30, les 26, 27, 28 août
JACQUES ou la Soumission
d'É. IONESCO, avec Sylvie JOLY
22 h : Spectacle Sylvie Joly
Mise en scène : MARIO FRANCESCHI
« Elle est de loin, la plus drôle » (Le Matin)
« A voir, revoir et écouter sans cesse » (France-soir)
« Somme de l'humour » (Figaro)

THÉÂTRE DE PARIS. LOCATION : 280-09-30

à 20 h 45, les 26, 29 août et 5 septembre
à 15 h 30, les 30 août et 6 septembre
L'ALOUETTE, de Jean ANOUILH
avec Jean DAVY et Anne-Marie PHILIPPE
Mise en scène : MARIO FRANCESCHI

ACTUELLEMENT

ELYSEE LINCOLN

(english subtitles)

LE DERNIER METRO



14-JUILLET-BASTILLE (v.o.) - 14-JUILLET-PARNASSE (v.o.)

un film de rainer werner fassbinder

L'ANNEE DES 13 LUNES

Interdit aux — de 13 ans

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre • P.M.R. : prix moyen du repas • J. h. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

RIVE DROITE

LA GALIOTE 351-43-06
5, rue Combout, 1^{er}. T.l.j.s.
LA GENTILBOMMIERE 286-54-69
10, rue Chabanais, 2^e. Sq. Louvois
VISHNOU 297-55-54. F/dim.
Angle r. Volney et r. Daubou, 2^e.
PIERRE (Opéra). 285-57-04
place Gallien, 2^e. F/dim.
LE SARIADIS F/sem m. dim.
2 rue 3^e r. r. 23. 57.
PTE SAINT-LAZARE 292-15-27
10, rue de Rome, 5^e.
TV COZ F/dim.
35, rue St-Georges, 5^e. T.B.D. 42-95

J. 23 h. le patron Noël SIETTES dirige la cuisine : ses 7 poissons et 14 viandes, ses plats du jour. MENU 75 F. bouillons et serv. compris.
Tard le soir, du cadre rust. Sp. SAVOYARDES Raol. Fondue. Fole gras aux cépes Conf. et Maigri de canard misonnés par la part 100 F.
GASTRONOMIE INDIENNE La cuisine des Maharadjahs à Paris dans un décor authentique. AGREE par l'AMBAassade et LE BUREAU DE TOURISME INDIEN P.M.R. 120 F. Saisie pr. récept. cocktail, martini.
Diner avant spec. et Soupers jusqu'à 2 h. Cuisine Grande Tradition. Crust. Cadre 1^{er} Empire. Terrasse. Menu 98 F. a.c. et Carte. Parking.
J. 23 h. Cuisine péruvienne Menu 115 F. 1/2 vin de pays + café + alcool de prune + eau foie gras. soucoupe au coiffit SA CARTE.
Jusqu'à 2 heures du matin : ses savoureuses grillades, toute sa carte et sa tarte Tatin, service permanent à partir de midi. Ouvert en août.
Jusqu'à 33 h. • La marie dans votre assiette • avec les arrivages directs de la côte, dans un cadre rustique à 50 mètres du théâtre.

RIVE GAUCHE

LE MEYER 590-43-95/43-97
Carnéfour Aléa, 14^e. T.l.j.s.

J. 2 h. du mat. dans un décor signé SLAVIK : huîtres et coquillages. Plateau de fruits de mer. Fole gras frais maison. Grillades, choucroutes.

SOUPERS APRÈS MINUIT

(CHU) HANCI 3, pl. 18-Juin-1940
Pac Tour Mont-
parnasse J. 3 h mat. 548-90-32
CHOUROUTE - FRUITS DE MER

LA CROISIE DES LILAS 71, boulevard du Montparnasse
328-70-50 - 354-21-68
Au piano : Yves Mayer

LA CHAMPAGNE 10 b. pl. Cluchy
Huîtres - Coquillages te l'année
ODE BRASSERIE DE LA MER 133-67-09
Le MINUIT 35, r. de Buci, 6^e
Choucroute - Spécialités

LE CONGÈS 12 b. 4
80, av. Grande-Armée POISSONS.
BANC D'HUITRES toute l'année
Spec. de viandes de bœuf grillées.

ATTENDRE DAR J. 2 h. matin
161, av. Malakoff Tous les jours.
FRUITS DE MER - POISSONS
CHOUROUTES - ROTISSERIE

LE PETIT ZINC rue de Buci, 6^e
Huîtres - Poissons - Vins de pays

PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES (daily etid) • PARAMOUNT CITY TRIUMPH (daily etid) • PUBLISIR INKSTERON (daily etid) • PARAMOUNT OPÉRA (daily etid)
PARAMOUNT MARINIAUX (daily etid) • QUARD DEL (daily etid) • FOURIN LES BALLEES (daily etid) • PARAMOUNT MONTPARNASSE (daily etid)
PARAMOUNT ODEON (daily etid) • PARAMOUNT GORELLES (daily etid) • MUSIC CONVENTION (daily etid) • CONVENTION SAINT CHARLES • 3 SECRETAN
PARAMOUNT MONTMARTRE • PARAMOUNT BASTILLE • PUBLISIR SAINT GERMAIN • STUDIO MEDICIS • PARAMOUNT ORLÉANS
PARAMOUNT GALAXIE • LE PASSY • PARAMOUNT MARLEY

Publicis : VILLAGE Moutier • PARAMOUNT La Versanne • PARAMOUNT Dely • BUKY Val d'Yver • CLUB Goleches • CYRANO Versailles • ALPHA Argenteuil
FRANÇOIS Eugénie • FLANDES Sarcelles • PARVON Aubrey • BELLES Montreuil • CARREFOUR Patis • ARTEL Buci • ARTEL Créteil • ARTEL Nogent
ARTEL Bouvy • VÉLIZY 2 • 4 TEMPS La Défense



LE CHOIX DES ARMES

ALAIN CORNEAU

YVES MONTAND

GERARD DEPARDIEU

CATHERINE DENELÈVE

Interdit aux — de 13 ans

حکذا من الاجل

M. Jean Guyot,
leur famille,
la douleur de faire part du
de

M. Gabriel OLLIVIER,
membre de l'Institut,
commandeur
de l'ordre de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre de Saint-Charles,
ambassadeur extraordinaire
et ministre plénipotentiaire
de l'ordre souverain de Malte
auprès du Conseil de l'Europe.

Les obèques seront célébrées jeudi
10 août 1981, à 10 heures, en la
cathédrale de Monaco.

Le 10 novembre 1980 à Grimaud
sur la Côte d'Azur, était membre de
l'Institut, correspondant de plusieurs acade-
mies étrangères et conservateur en chef
du Musée National de la Principauté de
Monaco (depuis 1972) et de diverses
autres institutions. Il était aussi surintendant des
musées et monuments de l'ordre souverain
de Malte. Conseiller technique du gouver-
nement monégasque, il avait consacré
ses ouvrages à l'ordre souverain, au tou-
ne et à l'ordre souverain de Malte.)

— Bernard et Françoise Vandeven-
— Wagnery,
— Christian et Marguerite-Marie
— Vandeven-
— Thickett,
— Thierry et Christiane Vandeven-
— Nicole et Daniel Marguerite
— Vandeven-
— François et Marie-José Vandeven-
— Raymond,
— Daniel et Pascale Vandeven-
— de musique de chambre et Patrick Verdell-
— de la musique et Patrick Verdell-
— Vandeven-
— Pierre et Jacqueline Vandeven-
— Thickett,
— Evelyne et Guy Annino
— Vandeven-
— Les infantes,
— Geoffroy, Charlotte, Sophie Van-
— de-
— Bernice, Charles-Henri, Lucie
— Vandeven-
— Eric, Nicolas, Philippe, Anne
— Vandeven-
— Ariane, Sylvain Marguerite,
— Vandeven-
— Violaine, Germaine, Orane
— Vandeven-
— Marie, Muriel, Clément, Ariane
— Vandeven-
— Nathalie, Muriel, Sandrine Verdell,
— Ferenc, Karm Vandeven-
— Marie-Claude, Dominique Annino,
— des petits-enfants de M. et Mme Robert
— armichel,
— de M. et Mme Robert

— M. et Mme William Carmichael et ses enfants,
M. et Mme Mirko Mikolasek et
leurs enfants,
M. et Mme Henri Schloesing et
leurs enfants,
M. Henri Schoeller et ses enfants,
M. seurs, beaux-frères, neveux et
népveux.
Mont part du décès de
Mme Henri GANDEYVIER, née
Mme GANDEYVIER, Carrière,
épouse à Dieu le 24 août 1881.
La candidate est née à son lieu
le 27 août 1881, à 14 h. 30, au
temple de l'Eglise réformée. Rue
de la République, au lieu où l'on se
réunira.
Indication le même jour, vers
18 heures, Allay-Sur-Somme.
« Dieu, mon berger, me conduits
à la vie éternelle »
J'entends sa voix et vers lui
[je regarde.]
(Peauze 23.)
9, rue Savausa,
20470 Allay-sur-Somme.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Jacques Vieilleville
ont la très grande douleur de faire
part du décès accidentel de leur fils,
le 22 août 1881, à Authies.

— A l'occasion du douzième anniversaire de la disparition de M. Léon ROUSSEAU, une punette est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé et restent fidèles à son souvenir.

MADAME DESACHY
Mariages réunis depuis 40 ans
4, place de l'Opéra, 75002 PARIS
Tél. : 742.69.39

Le Monde
Service des Abonnements
c/o des Italiens
75157 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 69-27-23

GERARD LEROVICI
présente

IN GIRUM IMUS NOCTE
ET CONSUMIMUR IGNI

Un film de
GUY DEBORD

Une production SIMAR FILM

— Mme Gabriel Ollivier,
M. et Mme Jean Guyot,
Et leur famille,
ont la douleur de faire part du
décès de

M. Gabriel OLLIVIER,
membre de l'Institut,
commandeur
de l'ordre de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre de Saint-Charles,
ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire
de l'ordre souverain de Malte
Conseil de l'Europe.

(Né le 10 novembre 1908 à Grimaud [Var], Gabriel Olivier était membre de l'Institut, correspondant à plusieurs académies étrangères et conservateur en chef du Musée national de la Principauté de Monaco (depuis 1972) et de diverses fondations. Il était aussi surintendant des musées et monuments de l'ordre souverain de Malte. Conseiller technique du gouvernement monégasque, il avait consacré divers ouvrages à la Principauté, au tourisme et au développement de Malte.)

ter-Warner,
 Christian et Marguerite-Marie
 Vandeventer-Thickett,
 Thierry et Christiane Vandeventer-
 Roy.
 Nicole et Daniel Marguerat
 Vandeventer,
 François et Marie-José Vandeventer
 Legrand,
 Daniel et Pascale Vandeventer-
 Bousquet de Florian,
 Claudine et Patrick Verdell
 Vandeventer,
 Claudine Vandeventer

Ses enfants,
Geoffroy, Christèle, Loïc Vande
venter.
Florence, Charles-Henri, Sophie
Amélie Vandeventer,
Eric, Nicolas, Philippe, Anne
Vandeventer,
Ariane, Sylvain Marguerat,
Violaine, Gersende, Orianne
Vandeventer,
Coralle, Muriel, Clément, Arlyne
Vandeventer,
Nathalie, Olivier, Sandrine Verdel

Carmichael.
Mme Georges Bonneville et
enfants,
Mme William Carmichael et
enfants,
M. et Mme Mirko Mikolasek
leurs enfants,
M. et Mme Henri Schloosing
leurs enfants,
M. Henri Schoeller et ses enfants
Ses sœurs, beaux-frères, neveux
nièces,

sa soixante-dix-neuvième année.
La cérémonie religieuse aura lieu
le jeudi 27 août 1981, à 14 h. 30,
temple de l'Eglise réformée, 10,
Jean-Catelas, à Amiens, où l'on
réunira.
Inhumation le même jour, à
16 heures, à Ailly-sur-Somme.
« Dieu, mon berger, me conduis
[et me garde]
J'entends sa voix et vers
[je regarde]
Gaston 32

— M. et Mme Jacques Vieillefont la très grande douleur de la part du décès accidentel de leur fils **Alain**,
le 22 août 1981, à Antibes.
Complexe scolaire et culturel de Sophia-Antipolis,
06565 Valbonne.
Mission laïque française,
8, rue du Général-Clergerie,
95116 Paris.

— A l'occasion du douzième anniversaire de la disparition de
M. Léon ROUSSEAU.
une pensée est demandée à ceux qui
l'ont connu et aimé et restent fidèles
à son souvenir.

MADAME DESACHY
Mariages réunis depuis 40 ans
4, place de l'Opéra, 75002 PARIS
Tél. : 742.09.39

Le Monde

5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.			
336 F	417 F	579 F	740 F

PAR VOIE NORMALE
466 F 537 F 1 269 F 1 580 F
ETRANGER

**I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS**
296 F 497 F 699 F 900 F

Par vole aérienne
Tarif sur demande
Les abonnés qui paient par

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100
101
102
103
104
105
106
107
108
109
110
111
112
113
114
115
116
117
118
119
120
121
122
123
124
125
126
127
128
129
130
131
132
133
134
135
136
137
138
139
140
141
142
143
144
145
146
147
148
149
150
151
152
153
154
155
156
157
158
159
160
161
162
163
164
165
166
167
168
169
170
171
172
173
174
175
176
177
178
179
180
181
182
183
184
185
186
187
188
189
190
191
192
193
194
195
196
197
198
199
200
201
202
203
204
205
206
207
208
209
210
211
212
213
214
215
216
217
218
219
220
221
222
223
224
225
226
227
228
229
230
231
232
233
234
235
236
237
238
239
240
241
242
243
244
245
246
247
248
249
250
251
252
253
254
255
256
257
258
259
260
261
262
263
264
265
266
267
268
269
270
271
272
273
274
275
276
277
278
279
280
281
282
283
284
285
286
287
288
289
290
291
292
293
294
295
296
297
298
299
300
301
302
303
304
305
306
307
308
309
310
311
312
313
314
315
316
317
318
319
320
321
322
323
324
325
326
327
328
329
330
331
332
333
334
335
336
337
338
339
340
341
342
343
344
345
346
347
348
349
350
351
352
353
354
355
356
357
358
359
360
361
362
363
364
365
366
367
368
369
370
371
372
373
374
375
376
377
378
379
380
381
382
383
384
385
386
387
388
389
390
391
392
393
394
395
396
397
398
399
400
401
402
403
404
405
406
407
408
409
410
411
412
413
414
415
416
417
418
419
420
421
422
423
424
425
426
427
428
429
430
431
432
433
434
435
436
437
438
439
440
441
442
443
444
445
446
447
448
449
450
451
452
453
454
455
456
457
458
459
460
461
462
463
464
465
466
467
468
469
470
471
472
473
474
475
476
477
478
479
480
481
482
483
484
485
486
487
488
489
490
491
492
493
494
495
496
497
498
499
500
501
502
503
504
505
506
507
508
509
510
511
512
513
514
515
516
517
518
519
520
521
522
523
524
525
526
527
528
529
530
531
532
533
534
535
536
537
538
539
540
541
542
543
544
545
546
547
548
549
550
551
552
553
554
555
556
557
558
559
560
561
562
563
564
565
566
567
568
569
570
571
572
573
574
575
576
577
578
579
580
581
582
583
584
585
586
587
588
589
590
591
592
593
594
595
596
597
598
599
600
601
602
603
604
605
606
607
608
609
610
611
612
613
614
615
616
617
618
619
620
621
622
623
624
625
626
627
628
629
630
631
632
633
634
635
636
637
638
639
640
641
642
643
644
645
646
647
648
649
650
651
652
653
654
655
656
657
658
659
660
661
662
663
664
665
666
667
668
669
670
671
672
673
674
675
676
677
678
679
680
681
682
683
684
685
686
687
688
689
690
691
692
693
694
695
696
697
698
699
700
701
702
703
704
705
706
707
708
709
710
711
712
713
714
715
716
717
718
719
720
721
722
723
724
725
726
727
728
729
730
731
732
733
734
735
736
737
738
739
740
741
742
743
744
745
746
747
748
749
750
751
752
753
754
755
756
757
758
759
760
761
762
763
764
765
766
767
768
769
770
771
772
773
774
775
776
777
778
779
780
781
782
783
784
785
786
787
788
789
790
791
792
793
794
795
796
797
798
799
800
801
802
803
804
805
806
807
808
809
810
811
812
813
814
815
816
817
818
819
820
821
822
823
824
825
826
827
828
829
830
831
832
833
834
835
836
837
838
839
840
84

rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

502 من الالجل

ÉDUCATION

AUX TERMES D'UN PROJET DE LOI

Les modifications apportées par Mme Saunier-Seïté au texte d'orientation de 1968 seront supprimées

Le conseil des ministres de ce mercredi 26 août examine un projet de loi tendant à supprimer les modifications que Mme Alice Saunier-Seïté, ancienne ministre des universités, avait apportées à la loi d'orientation de l'enseignement supérieur. Ce texte, qui doit être à l'ordre du jour de la session parlementaire de septembre, abrogera donc la loi Saunier-Seïté qui, depuis un an, a modifié la composition des conseils d'université et des unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.) en accordant la moitié des sièges aux professeurs de rang magistral. Au sujet des présidents il serait prévu de mettre fin aux fonctions de ceux qui ont été élus dans la mise en place de cette loi.

M. Mitterrand l'avait promis dans son programme électoral. Le premier ministre, Pierre Mauroy, l'avait annoncé dès son premier discours à l'Assemblée. M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, avait donné des assurances aux organisations syndicales. Le gouvernement n'a pas perdu de temps pour préparer un projet de loi visant à rétablir dans les universités la parité de vote prévue par la loi d'orientation de l'enseignement supérieur adoptée en 1968.

Proposée au mois de juin 1980 par M. Jean Sauvage, sénateur (Union centriste, Maine-et-Loire), la loi, qui porte son nom, transformait la composition des conseils d'université et d'U.E.R. en attribuant 50 % des sièges aux professeurs et aux maîtres de conférences, 15 % aux assistants, 15 % aux étudiants, 5 % au personnel non enseignant et 10 % aux personnalités extérieures. Ainsi, la représentation au sein des conseils des professeurs de rang magistral s'était trouvée fortement augmentée, puisque ces derniers obtenaient la moitié des sièges au lieu des 25 % qu'ils détenaient auparavant.

Préparée depuis plusieurs années par des déclarations de membres du Syndicat autonome de l'enseignement supérieur, qui déplorait que « les professeurs — universitaires qui représentent le maximum de compétence et d'expérience — soient sous-représentés », la modification de la loi d'orientation avait été précédée, au mois de décembre 1979, d'une première tentative de réforme. En réalité, le pouvoir politique alors en place cherchait à conquérir des présidences pour « renforcer son influence dans les régions », comme l'écrivait à l'époque un universitaire giscardien. D'ailleurs, Mme Saunier-Seïté avait avoué, après le vote de la loi Saunier-Seïté, que « l'objectif de cette loi est de permettre aux libéraux de s'exprimer ». Des conseils, très peu représentatifs, ont été refusés de nombreux enseignants de participer aux élections, désignant des présidents sans grande autorité et souvent contestés.

C'est cette situation que le projet de loi veut changer. Il propose de revenir aux articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation adoptée, en novembre 1968, sans susciter de vote hâtif chez les parlementaires (approbation à l'unanimité, les communistes, tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat, s'étant abstenus).

Le projet de loi qui est proposé par le gouvernement va même plus loin que la loi de 1968 en ce qui concerne le vote des étudiants. Il propose de supprimer le quorum instauré en 1968 (fixé d'abord à 50 %, puis porté à 50 % des étudiants inscrits en 1975 et à 25 % en 1980). Dans la nouvelle version de la loi, le nombre des représentants étudiants ne diminuera donc pas en fonction des votes.

En ce qui concerne les modalités d'application de ce retour à la loi de 68, on précise, dans l'entourage du ministre, que les nouveaux conseils devraient être en place avant le 30 janvier 1982. Il est, en effet, nécessaire d'organiser de nouvelles élections à tous les niveaux (U.E.R. et universités) et dans tous les collèges. Au sujet des présidents, il est prévu que ceux qui étaient en fonction avant la loi Saunier-Seïté conserveraient leur mandat ; en revanche, il serait mis fin aux fonctions des présidents élus par des conseils modifiés après la loi de juin 1980.

Des changements en perspective, donc, dans plusieurs universités et au sein même de la Conférence des présidents. Des modifications qui n'interviendront qu'après l'adoption du projet de loi par l'Assemblée nationale, ce qui paraît évident, mais aussi par le Sénat si ce dernier accepte, un peu, de se déjurer.

SERGE BOLLOCH.

SCIENCES

CONÇU PAR SIX PAYS EUROPÉENS

Un important instrument d'étude de l'ionosphère entre en service

Six pays européens — la Finlande, la France, la Norvège, la Grande-Bretagne, la République fédérale d'Allemagne et la Suède — inaugurent, ce mercredi 26 août, en Scandinavie, un important instrument d'étude de l'ionosphère, région de l'atmosphère terrestre comprise entre 50 et 500 kilomètres d'altitude.

Dès la fin de la seconde guerre mondiale, les recherches sur l'ionosphère se sont développées pour les besoins des télécommunications. Cette zone de l'atmosphère permet en effet, lors de leur passage dans la couche médiane, à grande distance, de rebondir sur la surface de la Terre, les ondes radio, les chercheurs se sont également intéressés aux processus atmosphériques et magnéto-sphériques fondamentaux de l'ionosphère, véritable laboratoire de la physique des plasmas.

Peu après le début des années 70, les spécialistes, bien que disposant d'un important réseau de « sondes ionosphériques » (Joumarca (Pérou), Arecibo (Porto-Rico), Boston (Etats-Unis), Malvern (Grande-Bretagne) et Saint-Sébastien (France)) ont éprouvé le besoin de construire un nouvel appareil dans une zone géographique à partir de laquelle les ondes radio, l'une des manifestations les plus spectaculaires de l'ionosphère seraient plus visibles.

La Scandinavie a donc été choisie pour recevoir cet appareil — un sondeur ionosphérique à diffusion incohérente — qui envoie en direction de l'ionosphère un faisceau d'ondes radio (European Incoherent Scatter). Cet instrument est une sorte de grand radar, l'un des plus complexes jamais conçus, qui envoie en direction de l'ionosphère des ondes électromagnétiques de très haute fréquence (U.H.F.) et de haute fréquence (V.H.F.) et reçoit en retour

d'autres ondes dont l'analyse est source d'information sur la structure, la dynamique et la composition de l'ionosphère. Une telle technique n'est utilisable qu'en raison de l'état particulier dans lequel se trouve l'ionosphère. Par suite de l'intense rayonnement ultraviolet solaire et des formidables pluies de particules de haute énergie auxquelles ils sont soumis, les atomes des gaz de l'ionosphère subissent en effet, une ionisation qui a pour effet d'arracher leurs électrons. Cette propriété est mise à profit par les sondeurs à diffusion incohérente. Les ondes qu'ils émettent donnent en effet lieu, lors de leur passage dans ce milieu ionisé, à une mise en vibration des électrons, qui réémettent alors dans toutes les directions des signaux, qui recueillent au sol de grandes antennes.

Un double système radar

Décidé aux termes d'un accord signé en décembre 1975, après deux ans de négociations, par six pays européens, le sondeur européen se compose d'un double système radar fonctionnant d'une part, dans la bande de fréquence de 22,5 Mégahertz (U.H.F.) et d'autre part, dans celle de 224 Mégahertz (V.H.F.).

Pour le système V.H.F., utilisé pour les mesures à très basse onde, au contraire, à très haute altitude, l'émission et le récepteur de l'installation sont installés aux environs de Tromsø (Norvège). Il en va de même pour le système U.H.F., qui dispose en plus de deux stations de réception à Kiruna, en Suède, et à Sodankylä, en Finlande.

Ces matériels, capables de détecter de petits événements à plusieurs centaines de kilomètres de distance, ont été livrés entre 1978 et 1980, soit avec un retard

d'un an environ pour une partie d'entre eux en raison de la difficulté mise au point de certains de leurs composants. En ce qui concerne la répartition des charges de ce programme de recherches, il est prévu que les organismes de recherche allemands, anglais et français qui y participent (le Centre national de la recherche scientifique et le Centre national d'études des télécommunications) supportent respectivement pour 70 et 30 % pour la part française l'investissement à part égale, 95 % du coût total des émetteurs et des antennes, soit 130 millions de francs aux conditions économiques de 1981.

La mise à disposition des sites, l'infrastructure des stations, de l'infrastructure et des matériels nécessaires au fonctionnement des installations sont en revanche prises en charge par les organismes de recherche suédoises qui participent en outre aux dépenses annuelles de fonctionnement — environ 10 millions de francs — de cet instrument qui place, dans ce domaine, les Européens au premier rang de la recherche avec, notamment, les Américains qui envisagent de démanteler au Groenland leur installation de Chateaufort (Alaska). — J.-P. A.

■ D'importantes recherches aériennes ont été déclenchées, en vain, dans la partie occidentale de l'Australie pour tenter de retrouver les débris d'un satellite soviétique Cosmos-634, lancé il y a dix ans. Selon l'agence spatiale américaine, le satellite n'était pas, contrairement aux Cosmos-634 tombé en 1978 dans le Grand Nord canadien, porteur d'un générateur nucléaire. L'événement a toutefois suscité une certaine émotion en Australie où s'est déjà exercé voici deux ans le laboratoire spatial américain Skylab. — (U.P.T., A.F.P.)

ITINÉRAIRES

A la recherche des temps perdus

III — Les débuts de l'architecture et de l'agriculture

Le travail des fouilles archéologiques est, depuis une vingtaine d'années, très minutieux et pluridisciplinaire. On s'efforce, en effet, de retrouver les modes et les cadres de vie. Sans ces méthodes on n'aurait pas pu comprendre comment vivaient, dans la haute vallée de la Loire, nos ancêtres chasseurs de chevaux il y a vingt-cinq mille ans ou dans le bassin parisien, nos ancêtres chasseurs de rennes il y a quinze mille à onze mille ans (« le Monde » des 25 et 26 août).

« L'ouverture est prête, on s'y glisse. Partout des os, des ossements et des ossements, les uns brisés, les autres intacts : là, des piliers debout, des piliers renversés, des murailles en pierres sèches, dont quelques-unes sont écroulées, ruinées par les pluies et le temps ; sous les pieds, de la terre humaine, sur la tête un bloc énorme. Quelle construction gigantesque ! Que de siècles ont passé sur elle ! (1). Arnaud, ingénieur, a été manifestement très impressionné par l'intérieur d'un des dolmens de Bougon (Deux-Sèvres), où ils se sont faulxés en 1840. Quelques fouilles ont suivi la découverte, en 1840-1845, des six tumulus de Bougon. Le département a acheté en 1870 les 2 hectares où se trouvent les six tumulus. Mais les études systématiques n'ont commencé qu'en 1974, grâce au préfet, au conseil général et au service des fouilles du ministère de la culture.

Plusieurs dolmens et chambres funéraires ont été restaurés et consolidés (avec du ciment et du béton

invisibles). Ainsi, plusieurs milliers de personnes peuvent-elles les visiter chaque année. Les fouilles nous ont permis, en juillet, une quarantaine de jeunes archéologues et d'amateurs dégageaient les structures de deux tumulus encore mal connus.

Les tumulus, en effet, sont très complexes. Ce qui s'explique par l'occupation du site pendant trois mille ans (de 5000 à 2000 avant Jésus-Christ). En simplifiant, on peut dire que les tumulus dissimulent des chambres funéraires, petites ou grandes, faites de pierres sèches ou de mégalithes, et enserrées de murs circulaires ou polygonaux pour maintenir la masse du tertre de couverture, fait, lui aussi, de pierres sèches.

Les trois grandes chambres sont très spectaculaires, et la plus grande, sans conteste, celle où se sont glissés les trois « explorateurs » de 1840. Cette chambre est rectangulaire (7 m x 5 m) et haute de 2,30 mètres. Les murs sont faits de dix blocs taillés monolithiquement, alternant avec des piliers de pierres sèches. Les dix blocs, dressés dans un petit fossé taillé dans le roc, sont légèrement inclinés vers l'intérieur de la chambre, ce qui oriente au mieux la poussée de la dalle de couverture. Cette dalle monolithique, elle aussi, est épaisse d'un mètre et son poids est estimé à une centaine de tonnes. Un onzième bloc est placé au milieu de la chambre : il aide à porter le poids de la couverture et il sert à diviser la chambre en deux. Deux cents personnes y avaient été inhumées en deux fois. Selon M. Jean-Pierre Mohen, conservateur au musée des Antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye, qui dirige les fouilles

depuis 1972, cette solidité à toute épreuve, la néropole n'aurait pas été utilisée pendant aussi longtemps — ni même probablement construite. Et, sans doute, d'assez grands travaux « gratuits » contribuèrent-ils à la cohésion sociale de la communauté.

Du ou des villages, il ne reste malheureusement rien, si ce n'est des tessons de céramique et les traces d'un mur qui, à 4 kilomètres de Bougon, barrait le passage à la parcelle, entouré de petits dolmens, s'alignant et, pour autant qu'on le sache, sans voisins à moins de 25 kilomètres.

Contemporains des constructeurs de Bougon, des pasteurs ont utilisé l'abri sous roche de Font-Juvénal, près de Carcassonne. Là, pas de dolmens, mais une succession de sols d'habitats temporaires, où l'on retrouve les traces du progrès des techniques.

A une époque indéterminée, un peu de la paroi de calcaire a été creusée, créant en haut un avant de rocher et en bas une grotte profonde de 5 mètres entre la paroi et le bloc tombé. Ainsi, les premiers occupants du cinquième millénaire avant notre ère étaient-ils bien abrités de la pluie et du vent. En outre, la grotte a été pléniée des ossements alternés de sédiments et de vestiges laissés par les hommes.

Tout intéressée l'équipe qui, grâce à la compréhension du propriétaire du terrain, fouille l'abri de Font-Juvénal depuis 1970, sous la direction de M. Jean Guilaine, maître de recherche au C.N.R.S. et directeur d'études à l'Ecole des Hautes études en sciences sociales.

tarité prolongée et sans croyances connues, la néropole n'aurait pas été utilisée pendant aussi longtemps — ni même probablement construite. Et, sans doute, d'assez grands travaux « gratuits » contribuèrent-ils à la cohésion sociale de la communauté.

Du ou des villages, il ne reste malheureusement rien, si ce n'est des tessons de céramique et les traces d'un mur qui, à 4 kilomètres de Bougon, barrait le passage à la parcelle, entouré de petits dolmens, s'alignant et, pour autant qu'on le sache, sans voisins à moins de 25 kilomètres.

Contemporains des constructeurs de Bougon, des pasteurs ont utilisé l'abri sous roche de Font-Juvénal, près de Carcassonne. Là, pas de dolmens, mais une succession de sols d'habitats temporaires, où l'on retrouve les traces du progrès des techniques.

A une époque indéterminée, un peu de la paroi de calcaire a été creusée, créant en haut un avant de rocher et en bas une grotte profonde de 5 mètres entre la paroi et le bloc tombé. Ainsi, les premiers occupants du cinquième millénaire avant notre ère étaient-ils bien abrités de la pluie et du vent. En outre, la grotte a été pléniée des ossements alternés de sédiments et de vestiges laissés par les hommes.

Tout intéressée l'équipe qui, grâce à la compréhension du propriétaire du terrain, fouille l'abri de Font-Juvénal depuis 1970, sous la direction de M. Jean Guilaine, maître de recherche au C.N.R.S. et directeur d'études à l'Ecole des Hautes études en sciences sociales.

petits progrès, par petites pulsations, dont les dépôts accumulés dans l'abri de Font-Juvénal, grâce à leur épaisseur, sont particulièrement aptes à avoir gardé les traces de la vie.

Même les couches stériles sont utiles. Un seul exemple : le nombre des tessons par rapport à celui des ossements, augmente nettement lorsque des champs sont cultivés à proximité.

L'utilisation temporaire de l'abri de Font-Juvénal a commencé au cinquième millénaire avant notre ère. A cette époque, on chasse encore l'auroch, on conduit des troupeaux de moutons et on se sert d'une céramique assez grossière et dépourvue d'ornement. La flore comprend des chènes à feuilles caduques et de la vigne sauvage.

Un quatrième millénaire, la flore naturelle n'a pas changé. Mais l'agriculture apparaît dans les alentours, comme en témoignent des graines de blé et d'orge, des meules et des pilons. La faune domestique s'enrichit de chèvres et de bœufs.

L'utilisation notable au troisième millénaire : le chène vert tend à remplacer le chène à feuilles caduques. Ce changement est-il dû à une modification climatique ? Ou le chène vert fait-il partie d'une forêt secondaire qui a repoussé à la place des forêts de chènes à feuilles caduques détruites par l'homme pour faire de la place à des cultures ? On peut d'ailleurs se poser la même question pour le blé, qui, lui aussi, apparaît à cette époque. Quant à la vigne sauvage, elle se développe. Les meules sont plus nombreuses : on peut donc penser que l'agriculture s'est étendue. Dans l'abri, l'habitat se modifie : on a retrouvé des traces de calage de piquets de tente ou de hutte, mais les ossements des animaux domestiques sont absentes des niveaux inférieurs.

Le tour de juillet où nous avons visité Font-Juvénal, les fouilleurs ont trouvé dans un des niveaux supérieurs datant de la fin du troisième millénaire avant notre ère, un pendentif de schiste poli, vaguement trapézoïdal. On connaît des plaques de schistes percées de deux trous qui servaient très probablement à protéger le poignet des archers du cinquième de la corde. L'objet, trouvé le 20 juillet, n'avait qu'un seul trou, fort bien percé à partir de deux cupules creusées dans le schiste, sur chacune des deux faces : c'était le premier « bijou » de schiste trouvé à Font-Juvénal. Il était temps, la dernière campagne de fouilles sera la dernière.

Prochain article :

QUE FAIRE DES VESTIGES IMMOBILIERS ?

(1) Cité dans le Bulletin de la Société historique et archéologique des Deux-Sèvres (1971, n° 2-3).

(2) On peut trouver de nombreuses informations sur la grande mutation néolithique dans un livre de Jean Guilaine, Le Peuple d'Europe, la France, du néolithique, à l'âge du fer, publié en 1980 chez Hachette.

LES INCERTITUDES DE LA PALÉODÉMOGRAPHIE

Avec le néolithique apparaissent les premières néropoles collectives qui peuvent contenir les restes de plusieurs centaines de personnes. L'étude anthropologique des squelettes (entailles des os du crâne, usure des dents, présence des dents de sagesse, aménagement des os par l'intérieur, etc.) permet, en principe, de déterminer approximativement l'âge auquel est survenu la mort et le sexe du mort. On s'efforce ainsi de retrouver la structure démographique des populations.

études sont souvent faussées par des causes d'erreurs systématiques, à bien qu'elles abouissent souvent à de résultats aberrants dus à une utilisation inconsidérée des calculs statistiques.

Pour M. Masset, la longévité de l'homme préhistorique était vraisemblablement analogue à la nôtre. Etant données les conditions de vie, on peut penser que la structure démographique préhistorique ressemblait à celle des paysans européens jusqu'au XVIIIe siècle, ou celle des Bushmans actuels. La différence fondamentale de cette structure démographique avec celle des pays développés actuels réside dans l'énorme mortalité infantile. On a calculé qu'entre 1740 et 1745, sur mille Français né vivants à 33,5 ans, mouraient avant l'âge de dix ans (dont 474 avant l'âge de cinq ans), 215,5 mouraient entre dix et quarante-neuf ans et 259 après quarante-neuf ans (dont 28,5 après quatre-vingts ans). — T. B.

REPRODUCTION INTERDITE

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	85,00	78,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS

La fonction personnel....

... est une fonction que vous connaissez bien pour y avoir débuté il y a 2 ou 3 ans. Vous êtes

DIPLOMES GRANDES ECOLES OU UNIVERSITES

et vous souhaitez donner un nouvel élan à votre carrière. Rejoignez-nous, nous sommes l'un des plus importants groupes industriels français (30.000 personnes). Immédiatement, nous vous proposons un poste dans l'un de nos établissements de Paris, de province, ou encore au sein de notre Direction Centrale.

La taille de notre groupe, vos premières réussites et votre potentiel sont autant d'atouts pour prendre, à terme, de plus larges responsabilités.

C'est nos carrières qui nous transmettra votre candidature. Adressez - la sous réf. 3228 (avec CV et niveau de rémunération actuelle) à l'adresse suivante : 48, rue Saint - Ferdinand, 75017 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS

INDUSTRIE

Branche des activités médicales de THOMSON CSF recherche pour son Etablissement de STAINS

JEUNE INGENIEUR

ENSERG - ENSEEIHT ou équivalent pour étude nouvelle de circuits électroniques

Une première expérience professionnelle de quelques années serait appréciée pour ce poste qui ouvre de réelles perspectives d'avenir.

Adressez C.V., photo et prétentions à C.G.R. Industrie - Service du Personnel 3, rue d'Amiens 93240 STAINS.

formation professionnelle

ANALYSTES PROG. MICRO-INFORMATIQUE

option PROJET INDUSTRIEL

CANDIDATS : 118, rue de Clichy, Paris-19.

EMPLOYEURS : voir le Bénéficiaire, 118-130, av. J.-Jaurès Paris-19.

Centre International de Traitement Informatique 205-24-63 + 241-83-83 +

DEMANDES D'EMPLOIS

CALCULATEUR ACTUARIAT

AGENT DE MAITRISE 39 ans, 10 ans d'expérience

assurances vie - groupe cherche poste PARIS ou BANLIEUE OUEST.

Libre immédiatement.

Ecrire sous n° 6.159 le Monde Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

automobiles

achats

ACHAT OU DÉPOT

POSSIBILITÉ D'ÉCHANGE

TOUTES MARQUES MÊME GAGÉE.

40, rue de la Cour-des-Moines, Paris-20. Tél. : 365-15-22.

divers

PRIX CHOC

jusqu'au 31/08/81

millésime 82

LANCIA

BETA BERLINES

2000

336.38.35 +

occasions

INCROYABLE

DE MOQUETTE

en stock à vendre pure laine et

synthétique, prix de gros.

Remise immédiate : 757-19-19.

Urgent voir synth. polyphonique,

1 an, état nf, val. 10.000, cédé

8.000. Tél. : 805-61-04 (soir).

Reprise de

le Mercredi 2

(date 3) SEPTEMBRE

emplois régionaux

Centre d'essais

recherche

INGÉNIEUR d'étude de structures

Formation ENSI, CENTRALE, ENSAE.

Ayant une à quelques années d'expérience.

Connaissant calcul structure par éléments finis

(NASTRAN, CASTEM, STADYNE).

Lieu de travail TOULOUSE.

Adr. CV n° E 8282 Havas 31002 Toulouse Cedex.

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

recherche pour son usine

en ALSAE

UN INGÉNIEUR

Le candidat retenu sera rattaché directement au

responsable des services achats de l'usine et chargé :

- de sélectionner et de gérer les achats ;

- d'assurer le suivi du marché fournisseurs : pro-

duits, délais, prix ;

- de prendre en compte les aspects analyse et

gestion rattachés à la fonction.

Ce poste d'ingénieur acheteur conviendrait à une personne

dynamique ayant 2 à 3 ans d'expérience dans la Fonction

Achats, une formation orientée vers la mécanique ou la

chimie.

La connaissance de l'anglais serait très appréciée.

Adressez demande de candidature C.V. et rémunération

souhaitée n° 6.170, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de

l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Société Industrielle du secteur AGRO-ALIMENTAIRE

produisant ROYAN - LA ROCHELLE - OLERON

250 personnes - 90 millions CA

recherche

RESPONSABLE DES SERVICES

ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

rattaché directement à la direction générale

- Le candidat justifiera d'une solide formation

comptable avec en particulier une expérience réussie

en comptabilité de prix de revient ;

- De bonnes connaissances en informatique ;

- D'une pratique suffisante pour assurer les obligations

juridiques et fiscales courantes ;

- D'un sens développé de l'organisation ;

- De qualités d'animateur pour diriger une équipe de 10

personnes ;

- Diplôme grande école de commerce souhaité si possible

complété par un DECS.

Ecrire lettre manuscrite avec C.V. détaillé et photo

à Pierre Martin S.A. - filiale - charcuterie - salaisons.

Salon-Jura, 17320 Maremne.

Réponses et discrétion assurées.

Emplois

internationaux

Bureau d'études français

recherche

INGÉNIEUR

TRAVAUX PUBLICS

pour mission patris hydraulique

(étude, réalisation,

assistance technique)

APPROFONDI DE L'OUEST

- Expérience 10 ans et O.M.

souhaités.

- Contrat de 1 an.

Adressez lettre manuscrite, C.V.

détaillé, photo (recommandée) et ré-

munération souhaitée à n° 8831,

le Monde Publicité,

5, rue des Italiens,

75427 Paris Cedex 08.

COOPAGRI-BRETAGNE

recherche

UN CADRE COMPTABLE

Les candidats

devront posséder le DECS

ou un niveau supérieur

et quelques années d'expérience

en comptabilité,

facilité et maîtrise

de l'informatique.

Adresser manuscrit C.V. et photo à :

C.A.B. S.P. 100

28200 LANDERNEAU Cedex.

Nous prions les lecteurs répondant aux

« ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien

indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro

de l'annonce les intéressés et de vérifier

l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publi-

cité » ou d'une agence.

HENKEL FRANCE

FILIALE D'UN DES PREMIERS GROUPE CHIMIQUES EUROPÉENS

CHEF DU

DÉPARTEMENT JURIDIQUE

200.000 F +

Nous produisons et distribuons sous plus de 100 marques

différentes des produits destinés tant à l'industrie qu'à la

grande consommation. Notre C.A. est supérieur à un milliard

NF. Nous souhaitons confier nos intérêts à un juriste ayant au

moins dix ans d'expérience, notamment dans une société

distribuant des biens de grande consommation. Il est famili-

risé avec le droit de la concurrence et des marques, le droit de

la consommation, et bien sûr aussi avec le droit des sociétés.

IL EST IMPÉRATIF QU'IL PARLE ALLEMAND.

Adressez votre dossier sous le n° 642 LM

GABRIEL MARCU

154, bd Malesherbes, 75017 Paris.

THOMSON-CSF

Centre Electronique de Sartrouville

situé en banlieue Nord-Ouest

recherche

INGÉNIEURS

ÉLECTRONICIENS

TELECOM, ESE, ENSEEIHT, ENSERG,

ISEP, ENRCA

Ils seront chargés de développement et mise au point de mé-

thodes nouvelles (radars de surveillance, téléporteurs, matériels

de maintenance).

Ces postes offrent la possibilité de promotion et une ouverture

sur de larges responsabilités humaines. Anglaise souhaitée.

Nombreux avantages sociaux.

Adressez C.V. détaillé + photo + prétentions au Service

Emploi, 17, quai Pierre-Brunet, 78000 SARTROUVILLE

SOCIETE DE CONSEIL

EN INFORMATIQUE

recherche

jeunes collaborateurs

- 2 à 3 années d'études supérieures

- collégiales, dégoûtées des obligations militaires

- libres rapidement

DESIREUX D'ENTREPRENDRE

UNE CARRIERE dans :

L'INFORMATIQUE

Formation de base assurée dans le cadre d'un

contrat de travail avec stage rémunéré.

Adressez lettre de candidat, avec CV détaillé

+ photo en précisant la date de disponibilité

à No. 6.203 Conteresse Publicité 20, av. Opéra

75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

COLLABORATEUR (TRICE)

Grand standing, E.M. Amad, 143, rue Saint-Hippolyte,

75001 PARIS, qui transmettra.

INGÉNIEUR confirmé

CLIMATISATION pour mainte-

nance grosse installation.

SOCIÉTÉ, 78, bd Saint-Germain,

Paris-17. M. Rome, 622-00-36.

High Class Professional

TRANSLATOR

From English into French for

contract work 4 hours/day

typing essential, press exp.

and exp.

Send C.V. to U.S.L.C.A.,

11, r. de Louvain, 75015 Paris.

Association technique

pour actions culturelles

recherche

pour le 15-0-81

UN DELEGUE

GENERAL

POSITION CADRE

Envoyer C.V. et lettre de candida-

ture avant le 7-9-81

19, r. du Renard, 75004 Paris.

DIRECTEUR

TECHNIQUE

ADJOINT

pour P.J. CHÉLLES

A. et M.

Expérience mécanique

et anglaise nécessaire.

Possibilité de missions

commerciales.

Associés pour holding

avec ou sans capitaux.

information divers

LES CARRIÈRES DE LA

FONCTION PUBLIQUE

N° spécial de France-Carrières

est en vente chez les

marchands de journaux à Paris

et en banlieue

pour connaître les emplois offerts

à l'étranger (Australie, Afrique,

Amérique, Asie), demandez le

numéro spécial, migrations (L.M.),

3, rue Montyon,

75429 Paris Cedex 09.

Prox. : 415-00-10

Téléphone : 045-46-29.

MÉTÉOROLOGIE

La couture à l'électronique

D'autres machines à coudre plus sophistiquées utilisent l'électronique non seulement pour améliorer le travail de piqûre, mais aussi pour la sélection des points. Ces machines dotées de microprocesseurs sont les Roja de la série 2000. Elles coûtent 6 000 F et 7 000 F. Mais ce peut être un bon investissement pour les femmes qui s'habillent elles-mêmes ainsi que leurs enfants. Après avoir créé en 1976, la première machine électronique, Singer a sorti, l'an dernier, la « Futura 2001 ». Le point choisi par effleurement d'une touche s'inscrit en lumière sur le tableau de bord, ainsi que l'indication de fin de canette. Une touche permet d'inverser un point en cours d'exécution ou de le doubler en longueur.

A partir de septembre, Pfaff présentera la « Synchrotronic 1229 », une nouvelle machine à commande par touches et contrôle électronique de la canette, avec affichage lumineux de l'épuisement du fil et du rembobinage. Ce modèle exécute un point overlock bouclé, pratique pour surfinir et coudre en même temps.

Deux autres machines à coudre en commande par touches ont, en plus, des cassettes où sont enregistrés divers points. La firme suédoise Husqvarna propose la « Linnea 6680 » qui possède deux cassettes interchangeables, l'une de neuf coutures utilitaires et l'autre de neuf coutures décoratives : celles-ci peuvent se combiner en programmant jusqu'à sept motifs différents. Grande diversité également avec le modèle « KL 6690 » d'Electrolux (le plus cher de tous), qui fonctionne avec cinq cassettes : deux pour les points utilitaires, deux pour les points décoratifs, plus une cassette de trente-six lettres permettant de broder des mots ou des petites phrases.

POUR LA SALLE D'EAU. — Spécialiste de revêtements muraux, Ker-France vient de créer des accessoires de salle de bains en céramique. Ils s'accordent, par leurs lignes sobres, à tous les styles d'appareils sanitaires, ainsi que par la diversité des coloris : bleu corrento, rouge amara, vert orégan, beige bambou, brun indiana ou blanc. La série comprend un porte-savon (130 F), un profond porte-éponge (140 F), un porte-verre et brosses à dents (130 F), un porte-serviette à anneau (132 F) et des palétras (100 F). Ces accessoires sont auto-adhésifs, mais comportent un trou si on préfère les fixer avec une vis.

**RETOURS D'AOUT :
LES CONSEILS
DE « BISON FUTÉ »**

● Si cela est possible, le mieux est de rentrer le dimanche 30 août. La circulation sera fluide :

● Les jours difficiles seront les vendredis 28, samedi 29 et, dans une moindre mesure, jeudi 27. Si l'on vient du Sud-Est et de la côte méditerranéenne, il faudra éviter de partir de 6 heures à 18 heures ; si l'on vient du Sud-Ouest et de la côte atlantique, il est déconseillé de partir entre 6 heures et 15 heures.

★ Grosfillex, en vente dans les magasins de bricolage.

★ Grosfillex, en vente dans les magasins de bricolage.

Cinqmille modèle présenté par Fiat en six mois, voilà une vente en France la Ritmo 105 TC (dynamique, arbre à cames en tête). La dynamique, firme allemande, a été la première à proposer un modèle à la clientèle que celle que Volkswagen cherchait à conquérir avec sa Golf GTI, voici quelques années. Les deux modèles ont des caractéristiques allemandes connues encore dans ce créneau de marché. Aussi, il serait bien difficile de ne pas évaluer avec intérêt le comparatif GTI-Ritmo. Le Ritmo 105 TC transpire la chaleur de ce qu'on peut dire le volant de l'une ou de l'autre voiture. Pour franchir tout obstacle, la Ritmo 105 TC transpire la chaleur de la Ritmo 105 litre plus rapidement les limites de ses possibilités que la GTI le fait. Dans les deux modèles, les transmissions sont présentées délibérément pour la présentation qu'en donne le constructeur allemand.

La Ritmo 105 TC, la fin de l'année, une version Abarth de la

Golf GTI 16 S :

En octobre prochain, et pour 75 000 francs les amoureux de la Volkswagen GTI pourront acheter une version très particulière de ce modèle déjà vendu en France à trente-cinq mille exemplaires et dont le succès ne se dément pas.

Sont publiés au Journal officiel
du 26 août 1981 :

DES DECRETS

● Portant modification de
taux de calcul de diverses presta-
tions familiales, ainsi que des
règles d'ouverture du droit au
complément familial dans les
départements de la Guadeloupe,
de la Guyane, de la Martinique et
de la Réunion.

- Pris pour l'application de la loi portant institution d'un système de paiement mensuel de l'impôt sur le revenu.
- Accordant un permis exclusif de recherches de mines de schiste bitumineux et substances connexes.

DES ARRÊTES

Evolution probable du temps en
France entre le mercredi 26 août
0 heure et le jeudi 27 août à
21 heures :

Les perturbations circuleront encore sur l'Atlantique, le nord des îles Britanniques et la Scandinavie, autour des hautes pressions qui persisteront.

Jeudi 27 août, le temps restera ensoleillé en France; il y aura seulement quelques brumes le matin et, dans la journée, quelques nuages passagers. Les températures maximales et les températures maximales s'élèveront un peu.

Le mercredi 28 août, à 8 heures, la pression atmosphérique se situe au niveau de la mer était à Paris de 1 030,3 millibars, soit 772,8 millimètres de mercure.

Températures du premier chiffrage
 maximum de la journée du 23 août ; le
 second, le minimum de la nuit du
 24 août :
 Alais. 23 et 13 ; Arles. 23 et 13 ;
 Biarritz. 23 et 13 ; Bordeaux. 27 et
 13 ; Bourges. 23 et 11 ; Brest. 23
 et 13 ; Caen. 23 et 13 ; Clermont.
 19 et 11 ; Clermont-Ferrand. 23 et 13 ;
 Dijon. 23 et 11 ; Grenoble. 24 et 8 ;
 Lille. 23 et 12 ; Lyon. 23 et 6 ;
 Marseille. 29 et 13 ; Metz. 23 et 13 ;
 Nantes. 25 et 13 ; Nice. 25 et 18 ;
 Paris-Le Bourget. 26 et 10 ; Pau. 25
 et 13 ; Pauville. 23 et 13 ; Poitiers.
 24 et 10 ; Strasbourg. 23 et 9 ; Tours.
 24 et 12 ; Toulouse. 27 et 10 ; Pente-
 m. 23 et 14 ;
 Canaries et
 et 7 J.
 24 et 30

Températures relevées à l'étranger :
 Alger. 21 et 15 ; Amsterdam. 21 et
 15 ; Barcelone. 23 et 15 ; Berlin. 21 et
 15 ; Brême. 21 et 15 ; Copenhague. 21
 et 15 ; Hambourg. 21 et 15 ; Londres.
 21 et 15 ; Madrid. 21 et 15 ; Mexico.
 21 et 15 ; New-York. 21 et 15 ; Paris.
 21 et 15 ; Rome. 21 et 15 ; Saint-Péters-
 bourg. 21 et 15 ; Séville. 21 et 15 ;
 Valence. 21 et 15 ; Vienne. 21 et 15 ;
 Zollikon. 21 et 15 ;

VENDREDI 28 AOUT

VENDREDI 28 AOUT

« Manufacture des Gobelins », 14 h. 30, 42, avenue des Gobelins (M ^{me} Escheller).	21 h. (M ^{me} monum)
« Musée Carnavalet », 15 heures, 23, rue de Sévigné (M ^{me} Meyriel).	« Abn des Fr ^s Séverin
« Musée Rodin et hôtel Brion », 15 heures, 77, rue de Varenne (M ^{me} Vermeersch).	« Cat ^g 12 rue d'Alilleu
« Quartier du Marais illuminé ».	« Le m ^g m ^g s ^g la

PRÉVISIONS POUR LE 27-VIII-81 DÉBUT DE MATINÉE

10.30 10.30 10.25 10.25

Pa Or Bo Cl Mo

≡ Brouillard dans la région

PRÉVISIONS POUR LE 27 AOUT A 0 HEURE (G.M.T.)

et 14 : Bonn, 21 et 12 : Bruxelles, 21 et 12 : Le Caire, 35 et 21 : Îles Canaries, 32 et 24 : Copenhague, 19 et 13 : Dakar, 30 et 21 : Genève, 33 et 7 : Jérusalem, 30 et 29 : Lisbonne, 34 et 20 : Londres, 25 et 14 : Madrid, 32 et 17 : Moscou, 22 et 13 : Vainchi

26 et 16 : New-York, 26 et 17 : Palm de-Majorque, 28 et 14 : Rome, 28 16 : Stockholm, 18 et 13.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale)

« La paronymie »

Solution du problème n° 18

1. Réponse a. - L'*abduction* (n. f.) désigne le mouvement consistant à écarter un membre du corps. Son antonyme est *adduction* (n. f.) qui a aussi l'acception de « dérivation des eaux d'un lieu vers un autre ».
2. Réponse b. - On écrit indifféremment *dérôble* ou *arobôlisme* (n. m.) : synonyme de « médisance ». Un *arobolisme* est « l'édifice d'une doctrine colonnes sont : trois espaces ».
3. L'*agrovitis* ou *agrostide* (n. f.) est une graminacée fort courante, c'est donc la réponse a qui s'applique. La bonne, mais l'*agrovitis* (genre) est le nom d'un papillon dont la larve est le ver à soie. *Agrovitis* est du genre masculin.
4. L'*alcaraaz* (n. m.) [mais n. en espagnol] est une carafe et terre poreuse. - *Alcazar* (n. m.) désigne une forteresse ou un édifice blanchâtre qui se recouvre de fleurs, décorés dans le goût mauresque.
5. L'*ammonite* (n. f.) est un coquillage fossile. (réponse a.)
6. *Farangozes* : *amarante* (n. f.) désigne une plante à fleurs rouges. autre nom des poissons usuellement nommés *lemons* ou *équilles* et aussi non d'une vipère.
7. Réponse b. - Un *caprice* est le capichon des capucins (Capucin n. f.) se peut s'appliquer qu'à un animal. Le *caprice* chiloïte sauvage est surmonté d'une barbe de capucin, n. f.

1. Réponse c. — Caracole (n. f.) est un vieux mot par lequel on désignait jadis un escalier en colimaçon (on écrivait aussi caracol, sans e final; dans ce cas le mot était masculin). Le caracal (n. m.) est une sorte de lynx. Caracore (n. m.) est le nom d'une barque indonésienne.

8. Réponse a : *céraste* est nom (n. m.) d'une plante rustique appelée aussi *cérastium* (n. m.) pas d'accent; aigu sur l'e). Le *céraste* est une vipère à cornes.

9. Réponse a : une *chenière* est un bateau en bois de chêne. Un nid de chenilles est une *chenillère*; une plantation de chêne est une *chênaie*.

10. *Circe* (n. m.) est un autre nom du *charbon*, composée bien connue. Féminin, ce mot désigne une corbeille d'osier arrique (c'est aussi une sculpture préhistorique). Donc, les réponses a et b étalent bonnes puisque le genre du masculin n'était pas précisé. — La définition c, composée de la préfixe

PROBLEME N° 3003[illegible]

HORIZONTALLEMENT

I. Groupe d'hommes avec des
lions. — II. Enlèvement pour ranson-
ner. — III. Antiquaire de sombre.
Symbole. — IV. Sur le Sésie
Entraîne le « chien » au combat.
V. La « la » la « la » la « la » la
gagner une vedette. — VI. Abré-
viation: Associe la douceur et la
fermeté. — VII. Sert à rejeter
bien des choses: Torture parfois
avant d'être libéré. — VIII. En-
traîne un plat très poivré: A plu-
sieurs calories. — IX. Il s'en alla
un jour à Paris. — X. S'empoison-
ne l'acheteur, quelques-uns l'ont
l'œil: Retarde un acquiescement.
— générale des pensions: Elle
semp avant d'être servie.

VERTICALEMENT

1. Elle est choisie par un homme qui lui donne des fils. — 2. Est saisi par des ouvriers; I y en a dans les bouquins et dans les canards; Préfixe. — 3. Tous ses boulangers ont des couronnes. — 4. Est toujours un peu noir quand il sort du café. — 5. Étend dans son bassin. — 6. Ermit court; Ses buses sont fort utiles. — 7. Réunissent des soldats et des demoi-selles. — 8. Font bouillonner en déboulonnant. — 9. Symbole. Terme de science; Greffée.

Solution du problème n° 3002

Horizontalement
I. Céramiste. — II. Agalaxie ;
III. Cep : Nef. — IV. Hétaïre. —
V. Onche. — VI. Masan. — VII.
Ir : Intrus. — VIII. Sella. — IX.
Etat : Tc : A.R. — X. Réintégré.
— XI. Est : Enes.

Verticalement

1. Cache-misère. — 2. Egée; Arrêtes. — 3. Raptus; Lait (cf. «cannes»). — 4. Al; Ail. — 5. Marionnette. — 6. IX; Ru; Cep. — 7. Sinécure; Gê. — 8. Tee; Are (cf. «grenier»). — 9. Pres-

GUY BRONTY.

JOHN C. CARROLL, JR.

JEAN-PIERRE GILGON.

SOCIAL

Deux projets de loi et quatre circulaires pour étendre les libertés dans la Fonction publique

La C.F.D.T. et F.O. ne sont pas hostiles, sous conditions, à une cotisation de chômage des fonctionnaires

Ce ne semble pas être tout à fait l'avis de M. André Bergeron, qui a déclaré, le 25 août, à France-Inter, que la seule solution, puisque le gouvernement ne retenait pas son idée de lancer un emprunt pour couvrir le déficit de l'UNEDIC, était la « solidarité générale ». Dans ce cadre, le secrétaire général de F.O. s'est « interrogé » sur l'éventualité d'une participation des agents de l'Etat, mais il estime que « tout état de choses ainsi devrait être discuté lors d'une négociation globale sur le pouvoir d'achat des fonctionnaires ». Le comité Interministériel du 26 août (et non le conseil des ministres de ce 26 août) examinera le problème du financement de l'UNEDIC et devrait probablement trancher la question.

● **Manifestation des ouvriers de Francia.** — Une centaine d'ouvriers de l'usine Francia, de Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime), ont suspendu, mardi 25 août, le trafic de la voie ferrée privée desservant la zone industrielle afin de protester contre la menace de fermeture de l'usine.

ÉNERGIE

1 AFFAIRES

**LE CONTRAT
SIGNÉ PAR MANNESMANN
NE CONCERNE PAS
LE GAZ SIBÉRIEN**

Le contrat signé le 24 août entre l'U.R.S.S. et Mannesmann, une firme ouest-allemande, pour la livraison par cette dernière de 550 000 tonnes de tubes, n'est pas lié au projet de gazoduc géant permettant d'acheminer le gaz sibérien vers l'Europe, a précisé un porte-parole de Mannesmann le 25 août (le Monde du 26 août).

A la suite d'une dépêche de l'agence soviétique TASS qui affirmait que ce contrat était destiné au transport du gaz de Sibérie vers l'Europe, l'action Mannesmann s'était « envolée » à la Bourse de Francfort.

La firme ouest-allemande rappelle qu'elle fournit chaque année entre 500 000 et 1 million de tonnes de tubes à l'U.R.S.S. Quant aux négociations entreprises par plusieurs pays européens pour la livraison par l'U.R.S.S. de 40 milliards de mètres cubes supplémentaires de gaz par an, elles n'ont toujours pas abouti.

PRÉSIDÉE PAR M. DAVID DAUTRESME

**La commission sur l'épargne remettra son rapport
au printemps 1982**

La commission d'étude sur le développement et la protection de l'épargne sera présidée par M. David Daukrème, directeur général adjoint du Crédit lyonnais.

Léonine à plusieurs reprises par le ministre de l'économie et des finances, M. Jacques Delors, la nouvelle politique de l'épargne en France devrait s'articuler autour de quatre axes :

- l'épargne à long terme ;
- la possibilité d'assurer le financement des investissements ;
- traiter plus équitablement l'épargne populaire ;
- à travers la création, l'année prochaine, d'un « nouveau » livret A aux possibilités de placement.

Il est prévu que cette commission, composée d'un nombre relativement restreint de membres procède à de nombreuses auditions dans tous les milieux concernés avant de rédiger son rapport final au printemps 1982.

[Né en janvier 1934, ancien élève de l'ENSA (promotion « Albert Camus »), M. David Dautreume est entré en 1962 à la Cour des comptes en qualité d'auditeur. Il devrait être mis en service détaché en 1966 pour prendre les fonctions de contrôleur général de la Caisse des dépôts et consignations, après avoir été notamment sous-directeur général adjoint de la

● L'indice trimestriel de production industrielle en France, calculé par l'INSEE a baissé de 3 % au premier trimestre 1980 par rapport au trimestre précédent 1980, passant sur la base 1970 de 131 à 127 (bâtiment, énergie, biens d'équipement et travaux publics exclus). En 1979, c'est-à-dire au premier trimestre 1980, la baisse est de 7,3 %. Elle est de 1,2 % pour les industries autres qu'industries produisant des biens intermédiaires (2,1 % en un an), des industries de consommation (— 8,4 %) ou des industries de biens d'équipement (— 1,4 %). Seules les industries de la transformation des métaux, des résines, du caoutchouc et des plastiques ont pu augmenter au premier trimestre qu'il y a un an à la même époque (— 0,5 %). L'indice trimestriel est toujours public, mais de longs délais de fabrication de l'appareil de fabrication fiable que l'indice mensuel, prend très peu en compte.

[illegible]

M. SÉGUY : le changement n'est pas garanti

M. Georges Ségué estimant dans un éditorial du *libhebdomadaire* de la C.G.T., *le Peuple*, que « l'essentiel est de savoir si nous avancerons ou non sur la voie du changement réel », a écrit : « à cet égard, rien n'est gain. Enquêter, réfléchir, attendre, négocier de la situation actuelle ».

Le secrétaire général de la C.G.T. a écrit : « une majorité parlementaire au sein de laquelle les réformes économiques et politiques indispensables à une avancée durable sont prises ».

Il a écrit : « une forte pression européenne et internationale de toutes les forces conservatrices ».

Il a écrit : « un patronat décidé à user de tous les moyens dont il dispose ».

Faisant le bilan de l'action gouvernementale, M. Séguéy affirme qu'il y a « peu de similitudes » entre la rentrée sociale de 1981 et celles enregistrées « depuis plus de trente ans » : des relations sont établies entre la C.G.T. et les représentants de l'Etat, les premières mesures sociales « sont globalement appréciables » même si certaines d'entre elles (SMI, salaires, secteur public) sont insuffisantes.

A propos du nécessaire « *renforcement du syndicat de classe* » qui est l'« *une des conditions majeures du succès* », le dirigeant

**LA C.F.D.T.
DEMANDE A ÊTRE REÇUE
PAR LE NOUVEAU PRÉSIDENT
DE LA R.A.T.P.**

L'union régionale parisienn
C.F.D.T. demande à être reçu
par M. Claude Quin, nouvea
président du conseil d'adminis
tration de la R.A.T.P., pour h
faire part de ses propositions
concernant l'amélioration de
conditions de transport » en Il

Dans une lettre à M. Quin, le syndicat réclame notamment « l'ajustement par l'employeur du trajet domicile-travail », mais estime que demander en même temps l'augmentation de la prime de transport « est une revendication démagogique ». La C.F.D. proteste en outre contre « les projets de réduire le nettoyage du métro ».

OCAGE GÉNÉRALISÉ
estime la C.F.D.T.

PRIX

**LE RETOUR AU
SERAIT INEFFICACE**

Des hôteliers dans les hausses abusives de prix

Les hausses abusives de prix qui prennent un piège voyageurs et vacanciers n'ont pas manqué de se produire cet été, année encore, dans les Alpes-Maritimes : cinquante-dix cafés, une dizaine d'hôtels qui ont dépassé le « raisonnable » de l'augmentation de leurs prix vont être poursuivis par la justice. Les poursuites nées par ailleurs de l'application des directives données par le ministre de l'économie et des finances, M. Jacques Delors, le 10 août 1981.

affaires santonaises
des-Maritimes

services compétents des pré-
tures p.

De son côté, l'Asseco, Association études et consommation de la C.F.D.T., vient de des propositions pour le contre la hausse des prix, généralisé ne serait pas une solution plus efficace aujourd'hui qu'avant la libération totale décidée par MM. Barre et Morice. Aussi la C.F.D.T. propose-t-elle comme solution des procédures les prix flambent

Interrogé à ce sujet, le journal télévisé, « Antenne Midi », le mardi 25 août, M. André Henri, ministre du Commerce, a indiqué qu'après avoir consulté Mme Catherine Lualaba, ministre de la Consommation, il a étudié l'opportunité d'une campagne sur les pratiques de vente des magasins. Cette campagne consistera en l'information des commerçants, par biais des associations professionnelles, et celle des consommateurs, par le moyen de la radio, qui lui donnera les moyens de se renseigner, les moyens de défendre et, les cas échéant, de protester (...) après des consultations des fraudes ou

décision spéculative. la diffusion rapide de relevés de prix usagers organisés dès que hausses anormales sont constatées, le contrôle du respect des engagements de modération par les professionnels, la décentralisation du marché de (Rungis). Le C.F.D.T. souhaite que des sanctions astringentes à l'encontre de ceux qui anticipent les hausses pratiquent des ententes illégitimes. De même, les pouvoirs publics pourraient intervenir en réduisant le taux de T.V.A. sur certains produits, et en priviliégiant les circuits courts, notamment le secteur coopératif.

PRÉFECTURE DU PAS-DE-CALAIS
Bureau du Secrétariat Général et de la Coordination
AVIS

— Construction par E.D.F. de la station de conversion de l'interconnexion France-Angleterre.
— Poste 400 KV MANDARINS au territoire de la commune de BONNINGUES-LES-CALAIS.

ENQUÊTE PRÉALABLE A LA DÉCLARATION
D'UTILITÉ PUBLIQUE

[illegible]

M. le commissaire-enquêteur recevra le public à la mairie de BONNINGUES-LES-CALAIS les trois derniers jours de l'enquête, c'est-à-dire les 22, 23 et 24 septembre, de 14 h 30 à 18 h 30.

Une copie du rapport de M. le commissaire-enquêteur contenant ses conclusions motivées sera déposée à la mairie de BONNINGUES-LES-CALAIS.

ÉTUDE D'IMPACT

L'étude d'impact pourra être consultée à la préfecture du Pas-de-Calais, à la sous-préfecture de Calais, à la mairie de BONNIQUEUX-LES-CALAIS et à la direction interdépartementale de l'Industrie, 941, rue Charles-Bourseul, 99800 DOUAI, aux jours et heures d'ouverture des bureaux, jusqu'à la fin de la réalisation de l'ouvrage.

Pour le PRÉFET,
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,
Maurice SABORIN.

RURUNDI

APPEL D'OFFRES POUR UN CHEF DES TRAVAUX PUBLICS DE GITEGA

DESCRIPTION DE POSTE

TITRE : Chef des Travaux de l'Ecole des Travaux Publics de GITEGA.

LIEU : GITEGA, capitale ville du Burundi, à 110 Km de Bujumbura.
(Capitale de la République du Burundi).

TYPES D'ECOLE : Ecole Technique de Génie civil comprenant quatre sections principales de niveau AS (équivalent des Sections Principales d'Administration) et du Brevet de Technicien en Administration ;
Techniciens du Sûreté
Topographes - Techniciens du Matériel et des Travaux Publics

DUREE DU CONTRAT : quatre années à partir du 1er septembre 1982.

QUALIFICATIONS REQUISES : Ingénieur des Travaux Publics ou Diplômé équivalent avec une bonne connaissance de la Topographie et des Méthodes du Matériel et des Travaux Publics ; au moins 5 années dans plus une expérience dans les mêmes travaux de l'enseignement technique, comme Chef des Travaux de préférence, et une bonne expérience des chantiers.

CONNAISSANCES : Français : Langue maternelle ou langue d'enseignement au cours des études.
Anglais : Bonne connaissance de l'anglais écrit.

Les personnes intéressées par cet appel d'offres peuvent adresser leurs candidatures à :

M. le Directeur du Bureau du Projet Education
Boite postale 2250 - BUJUMBURA.

Elles pourront auprès de lui tous autres renseignements.

هكذا من الاصل

ÉTRANGER

L'inflation aux États-Unis

(Suite de la première page.)

Pourquoi, dès lors, M. Volcker relâcherait-il sa pression ? Ce qui se passe aux États-Unis n'est évidemment pas l'interrogation sur les chances d'une reprise de l'économie mondiale à la fin de l'année.

Les raisons d'optimisme apparaissent d'autant moins nombreuses que la R.F.A. — partenaire commercial numéro un de la France — conduit une politique économique qui ne va pas précisément relancer l'activité outre-Rhin. Le chancelier Schmidt a annoncé il y a une dizaine de jours que, pour réduire le déficit budgétaire de l'Etat, il allait proposer d'augmenter les impôts sur le revenu ou à la rigueur sur la consommation. La déclaration de M. Schmidt a fait beaucoup de bruit, parce que, pour la première fois, le chancelier a reconnu que les taux d'intérêt très élevés pratiqués en R.F.A. n'étaient pas seulement dus à la politique monétaire, mais aussi à la conséquence du désordre des finances publiques en Allemagne.

Ainsi, malgré les rancœurs éprouvées par Bonn à l'égard de la politique américaine, et probablement dans le désir — manifesté en marge de la conférence d'Ottawa — de voir le DM prendre sa revanche sur le dollar, M. Schmidt colle de plus en plus aux politiques menées par M. Reagan ou Mme Thatcher. Il n'est donc pas surprenant que nombre d'experts, au premier rang desquels M. Otto Schleich, secrétaire d'Etat à l'économie, répondent à l'année prochaine l'éventualité d'une reprise outre-Rhin.

ALAIN VERNHOL.

En Grande-Bretagne

PRÈS DE TROIS MILLIONS DE PERSONNES SONT TOUCHÉES PAR LE CHOMAGE

Les chiffres publiés le 25 août par le ministère du travail britannique font apparaître une nouvelle détérioration de l'emploi au Royaume-Uni : ils font état, à la date du 13 août, de 2 940 497 chômeurs, soit 12,2 % de plus qu'au mois de juillet.

On fait valoir au ministère, d'une part, que les chiffres d'août sont un peu gonflés puisque évalués sur cinq semaines au lieu de quatre en temps normal, d'autre part, qu'ils marquent un léger ralentissement dans le rythme d'accroissement du chômage.

En effet, alors qu'au début de l'année 60 000 postes étaient supprimés chaque mois, on n'en compte aujourd'hui plus que 40 000.

Toujours de sources officielles, on estime que les mesures spéciales d'aide à l'embauche ont permis à 728 600 personnes de trouver du travail en juillet (soit 94 300 de moins qu'en juin) et de sauvegarder 205 emplois, soit 20 000 de moins qu'en juin.

Enfin, il faut noter que la grève de la fonction publique qui a duré 21 semaines, pour se terminer au mois d'août, a eu une influence défavorable sur les statistiques ajustées des variations saisonnières qui se sont trouvées artificiellement gonflées de 30 000 personnes du fait de la grève.

Cette aggravation du chômage a déclenché une fois de plus une vague de protestations de la part du parti travailliste et des syndicats.

Affaires

● La firme américaine Eastman-Kodak, l'un des grands de la pellicule photographique, s'est refusé, mardi 25 août, à commenter la présentation par la société japonaise Sony d'un appareil où le film est remplacé par un support magnétique. Le vice-président de Kodak, M. John Robertson, a simplement déclaré qu'un tel appareil devrait coûter moins de 500 dollars — contre 650 dollars annoncés par Sony — « avant de pouvoir susciter l'intérêt d'un faible segment du marché et que la photographie traditionnelle demeurerait la principale forme de prises de vue au cours des années 80 ».

Selon certaines informations, on pense toutefois que Kodak et Polaroid travailleraient sur ce type d'appareils. — (A.F.P.)

● Le département optique de Rottel-Singapore a été racheté par une société britannique, United Scientific Holdings. A la suite du dépôt de bilan de la firme Rottel en R.F.A., à la fin du mois de juin, 900 travailleurs sur les 3 900 que la société emploie à Singapour, avaient été licenciés. Le département optique conservera ses 450 salariés. Il produit des objectifs de projecteurs et des prismes pour les marchés allemand et japonais notamment. — (A.F.P.)

● COPPER-RUST, filiale d'ingénierie du groupe Lafarge-Coppes, sera le chef de file d'un consortium pour la construction d'une usine d'engrais « clé en main » aux Philippines. Le contrat, qui s'élève à environ 1,5 milliard de francs, a été signé avec la Philippine Phosphate Fertilizer et de la République de Saur, en Polynésie. L'usine devrait produire en 1984 1 500 tonnes/jour d'acide sulfurique, 1 200 tonnes/jour d'acide phosphorique et des engrais complexes.

Energie

● Indices de pétrole en Aquitaine. — Le groupe Elf-Aquitaine annonce dans un communiqué publié le 25 août la découverte d'indices pétroliers lors d'un forage sur le permis de Chalosse-Biscoste en Aquitaine. Elf-Aquitaine détient seule ce permis. Un test effectué en cours de forage a permis d'obtenir 14 mètres cubes d'huile en 160 minutes. Des travaux seront menés après achèvement du forage pour déterminer l'intensité des indices rencontrés.

● Nouvelle découverte de pétrole en mer du Nord. — Une nouvelle découverte vient d'être effectuée en mer du Nord par la compagnie américaine Conoco, opératrice pour un consortium qui comprend la B.N.O.C. (14,66 %), Deminor (16,34 %), E.P.F. (16,5 %), Seagrams (20 %), F.R. McGee (12,5 %), Conoco (14 %) et Hunt Oil (7 %). Le délit obtenu a été de 400 barils par jour de pétrole léger, 160 kilomètres à l'est de Peterhead en Ecosse.

● L'incendie de la raffinerie de Shuaiba du Koweït est maîtrisé. — L'incendie qui avait éclaté jeudi dernier dans les réservoirs de la raffinerie de pétrole de Shuaiba au Koweït, a été définitivement maîtrisé et ne présente plus de danger, a annoncé le 25 août le ministre

koweïtien du pétrole. Une enquête a été ouverte sur les causes du sinistre. Si les autorités gouvernementales se sont empressées de juger « peu probable » qu'un acte terroriste soit à l'origine de l'incendie, cette hypothèse semble retenue par les milieux diplomatiques et pétroliers.

Etranger

ETATS-UNIS

● Accord salarial dans les postes. — Les employés des postes ont ratifié à une large majorité le texte de la convention collective adoptée le 21 juillet dernier par les syndicats et le service fédéral des postes, ont annoncé, mardi 25 août à Washington, les représentants syndicaux. L'accord prévoit une augmentation des salaires de 2 100 dollars en trois ans pour chaque employé, ainsi qu'un réajustement périodique en fonction du coût de la vie. Il s'agit de la première convention collective de fonctionnaires ratifiée depuis que le gouvernement a licencié douze mille contrôleurs aériens pour fait de grève. — (A.F.P.)

Social

● Le C.N.P.F. et la garde des enfants. — Le C.N.P.F. recommande, dans une circulaire, aux chefs d'entreprise d'accorder des assouplissements d'horaires le jour de la rentrée des classes aux parents qui le souhaitent.

● M. Edmond Maire a déclaré mardi 25 août que l'impôt sur la fortune, auquel il est « tout à fait favorable », ne doit pas être seulement un impôt « de principe » et qu'il devrait comprendre également « l'impôt de travail », car de nombreuses entreprises « s'arrangent » pour ne pas déclarer de bénéfices fiscaux.

Le secrétaire général de la C.F.D.T. a ajouté en commentant sur T.F.I. les mesures fiscales prévues dans le projet de budget 1982 qu'il faudrait que le gouvernement prenne des « mesures énergiques » pour augmenter l'impôt sur les très hautes tranches de revenus, étant donné que la France est le pays le plus « inégalitaire » parmi les nations développées.

Enfin, M. Maire a mis l'accent sur le rôle des « entreprises » de prestations familiales demandant la « suppression » du quotient familial qui favorise « outrageusement » les hauts revenus.

● La Confédération générale des cadres « n'est pas hostile » à l'imposition des grosses fortunes, a déclaré mardi 25 août, M. Jean Menu à T.F.I., car cela contribuera à « réduire l'injustice » d'un système fiscal qui frappe beaucoup plus les petits revenus du travail que le capital.

Cependant, pour le président de la Confédération française de l'encadrement C.F.E.C., cet impôt devra « être progressivement étendu » afin de ne pas entraîner un accroissement de la fraude fiscale.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE NATIONALE DE PARIS

La situation au 30 juin 1981 s'élève à 449 milliards 506 millions de francs.

Au passif, la rubrique « Banques, Organismes et Etablissements financiers » a augmenté de 12 737,7 millions (comptes à vue) et 100 335,4 millions (comptes et emprunts à échéance).

Les comptes de sociétés, entreprises individuelles et divers s'inscrivent pour 38 014,5 millions (comptes à vue) et 48 808,5 millions (comptes à échéance).

Les comptes de particuliers atteignent 30 811,5 millions (comptes à vue), 17 255,5 millions (comptes à échéance) et 15 875,1 millions (comptes d'épargne à régime spécial).

Les bons de caisse s'inscrivent pour 38 206,8 millions.

Le total des ressources de clientèle s'élève à 185 110,4 millions.

A l'actif, les crédits à la clientèle s'élèvent pour le portefeuille à 183 755,9 millions, répartis comme suit : 450,7 millions de crédits commerciaux, 34 252,5 millions de crédits à court terme, 34 322,5 millions de crédits à moyen terme, 39 984,1 millions de crédits à long terme.

Les comptes débiteurs atteignent 30 173,9 millions.

Les banques, organismes et établissements financiers s'inscrivent pour 134 322,5 millions (comptes à vue) et 134 322,5 millions (comptes et prêts à échéance).

Le total de la situation consolidée du groupe à la date du 30 juin 1981 s'établit à 449 milliards 506 millions de francs.

La situation au 30 juin 1981 s'élève à 449 milliards 506 millions de francs.

Au passif, la rubrique « Banques, Organismes et Etablissements financiers » a augmenté de 12 737,7 millions (comptes à vue) et 100 335,4 millions (comptes et emprunts à échéance).

Les comptes de sociétés, entreprises individuelles et divers s'inscrivent pour 38 014,5 millions (comptes à vue) et 48 808,5 millions (comptes à échéance).

Les comptes de particuliers atteignent 30 811,5 millions (comptes à vue), 17 255,5 millions (comptes à échéance) et 15 875,1 millions (comptes d'épargne à régime spécial).

Les bons de caisse s'inscrivent pour 38 206,8 millions.

Le total des ressources de clientèle s'élève à 185 110,4 millions.

A l'actif, les crédits à la clientèle s'élèvent pour le portefeuille à 183 755,9 millions, répartis comme suit : 450,7 millions de crédits commerciaux, 34 252,5 millions de crédits à court terme, 34 322,5 millions de crédits à moyen terme, 39 984,1 millions de crédits à long terme.

Les comptes débiteurs atteignent 30 173,9 millions.

Les banques, organismes et établissements financiers s'inscrivent pour 134 322,5 millions (comptes à vue) et 134 322,5 millions (comptes et prêts à échéance).

Le total de la situation consolidée du groupe à la date du 30 juin 1981 s'établit à 449 milliards 506 millions de francs.

TRANSPORTS

LES RÉGIONS DÉFENDENT LEURS TRAINS

BRETAGNE : le symbole de Quimper

De notre correspondant

Quimper. — Les seules comités de défense des dessertes ferroviaires bretons vont-ils bientôt, après plusieurs mois de silence, reprendre leurs actions ? On en parle de plus en plus, et ce pour plusieurs raisons. Parce que des procès de militants qui avaient, en signe de protestation, retardé des trains, sont annoncés pour le mois prochain à Quimper. Et aussi parce que, malgré le récent changement politique, la S.N.C.F. semble vouloir continuer sa politique de restriction jugée néfaste par l'ensemble des syndicats et des forces de gauche de la région.

On réalise, entre les responsables de la société nationale, soucieux d'équilibrer leur budget, et les militants bretons qui considèrent les liaisons ferroviaires comme un atout pour un éventuel développement économique, il y a beaucoup plus qu'une simple incompréhension : deux conceptions de la mission de la S.N.C.F., entre lesquelles le gouvernement devra inévitablement choisir, s'affrontent.

C'est pourquoi le débat qui va s'ouvrir aura une valeur de symbole, et les solutions adoptées auront un impact national.

Les premiers comités de défense reprennent le 27 août, lorsque les trains rapides commenceront à

éviter certaines gares, et notamment celle de Quimper. S'agit-il de tester la combativité des élus et de la population ? Toujours est-il que, devant l'ampleur des réactions, les mesures furent rapportées.

Néanmoins, en 1978, la S.N.C.F. décida de remettre l'ouvrage sur le métier. Ses dirigeants envisageaient d'appliquer progressivement la réduction des dessertes, à l'exception de la gare de Quimper, qui prévoyait la fermeture des services voyageurs dans les villes ne comptant pas 20 000 habitants et situées à moins de 70 kilomètres d'une autre gare, tandis que les trains de marchandises devaient cesser de desservir les villes où le tonnage annuel était inférieur à 30 000 tonnes. Sur les 173 gares que possède la Bretagne, 133 risquaient de disparaître. Les manifestations reprirent de plus belle. Mais cette fois la S.N.C.F. était déterminée et les procès se multiplièrent, avec parfois, à la clé, de lourdes peines. C'est ainsi que pour avoir arrêté, le 27 avril 1980, le Quimper-Toulon en gare de Quimper, sept militants furent condamnés à 2 500 francs d'amende chacun. Au total, plus de quatre-vingt personnes comparurent devant les tribunaux.

JEAN LE NAOUR.

PROVENCE : les espoirs de Digne

De notre correspondant

Digne. — Il est urgent de définir une politique active des transports ferroviaires dans les Alpes du Sud, ont rappelé les responsables C.G.T. des Alpes-de-Haute-Provence et des Alpes-Maritimes, réunis lundi 24 août à Digne, à l'initiative des cheminots de Provence.

La liaison Nice-Digne par le chemin de fer de Provence — le « train des Pignes » — ne doit plus être seulement un objet de folklore. Il est à présent primordial de la développer dans le cadre d'une véritable action du service public. Tel est l'objectif recherché depuis plusieurs années par le personnel C.G.T. du réseau (80 % des personnes employées) mais qui prend à présent une nouvelle dimension depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Le chemin de fer de Provence est le seul moyen de liaison directe entre les Alpes du Sud et les Alpes du Nord. C'est aussi le plus court, et le moins cher. De nombreux villages de l'arrière-pays, de la Haute-Vallée, de la Bléone, sont desservis par cette ligne qui double un réseau routier inadéquat, saturé l'été, aménagé ou verglacé l'hiver. C'est également un moyen d'enrayer l'exode rural en rompant l'isolement de certaines vallées. Ce sont enfin cent cinquante foyers qui vivent directement de l'activité de ce train.

Le nombre de voyageurs ayant augmenté de 50 % en trois ans (il est passé de 177 000 en 1977 à 330 000 en 1980), et le trafic des marchandises ayant progressé de 40 % en une année, un quelconque démantèlement de cette ligne apparaît intolérable aux yeux des syndicalistes.

Ces derniers envisagent donc toute une série de mesures de redressement, et d'abord une modernisation du matériel et des infrastructures existantes : l'adaptation des horaires, l'aménagement des correspondances, le prolongement, au-delà de la saison estivale de la liaison Nice-Genève par le « Alpagur », le développement des messageries, l'adaptation du trafic à un véritable tourisme familial et social (classes de neige et classes vertes) et la mise en place d'un service d'information et de promotion.

Pour atteindre ces objectifs, les cheminots C.G.T. proposent un plan en trois étapes. La première serait la participation de l'Etat au fonctionnement et aux investissements du réseau. Actuellement le déficit est de l'ordre de 8,5 millions de francs répartis entre les départements des Alpes-Maritimes et des Alpes-de-Haute-Provence, les villes de Nice et Digne (cette dernière ayant d'ailleurs plafonné sa participation, depuis cette année, à 2 200 000 F.). Le rattachement de la ligne au réseau S.N.C.F. et le bénéfice pour ses agents du statut S.N.C.F., constituerait la seconde étape. La troisième, enfin, verrait la mise à vote normale du réseau, actuellement à écartement métrique.

Ces propositions seront, bien sûr, soumises à l'attention du ministre des transports dans les meilleurs délais. Mais les départements et les communes concernées auront également leur mot à dire.

FRANÇOIS DE BOUCHONY.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ bas + haut	Rep. + en Dep.	Rep. + en Dep.	Rep. + en Dep.
S. E.-U.	5,9550 5,9750	- 60 - 5	- 150 - 50	- 500 - 300
S. can.	4,5150 4,5270	- 250 - 150	- 400 - 300	- 950 - 750
Yen (100)	2,5550 2,5650	+ 300 + 300	+ 400 + 500	+ 1200 + 1400
D. M.	2,2950 2,2990	+ 80 + 130	+ 180 + 250	+ 500 + 630
Florin	2,1550 2,1650	+ 60 + 110	+ 120 + 180	+ 400 + 500
F. S. (100)	14,6550 14,7150	- 800 - 400	- 1300 - 800	- 2300 - 1800
F. S.	2,7550 2,7650	+ 150 + 250	+ 350 + 450	+ 1150 + 1150
L. (1 000)	4,5700 4,5820	- 600 - 500	- 1200 - 1000	- 3300 - 2900
S.	10,8550 10,8650	+ 250 + 500	+ 550 + 850	+ 1750 + 2150

TAUX DES EURO-MONNAIES

	13 3/4	13 1/4	13	12 3/4	12 1/2	12	11 3/4	11 1/2	11	10 3/4	10 1/4	10
S. E.-U.	13 3/4	13 1/4	13	12 3/4	12 1/2	12	11 3/4	11 1/2	11	10 3/4	10 1/4	10
S. can.	13 3/4	13 1/4	13	12 3/4	12 1/2	12	11 3/4	11 1/2	11	10 3/4	10 1/4	10
Yen (100)	25	20	21	25	25	25	25	25	25	25	25	25
F. S.	1	2	8 1/2	2	8 1/2	2	8 1/2	2	8 1/2	2	8 1/2	2
L. (1 000)	25	28	33	25	33	33	25	33	33	25	33	33
F. français	13 1/2	13	13	13 1/2	13	13	13 1/2	13	13	13 1/2	13	13

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Pour votre
DEMEAGEMENT
ODOUL AGENT
demeco
16, rue de l'Atlas-75019 Paris 208 10-30

John D. and Catherine T.
MacArthur Foundation

has appointed the undersigned
as Exclusive Agents for the Divestiture of

Bankers
Life and Casualty Company
and subsidiaries

Bankers, headquartered in Chicago, is one of the largest independent writers in the United States of a broad line of individual accident and health and ordinary life policies and engages in related multi-line insurance activities. Bankers or its subsidiaries also own a large portfolio of prime office, residential and commercial properties in New York City and extensive land and related properties in Southern Florida, primarily Palm Beach County.

WARBURG PARIBAS BECKER
A. G. Becker

LAZARD FRERES & CO.

August 1981

502 من الأصل

هكذا من الاحل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. NORD-SUD : « Un monde en développement », par Vincent Cosmo ; « Un livre d'Alain Plantey : « La sociologie ou l'apocalypse », par Maurice Delarue.

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT : Le sommet d'Alexandrie. — LIBYE : Tripoli pourrait permettre l'installation de bases soviétiques. 4. EUROPE : POLOGNE : la direction de Solidarność cherche à contenir les conflits locaux. 4. AFRIQUE : La recherche d'un règlement du conflit libérien. 4. AMÉRIQUES : Le Quai d'Orsay minimise les propos de M. Chanderagor sur le Québec : « Les grands principes de la carte », une libre opinion de Philippe de Saint-Robert. 5. ASIE

POLITIQUE

6. POINT DE VUE : Néoréalisme : « Les racines des choses », par Olivier Stin.

SOCIÉTÉ

8. La défense des droits de l'homme. 1. L'abolition de la peine de mort. 1. MÉDECINE : 18. ÉDUCATION : 18. SCIENCES : 18. ITINÉRAIRES : « A la recherche des temps perdus » (III), par Yvonne Rébeval.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

9. Entrées avec l'architecte J.-M. Pél, par Jacques Michel : l'Espagne du passé. 9. Le « Mostly Mozart » : Festival de New-York, portrait de Jane, par Mithilde Le Berdonn. 10. et 12. « Festivals dans les Caraïbes », par Catherine Humbert. 11. à 13. RADIO-T.V. : programmes hebdomadaires. 13. U. « L'Asiatique ». 14. Programmes, Festivals et Expositions.

ÉCONOMIE

21. CONJONCTURE : l'emprunt d'Etat de 8 milliards de francs sera lancé le 10 septembre. 22. SOCIAL : 22. ÉTRANGER : 22. TRANSPORTS : les régions défendent leur train.

RADIO-TELEVISION (13) INFORMATIONS « SERVICES » (20) :

La maison : Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel ; Jeux.

Annouces classées (19) : Carnet (17) ; Programmes spectacles (14, 18 et 17) ; Bourse (23).

Le Monde

● UNE INTERVIEW DE M. RADIN-TER, ministre de la justice. ● IDÉES : La fin de la peine de mort (Edgar Faure, J. Madanle). ● LE MONDE DES LIVRES : La rentrée littéraire ; voyages en littérature étrangère ; la Yeugoslavie.

Le numéro du « Monde » daté 26 août 1981 a été tiré à 528 710 exemplaires.

le jeudi
27 août
réouverture
CAPELOU

les belles littéraires et tout ce qui se transforme en lit
37, av. de la République (11^e)
M^{me} Parnaud - 337.46.35

A B C D E F G

Au conseil des ministres

LES DROITS DU PARQUET DEVANT LES TRIBUNAUX DE COMMERCE SERONT ÉTENDUS

Le conseil des ministres devait adopter, le mercredi 26 août, un projet de loi relatif à la législation commerciale. Il s'agit de donner au parquet, qui a pour mission de représenter les pouvoirs publics, des droits égaux à ceux des créanciers, des débiteurs ou du syndic, dans les procédures suivantes : règlement judiciaire, liquidation de biens, suspension provisoire des poursuites.

Cette initiative du gouvernement suscitée par le dépôt de bilan de Boussac-Saint-Frères du groupe Agache-Willot, sera suivie d'une réforme plus en profondeur des tribunaux de commerce. Celle-ci devrait être présentée au Parlement au printemps 1982 (*Le Monde* du 4 août 1981).

M. CUREAU EST NOMMÉ PRÉFET DU TERRITOIRE DE BELFORT

Le conseil des ministres, réuni mercredi matin 26 août, a approuvé la nomination de M. Gérard Cureau, comme préfet du Territoire de Belfort. M. Cureau, succédant à M. Jean Blachère, nommé le 8 août dernier préfet de l'Ariège. Cette nomination entre dans le cadre du processus qui doit permettre au gouvernement d'élire à la fin de l'été, de procéder au changement des titulaires de toutes les préfectures. Ce mouvement avait commencé le 8 juillet dernier (*Le Monde* du 10 juillet).

Un autre satellite a aussi perdu une partie de son mystère. Enceinte, vu par Voyager-1, avait une surface lisse, dépourvue du moindre cratère. Cette apparence suggère une fusion complète de la surface à une date récente, et l'on s'interrogeait sur sa cause. Les photographies prises par Voyager-2, nettement meilleures que celles obtenues il y a six mois, montrent l'existence de cratères dans certaines régions. D'autres régions sont lisses. Le fond du problème n'est pas changé. Il y a eu fusion de la surface. Mais, puisque n'est que partielle, à

Candidat aux élections cantonales à Neuve-Maison en septembre 1982, M. Cureau avait été élu conseiller général de la région de Belfort. Il avait été auparavant inspecteur principal des P.T.T. de 1967 à 1972 en qualité d'assistant à la faculté de droit et de sciences économiques de Nancy. M. Cureau avait été candidat à l'élection partielle qui avait permis en juin 1976 à M. Servan-Lacroix d'être élu député de la première circonscription de Meurthe-et-Moselle.

LA ROTATIVE GOSS DE « FRANCE-SOIR » A BIEN ÉTÉ VENDUE

La direction de France-Soir a signé, lundi 24 août, un acte pour la vente de la rotative Goss de ses ateliers de la rue Réaumur (qui n'est plus en service depuis que le quotidien est tiré à La Plaine-Saint-Denis, dans le complexe technique créé par M. Robert Hersant). Tel est la seule confirmation obtenue mardi 26 août par les élus du personnel de France-Soir qui avaient demandé la réunion extraordinaire du comité d'entreprise de Presse-Alliance, société éditrice du quotidien, dans l'espoir d'obtenir une information officielle sur les rumeurs persistantes relatives à la vente du journal (*Le Monde* du 18 août). M. Jacques Hersant, directeur de la gestion, répondait que « il n'y avait pas d'acheteur pour France-Soir » (dont son père, M. Robert Hersant, partage la propriété avec M. Paul Winkler).

Les élus de l'ensemble du personnel ont à nouveau affirmé qu'ils « sont prêts à se battre pour le maintien en l'état de tout le potentiel de l'entreprise, la rotative Goss faisant partie de ce potentiel ». « Des démarches ont été entreprises dans la première semaine du mois d'août, afin de surseoir aux décisions de vente de la rotative, soulignent-ils dans un communiqué, mais la direction a passé outre. »

● Les trois quotidiens de l'île de la Réunion n'ont pas paru mardi 26, ni mercredi 26 août, en raison d'une grève des personnels d'imprimerie. Le conflit a commencé vendredi dernier avec la grève du personnel de la S.A.F.I. société qui imprime le *Quotidien de la Réunion*, afin d'obtenir notamment une augmentation de salaire de 15 %. Après l'échec d'une première négociation, engagée lundi 24 août, les ouvriers du travail et du secteur presse de la société qui imprime le journal communal *Témoignage*, et de celle qui imprime le *Journal de l'île de la Réunion* se mettaient en grève dès lundi soir.

APRÈS AVOIR TRAVERSÉ LES ANNEAUX DE SATURNE

Voyager-2 se dirige vers Uranus

La sonde spatiale Voyager-2, qui avait quitté la Terre le 20 août 1977, est passée, ce mercredi 26 août, à 5 h 25 (heure française), à 101 000 kilomètres de Saturne. Quelques minutes plus tard, elle a disparu derrière la planète. Compte tenu des quatre-vingt-sept minutes nécessaires à la propagation des ondes radio entre Saturne et la Terre, la réception devait reprendre à 5 h 58. A l'heure dite, les signaux ont été reçus... et les astronomes soulagés. Car pendant son passage derrière Saturne, Voyager-2 traversait le plan des anneaux, dans une

Il y a six mois, Voyager-1 décrivait Saturne, satellite de Saturne, une longue vue d'aspect étrange. Son orbite était peu claire. En photographiant l'autre face de Thétys, Voyager-2 a résolu le problème. La sonde vient de révéler l'existence d'un énorme cratère de 400 kilomètres de diamètre — à comparer au diamètre de Thétys, qui est de 1 000 kilomètres. Il a fallu, pour croquer ce cratère, un choc effroyable, sans doute le plus violent dont on ait la trace. Sous ce choc, Thétys s'est pratiquement cassé en deux : la vallée observée par Voyager-1 est la cicatrice de cette fracture ; et le choc avait été un peu plus fort encore, Thétys n'aurait plus été une planète.

Un autre satellite a aussi perdu une partie de son mystère. Enceinte, vu par Voyager-1, avait une surface lisse, dépourvue du moindre cratère. Cette apparence suggère une fusion complète de la surface à une date récente, et l'on s'interrogeait sur sa cause. Les photographies prises par Voyager-2, nettement meilleures que celles obtenues il y a six mois, montrent l'existence de cratères dans certaines régions. D'autres régions sont lisses. Le fond du problème n'est pas changé. Il y a eu fusion de la surface. Mais, puisque n'est que partielle, à

Deux manifestations antinucléaires A MÉZIDON (Calvados), UN TRAIN DE COMBUSTIBLES IRRADIÉS EST BLOQUÉ EN GARE. A GOLFECH, DES COUPS DE FEU SONT TIRÉS CONTRE LA MAISON D'UN DIRECTEUR D'E.D.F.

Plusieurs balles d'un pistolet de calibre 11,43 ont été tirées, au cours du dernier week-end, contre les volets de la maison de M. Silvestre, directeur d'E.D.F. du chantier de la centrale nucléaire de Golfech (Tarn-et-Garonne).

Le Comité régional d'information et de lutte antinucléaire (C.R.I.L.A.) et la C.F.D.T. font obstacle à la déclaration de M. Pierre Mauroy indiquant que la Ene va récupérer pas de combustibles irradiés. Le débat sur l'énergie, en octobre.

Les deux organisations ont télégraphié au premier ministre pour lui demander que le train soit renvoyé en Allemagne. Mercredi dans la matinée, on ne signalait encore aucune intervention des forces de l'ordre. C'est la seconde fois depuis le début de l'incident que des forces de l'ordre se produisent autour de la Hague. — (Corresp.)

PRIX FABULEUX

● Magnifiques TV. N.B. 3 ch. à partir de 125 F
● Magnifiques TV. N.B. 3 ch. à partir de 125 F
● Magnifiques TV. N.B. 3 ch. à partir de 125 F

Reprise des anciens téléviseurs. Garantie totale pièces et main-d'œuvre jusqu'à 6 mois. Tél. : 61-42-92 - 61-42-49

Le Monde

DIMANCHE

Au sommaire du prochain numéro :

VACANCES AUX CHAMPS

Le tourisme à la ferme se développe lentement. Les organisations professionnelles agricoles entrent dans la danse.

Enquête d'André Meury

L'ÉTÉ DU MONDE DIMANCHE

Géographie vécue - Conversations - Claire comment ? - Mondovisions - Sports d'été - Le feuilleton des douze.

LÉGER RECUL DU DOLLAR FAIBLESSE DU FRANÇ

Seule l'intervention de quelques banques centrales, parmi lesquelles la Banque d'Angleterre et la Bundesbank, a permis de freiner l'expansion du dollar qui a suivi l'annonce d'une forte augmentation de l'indice américain des prix de détail (+1,2 % en juillet).

Le « Milet vert » est même en léger recul sur les places internationales, ce mercredi 26 août, et à Paris, où aucune intervention de la Banque de France n'est signalée, le dollar est revenu au-dessus de la barre des 5 F, en léger repli sur la veille, à 5,385 F contre 5,415 F mardi en séance officielle. A Francfort, il a baissé de 2,388 à 2,400 DM. De son côté, le franc français s'est affaibli contre le DM, lequel se négocie à 2,406 F contre 2,395 la veille.

Envoquant la situation au sein du S.M.M., la banque municipale Bayésienne Landesbank estime que le franc français devrait être dévalué de 12 % à 15 % vis-à-vis du dollar allemand, et le franc belge de plus de 10 % par rapport au DM, dans le cadre d'un réajustement général au sein du système monétaire européen.

A Haïti

UN GRAND PROCÈS POLITIQUE S'EST OUVERT A PORT-AU-PRINCE

Port-au-Prince (U.P.I.). — Un grand procès politique s'est ouvert le mardi 26 août dans la capitale haïtienne. Bien que le gouvernement n'ait pas fait connaître la liste des inculpés, des sources diplomatiques occidentales estiment que de vingt à trente-cinq personnes y figurent, dont M. Sylvio Claude, leader de la démocratie chrétienne. M. Claude avait été arrêté le 26 novembre 1980, en compagnie de plusieurs dizaines d'autres opposants au régime de M. Jean-Claude Duvalier, président à vie.

L'ouverture du procès a été aussi soudaine que chaotique. La presse officielle a seulement indiqué que la chambre criminelle s'était réunie.

En novembre 1980, le gouvernement duvalériste avait donné un brutal coup d'arrêt à une timide ouverture commencée sous la présidence de M. Jimmy Carter. Plusieurs dizaines d'intellectuels, des responsables et militants d'organisations humanitaires, d'hommes politiques et de journalistes (dont les équipes complètes de deux stations de radio) avaient été arrêtés ; certains avaient ensuite été expulsés. Ils avaient été accusés, d'être des « subversifs communistes ».

La Cimade, organisation humanitaire d'entraide, nous a fait parvenir une liste de vingt-deux noms, dont celui de M. Sylvio Claude, qui sont ceux des personnes comparant devant le tribunal de Port-au-Prince.

Les mauvaises affaires de Mme Tsutsumi

Mme Kuniko Tsutsumi, femme d'affaires, ressortissante japonaise et française, n'aura décemment pas eu de chance avec le casino de Trouville. Ex-P.D.G. de Trouville-Bain-les-Bains, Mme Tsutsumi, après avoir été inculpée le 25 octobre 1979 d'abus de biens sociaux, a en effet été déclarée, au début du mois d'août, une somme de 900 000 F.

Le rôle des avocats

Interrogée par les douanes quelques années plus tard, Mme Tsutsumi n'hésite pas à mettre en cause son avocat d'alors, M. Jean-François Prat, associé de M. Robert Badinter, en indiquant qu'il lui avait conseillé cette conduite. A son tour interrogé par les douanes, M. Prat démentit formellement une telle accusation.

Evocant un article du quotidien *Libération* de ce mercredi 26 août, l'avocat parle de « diffamation » et d'une « campagne politique générale contre (son) ex-associé », entendez M. Badinter, désormais garde des sceaux. M. Jacques Ribaupierre, mis en cause dans cet article, aujourd'hui chargé de mission à la présidence de la République, ne dit pas autre chose. Il affirme, bien qu'avocat du frère et de la mère de Mme Tsutsumi, qu'il n'est « concerné ni de près ni de loin par cette affaire » et se promet de publier une mise au point en bonne et due forme.

Pour une fois, la confraternité n'est pas un vain mot. M. Yves

Fanchon, avocat au barreau de Paris, conseil de la P.D.G. dans son contentieux avec les douanes, affirme que « la mise en cause de ses confrères est scandaleuse ».

En fait, Mme Tsutsumi a bien commis des erreurs. Les douanes l'ont bien « épinglée », elle et quatre autres protagonistes. En mars 1981, cette administration leur a demandé 2 100 000 F.

Pour sa part, l'ancienne propriétaire du casino devait payer 800 000 F, ce qu'elle a fait au mois d'août. Les autres protagonistes, eux, n'ont toujours pas réglé leurs amendes.

La transaction entre les douanes et les fraudeurs est chose courante. Le code des douanes la prévoit. Dans ce dossier, remis entre les mains du parquet, la justice a dû donner son accord. De bonne source, on indique que Mme Tsutsumi a été victime, tout au long de cette affaire, d'atrocités. Puisqu'elle a réglé son amende, il lui est désormais possible de se retourner contre son conseil, M. Prat. — L. G.

TELEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS 345 21 62

150 من الأصل